TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 339 - MAI 2022

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 339

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Flambée des charges, prix toujours en hausse
    - Inflation alimentaire en hausse, consommation par bilan en baisse, faute d'offre
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Des cours et des coûts très élevés
- Femelles
  - Europe
    - Les cotations à haut niveau
- Maigre
  - Le manque de disponibilités affecte les exports
- Veaux de boucherie
  - Des coûts de production à très haut niveau
- Veaux nourrissons
  - Les exports de veaux se sont réduits depuis mi-avril

Lait de vache
- Collecte laitière
  - La guerre en Ukraine pèse sur la production laitière européenne
  - Monde : Production en repli chez les grands exportateurs
- Marché des produits laitiers
  - Poudre maigre : des disponibilités plutôt réduites chez les exportateurs.

Viande ovine
- France
  - La cotation reste haut perchée
- UE et monde
  - Reconfiguration des flux mondiaux sur fond de pandémie

Lait de chèvre et viande
- Prix du lait de chèvre
  - La hausse du prix du lait se poursuit, alors que les charges s'envolent

Marchés des grains : les déficits hydriques tendent encore plus les prix

L'offre insuffisante soutient les cours et limite la consommation

Dernière révision le 23 mai 2022

Le marché européen manque d'animaux maigres et finis. L'insuffisance de l'offre par rapport à la demande soutient les prix à des niveaux très élevés.

Les opérateurs craignent d'avoir plus de difficultés à faire passer des hausses sur les prix à la consommation, alors que l'inflation pèse sur les achats des ménages.

Mais les cours des bovins ne sont pas suffisants pour couvrir la flambée des charges qui s'est accélérée depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Les exportateurs de vif peinent à répondre à la demande des engraisseurs faute de disponibilités suffisantes. Les exportations de veaux laitiers vers l'Espagne se sont contractées ces dernières semaines.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

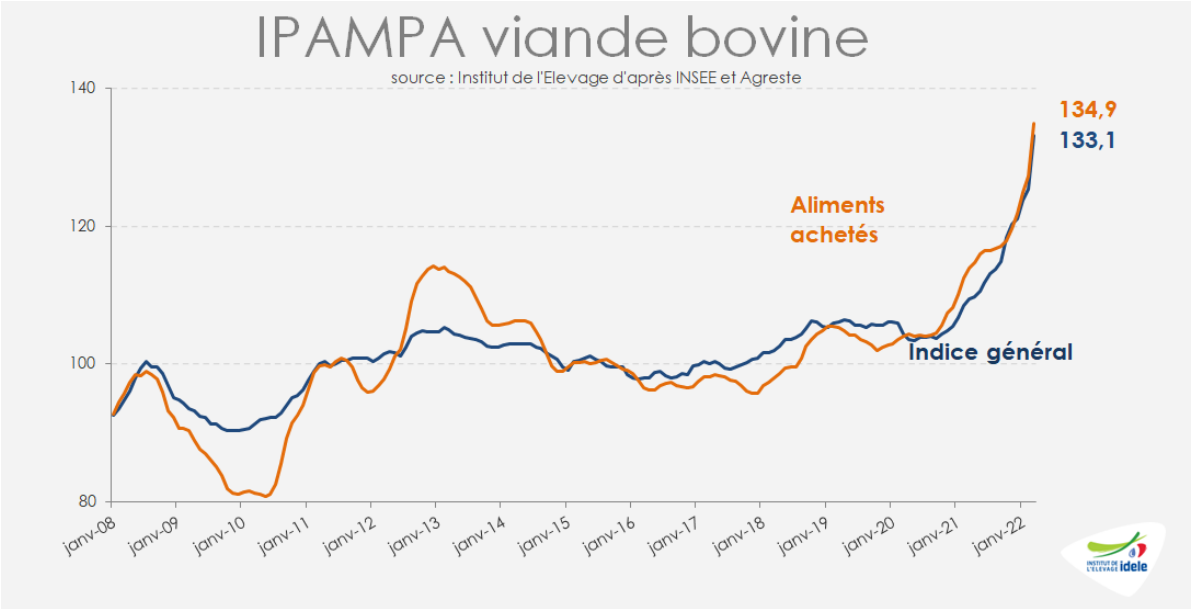
Flambée des charges, prix toujours en hausse

Dernière révision le 23 mai 2022

Conséquence de la guerre en Ukraine, les prix des intrants continuent de flamber. Les prix des bovins finis progressent eux aussi, mais la hausse reste parfois insuffisante pour couvrir celle des charges. L'offre de gros bovins finis enregistre un recul marqué d'autant que les poids de carcasse sont en baisse. Seuls les abattages de femelles allaitantes restent relativement dynamiques, venant accélérer la décapitalisation. Actuellement, les acheteurs prennent tout le disponible, y compris des bovins destinés normalement à un engraissement plus poussé.

Des charges en très forte hausse

L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe depuis fin février a engendré une envolée des prix de tous les intrants. En mars 2022, l'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) a atteint un nouveau record à 133,1 points (+22% /2021 et +28% /2020). L'indice des aliments achetés était supérieur de +19% /2021 et +30% /2020, celui des énergies et lubrifiants de +81% /2021 et +110% /2020.



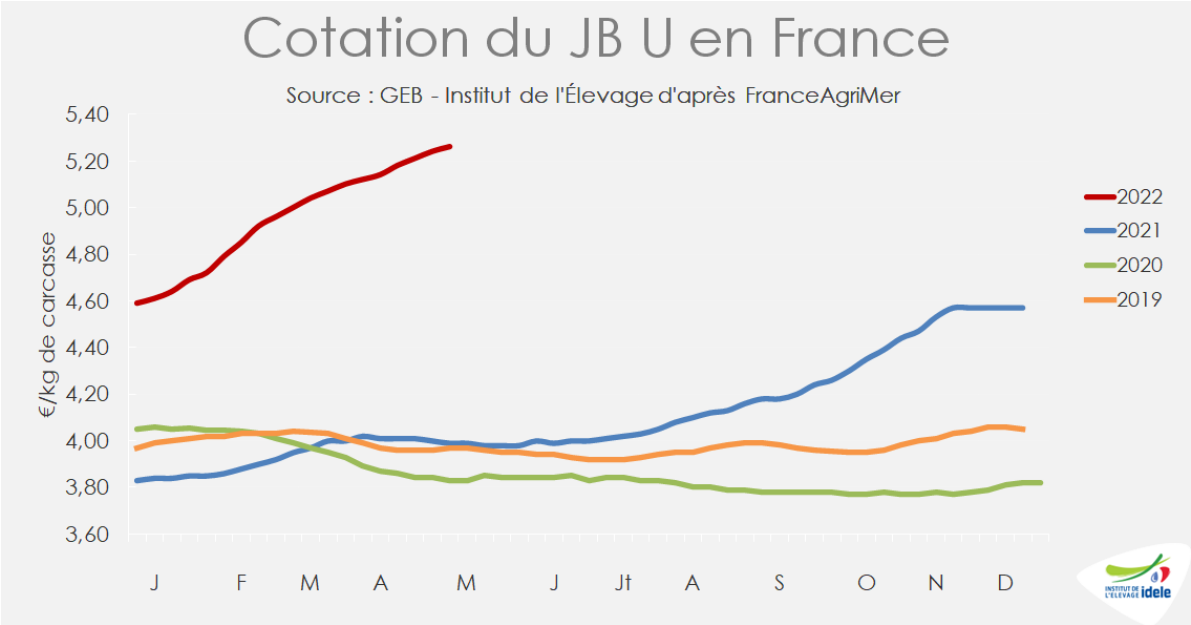
A noter qu'une grande partie des engraisseurs de jeunes bovins devraient pouvoir prétendre à l'aide à l'alimentation animale prévue dans le plan de résilience. Cette aide, qui atteindra 489 M€ et qui est en cours de validation par l'Union européenne, doit compenser une partie de la flambée des prix de l'alimentation animale. Elle est accessible aux élevages présentant un taux de dépendance (coût de l'aliment rapporté aux charges totales) d'au moins 10%, et une facture d'aliment d'au moins 3 000 € entre le 16 mars 2021 et le 15 juillet 2021. Le montant de l'aide varie selon le taux de dépendance.

Les demandes seront à formuler à partir de fin mai sur le site de FranceAgriMer où une plate-forme dédiée sera ouverte pendant trois semaines. Pour la très grande majorité des éleveurs bovins, elle n'excédera pas le forfait de 1000 € (pour un taux de dépendance de 10 à 30%), cette aide ayant été conçue à l'origine pour les secteurs d'élevage monogastrique, les plus dépendants à l'alimentation achetée.

L'offre restreinte en JB continue de doper les prix

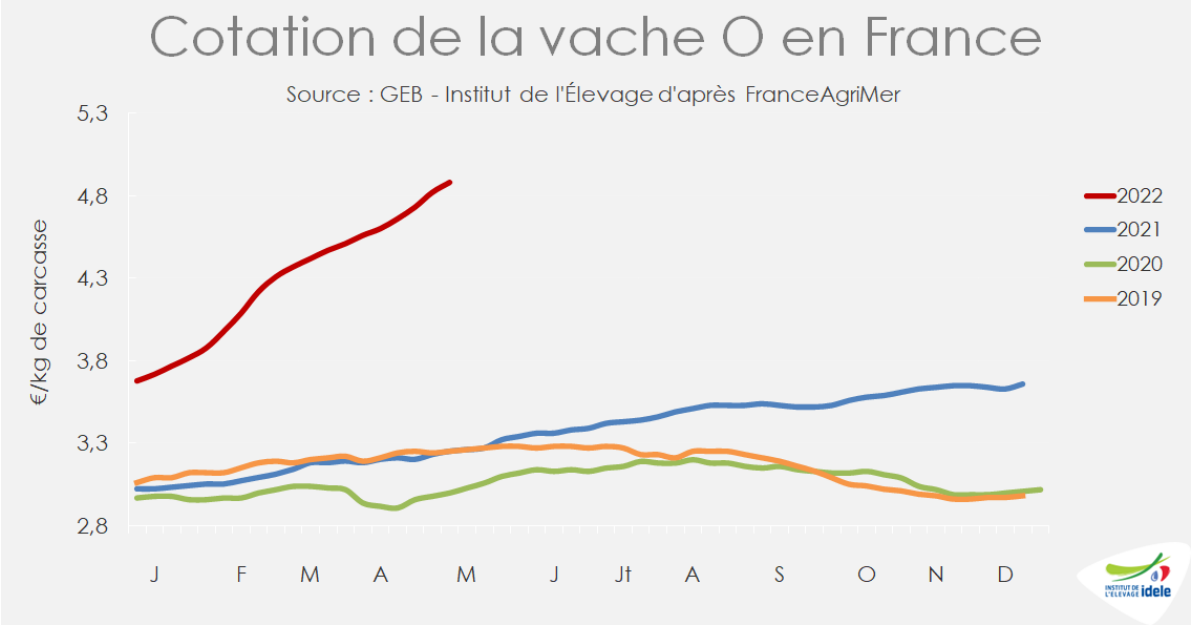
Après un pic en mars-avril consécutif aux rétentions de début d'année, les sorties de jeunes bovins sont revenues à des niveaux inférieurs à ceux des années précédentes. Sur les semaines 15 à 19, les abattages de JB de type viande étaient en baisse de -4% /2021 et ceux de JB de type lait en chute de -12% d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. Le coût très élevé de l'alimentation animale a conduit par ailleurs à une réduction des poids de carcasse, de -1,3% /2021 pour les JB de type viande comme pour les JB de type lait. Cette relative pénurie exacerbe la concurrence entre acheteurs et les pousse à concéder des hausses de prix… et à urger les sorties, faisant baisser les poids.

Le marché européen est en manque de viande, en particulier le marché allemand où les cotations sont encore bien plus élevées qu'en France. Ceci dope la demande adressée aux exportateurs français et participe aussi à la progression des cours. En 4 semaines, les cotations françaises des JB ont gagné entre 12 et 28 centimes selon la conformation. Celle du JB U a atteint 5,26 €/kg de carcasse en semaine 19 (+32% /2021 et +37% /2020). Elle reste devancée largement par la cotation allemande à 5,51€ ! Le JB R français cotait 5,13 €/kg en semaine 19 (+35% /2021 et +40% /2020) et le JB O 4,87 €/kg (+45% /2021 et +52% /2020).



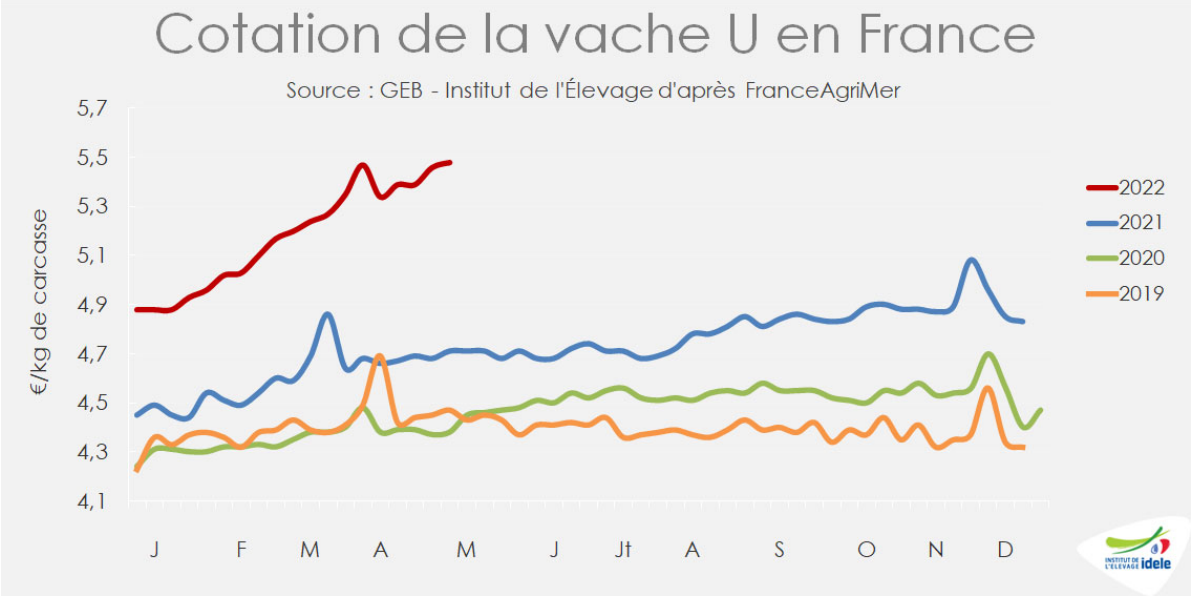
Les vaches laitières, très demandées et peu nombreuses, affichent les plus fortes hausses de prix

La hausse continue du prix du lait, alors que les vaches sont au pâturage et qu'il n'est pas question de distribuer de l'aliment à prix d'or, pousse les éleveurs laitiers à ralentir les réformes. Sur les semaines 15 à 19, les abattages de vaches laitières étaient en baisse de -11% /2021 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. A cette baisse s'ajoute celle des poids de carcasse (-1,4% /2021 en moyenne), en raison du coût élevé de l'aliment et d'une demande tellement forte qu'elle presse les sorties avant une finition optimale. Face à cette offre restreinte, la demande pour la viande hachée reste forte, ce qui tire les prix des réformes laitières à la hausse. La cotation de la vache O a gagné 28 centimes sur les 4 dernières semaines pour bondir à 4,88 €/kg de carcasse en semaine 19 (+50% /2021 et +63% /2020). Celle de la vache P a gagné 30 centimes à 4,79 €/kg (+59% /2021 et +73% /2020).

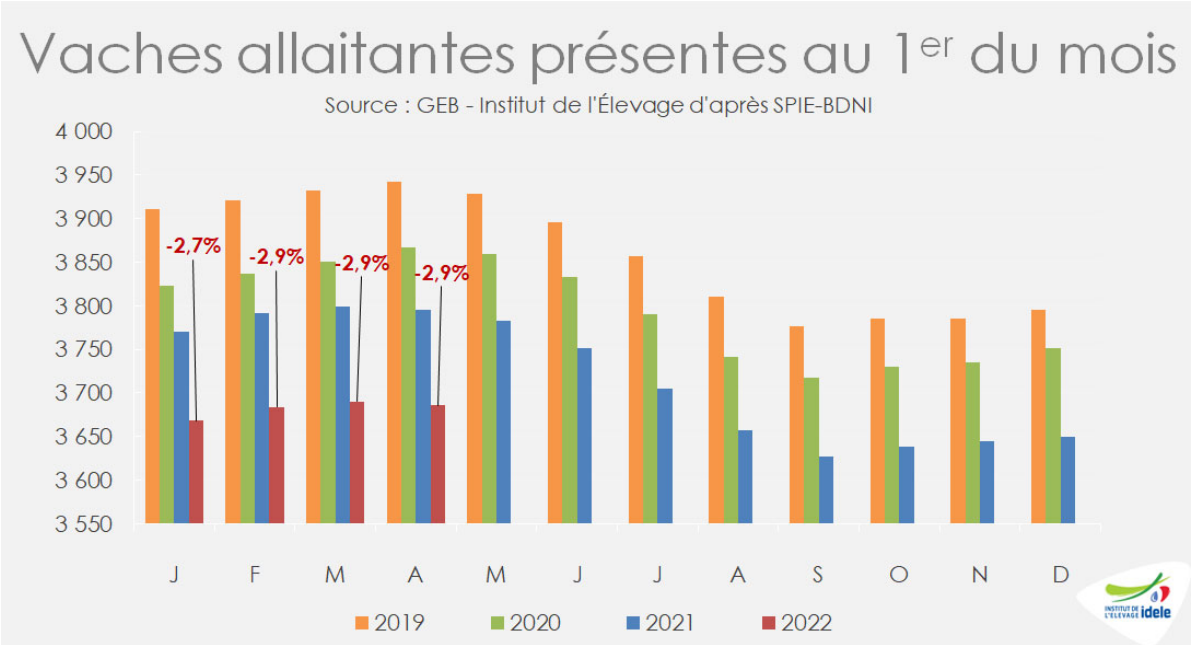


Les prix des vaches allaitantes également en hausse

La cotation de la vache U a gagné 14 centimes sur les 4 dernières semaines pour atteindre 5,48 €/kg de carcasse (+16% /2021 et +25% /2020), dépassant même son pic de Pâques. Celle de la vache R a gagné 16 centimes à 5,18 €/kg (+26% /2021 et +39% /2020).



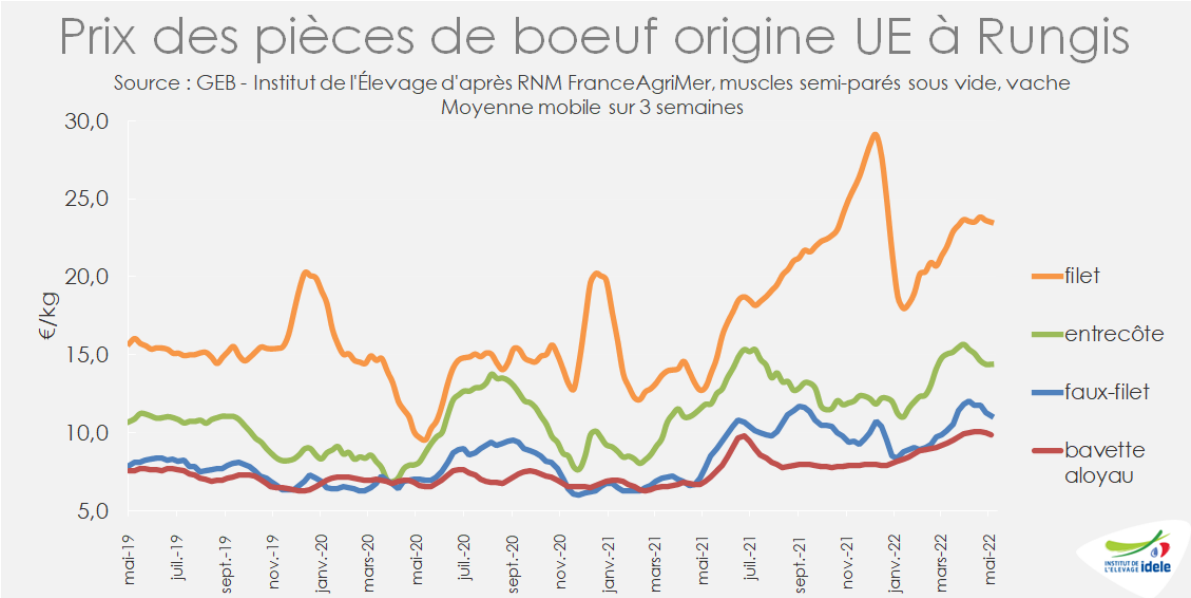
Le cheptel allaitant poursuit son recul et le dynamisme actuel des abattages fait craindre une nouvelle accélération de la décapitalisation. Au 1er avril, le cheptel de vaches allaitantes était en baisse de -2,9% /2021. Les abattages de vaches de type viande sur les semaines 15 à 19 étaient en hausse de +1% /2021, et ceux de génisses étaient stables. Comme pour les vaches laitières, le poids moyen des vaches de type viande était en baisse (-0,7% /2021) mais celui des génisses étaient en légère hausse (+0,4%).



Les prix des muscles importés restent très élevés

Les prix élevés sur le marché européen, alors que le secteur de la restauration en France a repris quelques couleurs, ont conduit à une forte hausse du prix des muscles origine UE sur le marché de Rungis. Après avoir atteint des sommets pour la saison, les prix se détendent toutefois quelque peu.

Le 13 mai, la bavette d'aloyau semi-parée origine UE était à 9,75 €/kg (+35% /2021 et +54% /2020), le faux filet à 10,80 €/kg (+26% /2021 et +52% /2020), l'entrecôte à 14,75 €/kg (+25% /2021 et +74% /2020) et le filet à 22,75 €/kg (+79% /2021 et +121% /2020). Notons toutefois qu'en 2020, les pièces nobles importées avaient vu leur prix chuter en raison du confinement et de la fermeture stricte de la restauration. Les prix étaient repartis à la hausse selon les pièces entre mi-mai et mi-juin.



Viandes bovines » Gros bovins » France »

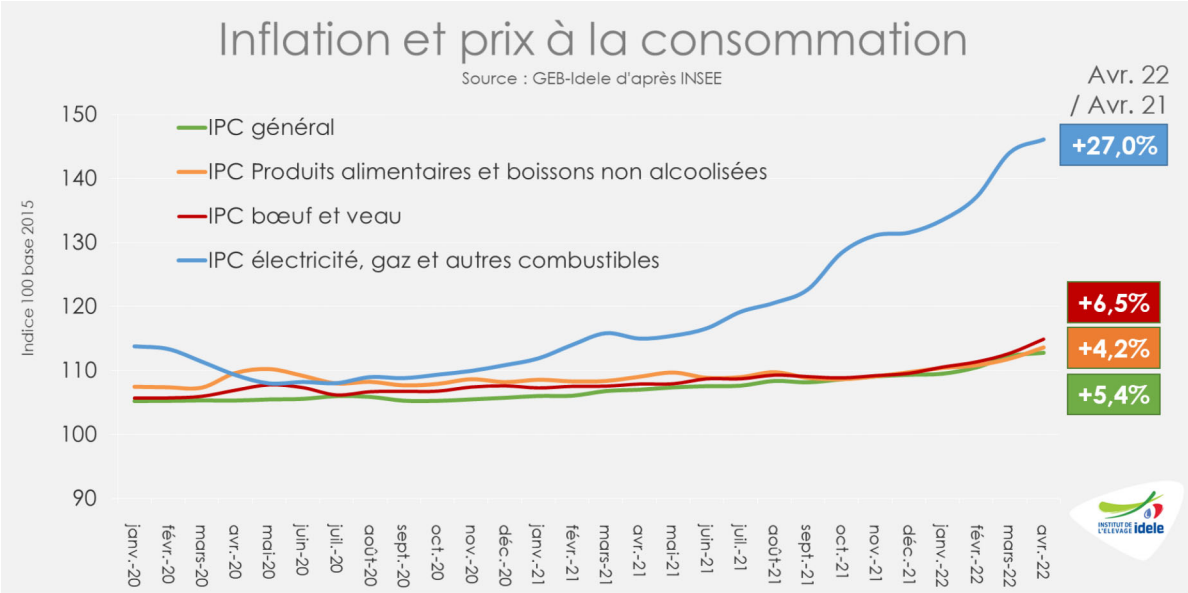
Inflation alimentaire en hausse, consommation par bilan en baisse, faute d'offre

Dernière révision le 23 mai 2022

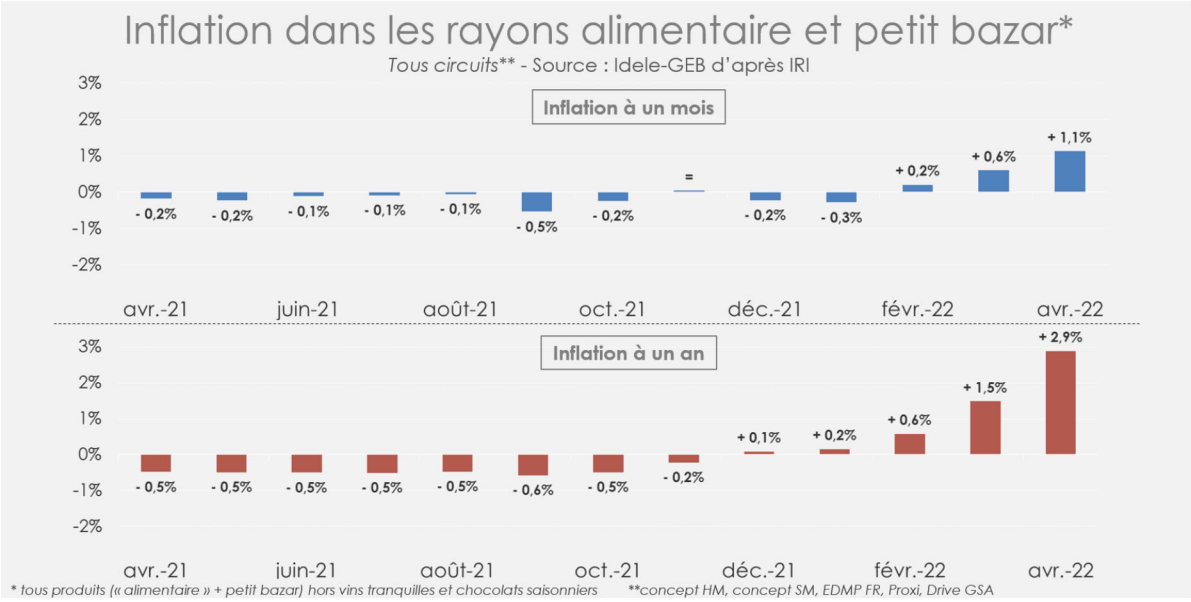
En avril, l'inflation a continué de progresser, notamment pour l'alimentation. Si les volumes achetés reculent, les ventes de viande hachée restent dynamiques. L'activité de la RHD en France dépasse son niveau d'avant pandémie, à l'exception du secteur de la restauration collective. La consommation par bilan a reculé début 2022 en lien avec la pénurie d'offre.

La hausse de l'inflation alimentaire se poursuit

En avril 2022, l'indice général des prix à la consommation harmonisé de l'INSEE affichait une hausse de +5,4% sur un an après le +5,1% de mars. Toutes les catégories sont affectées, mais surtout l'énergie (+27% /avril 2021). L'inflation alimentaire reste bien inférieure à ce qu'elle est ailleurs dans les autres pays de l'UE (+4,2% contre près de 6% en Allemagne, en Italie ou aux Pays-Bas par exemple). Elle atteint même +9% en Pologne ou +10% aux États-Unis d'après l'OCDE. En France, l'accélération de la progression des dépenses alimentaires est désormais marquée, notamment pour les viandes de bœuf et de veau (+6,5% en avril contre +4,8% en mars).



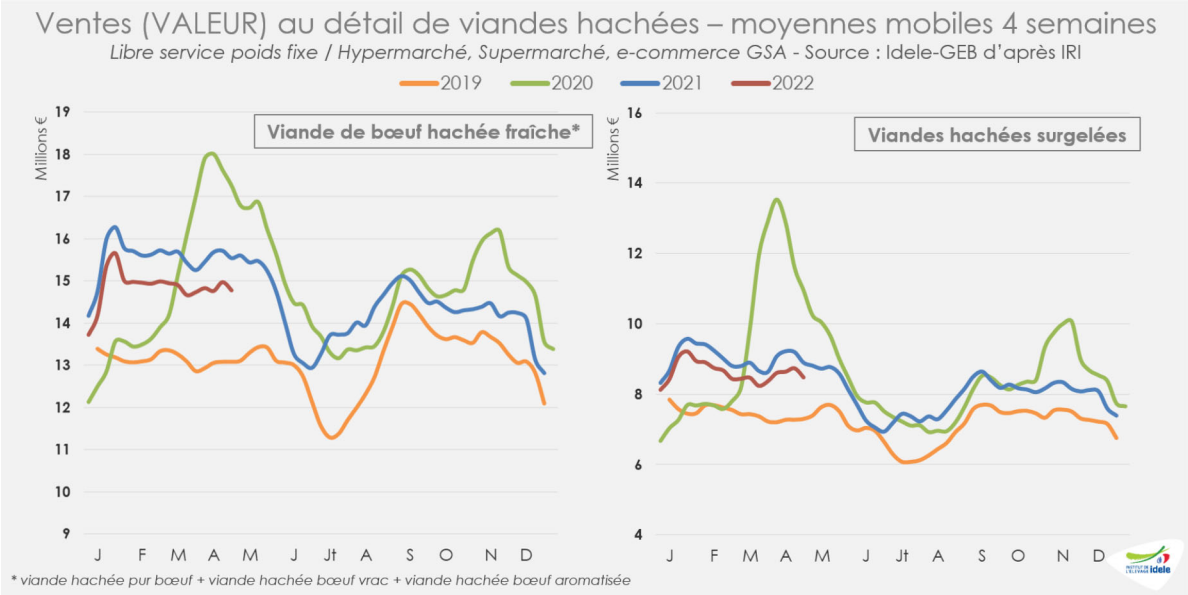
Même constat pour les ventes au détail. D'après IRi, en avril 2022, l'inflation sur un mois dans les rayons « alimentaire » et « petit bazar » était de +1,1% /mars 2022, contre +0,6% le mois précédent. Les rayons d'épicerie sont les plus affectés. L'inflation sur un an a atteint +2,9% /avril 2021 contre +1,5% en mars.



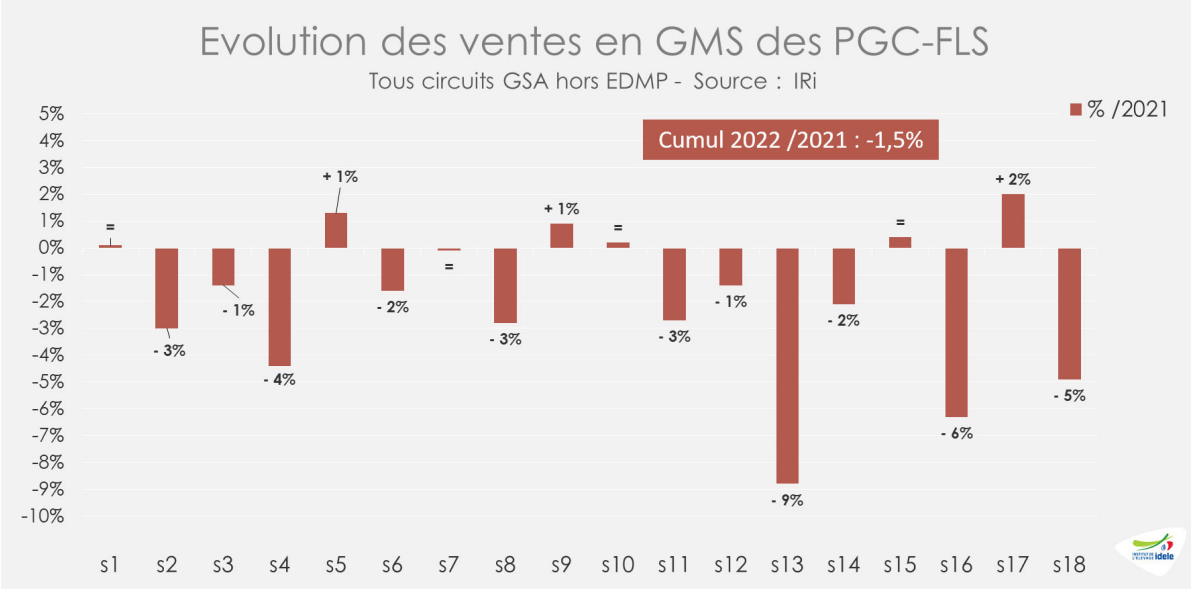
L'inflation annuelle des produits de grande consommation et frais libre-service (PGC-FLS) a atteint +2,9% /avril 2021. Parmi les 10 catégories (pâtes alimentaires, farines, huiles…) les plus touchées par l'inflation figurent en 2ème position les viandes hachées surgelées (+11,3%) et en 8ème position les viandes hachées du rayon frais (+7,9%).

Avec une inflation en hausse, les ventes au détail en valeur résistent

Avec des prix au détail en hausse, **les ventes de viandes hachées en valeur** restent bien supérieures aux niveaux d'avant pandémie. En cumul sur les 17 premières semaines de 2022, les ventes de haché frais (-4% /2021 et -2% /2020, mais +15% /2019) comme de haché surgelé (-4% /2021 et -10% /2020 mais +18% /2019) restaient soutenues.

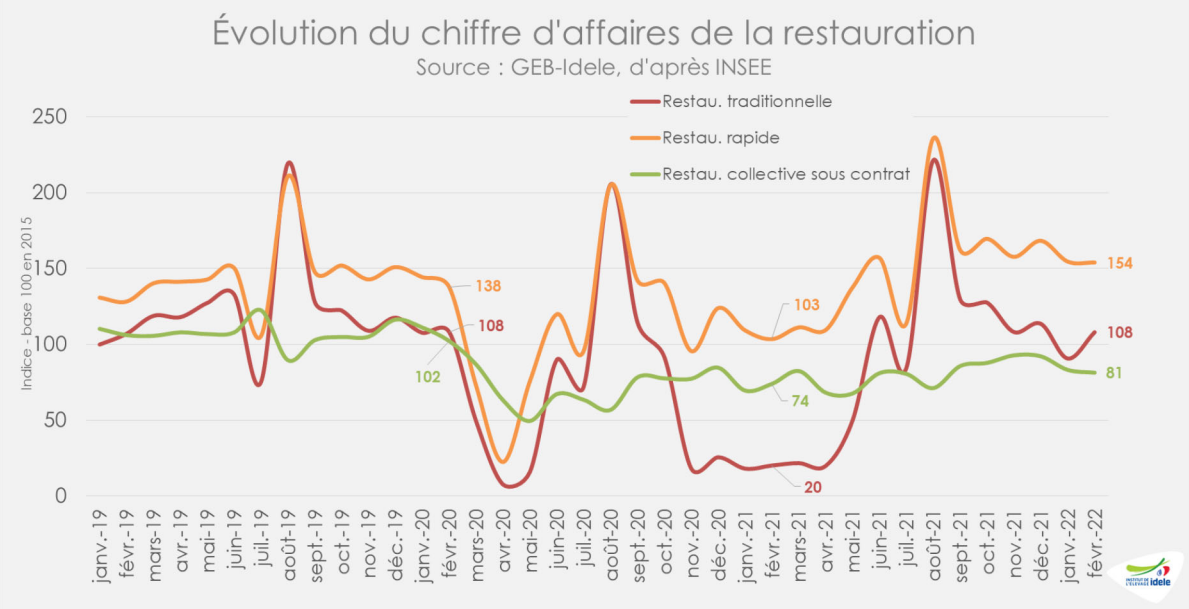


D'après IRi, depuis le début de l'année les ventes des produits de grande consommation et frais libre-service (PGC-FLS) sont plus importantes qu'avant la pandémie même si l'inflation participe à cette hausse de chiffre d'affaires. Sur 18 semaines, elles étaient cependant en retrait par rapport à l'année dernière (-1,5% /2021).

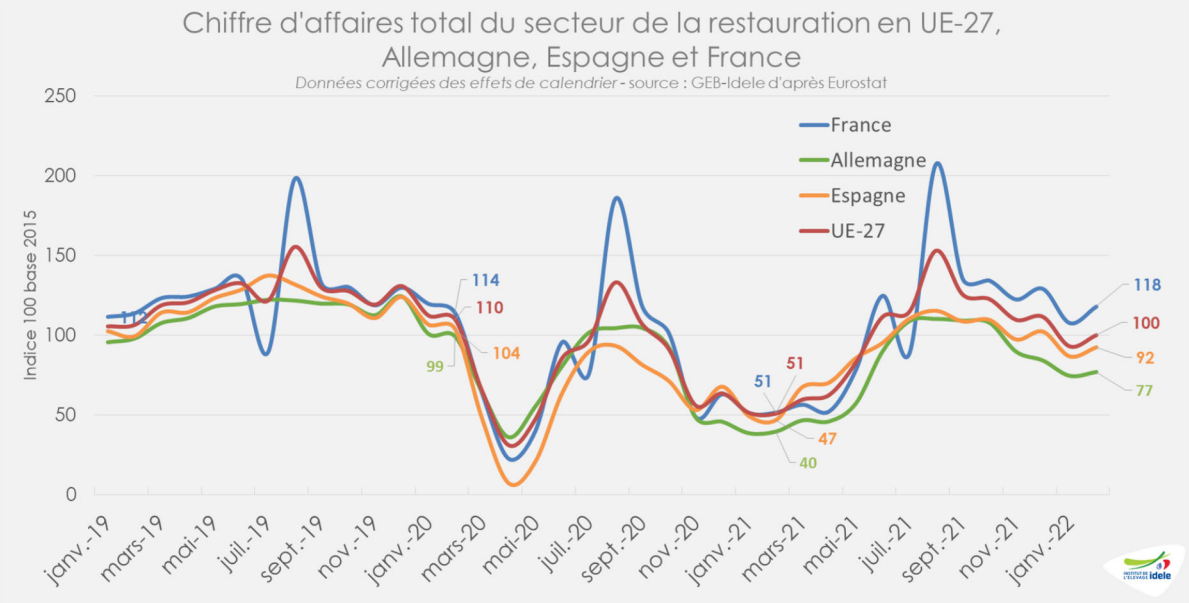


Le chiffre d'affaires de la RHD porté par la restauration rapide, la restauration collective à la peine

En France, le chiffre d'affaires global de la RHD a enfin dépassé son niveau d'avant pandémie en février 2022 (+130% /2021 et +4% /2020). Le secteur de la restauration rapide est resté particulièrement dynamique (+49% /2021 et +12% /2020). Au contraire, la restauration collective, affectée notamment par la pérennisation du télétravail, était en repli /2020 (+10% /2021, mais -20% /2020).



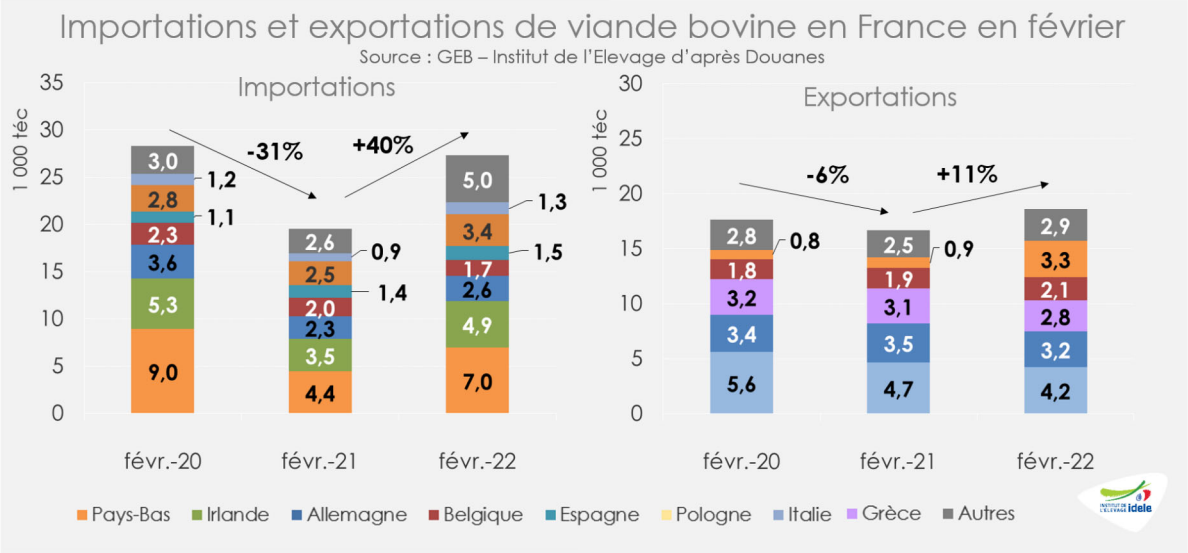
Le redressement observé en France n'est pas partagé par tous les États membres. Au niveau européen, le chiffre d'affaires global de la RHD au sein de l'UE à 27 restait inférieur à l'avant pandémie en **février 2022** (+97% /2021, mais -22% /2020). C'était notamment le cas en Espagne (+98% /2021, mais -11% /2020) ou en Allemagne (+95% /2021, mais -22% /2020).



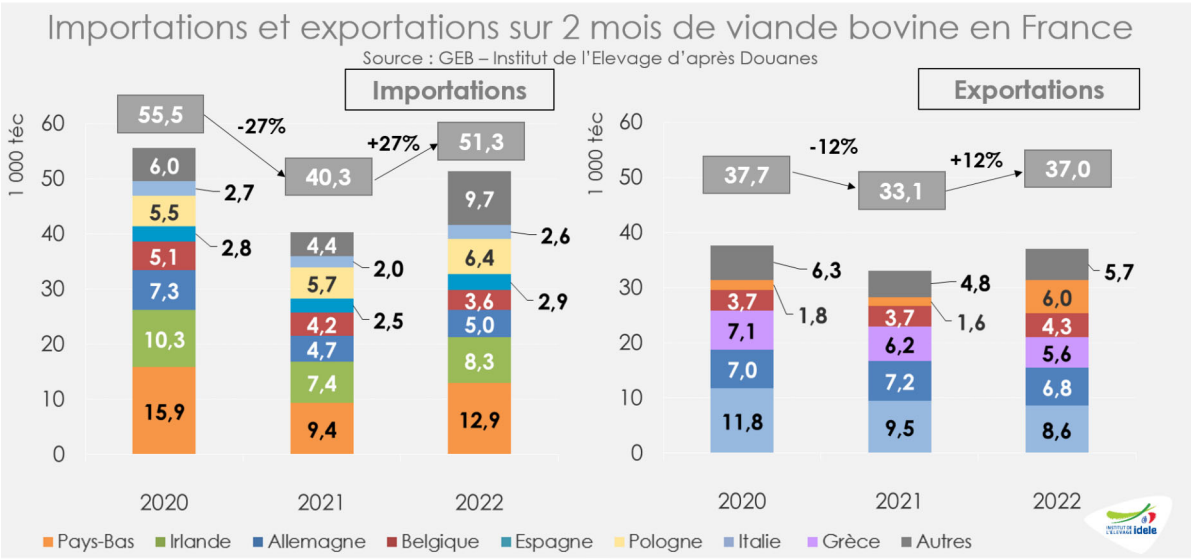
Progression du commerce extérieur en février

Après plusieurs mois sans publication de données pour cause de révisions des modes de collecte, les **Douanes françaises** reprennent progressivement le rythme de leur publication. En **février 2022** :

- les exportations de viande bovine ont atteint 18 600 téc, niveau supérieur aux deux années précédentes (+11% /2021 et +5% /2020),
- les importations ont dépassé les 27 300 téc, niveau intermédiaire entre les deux années précédentes (+40% /2021 mais -3% /2020).

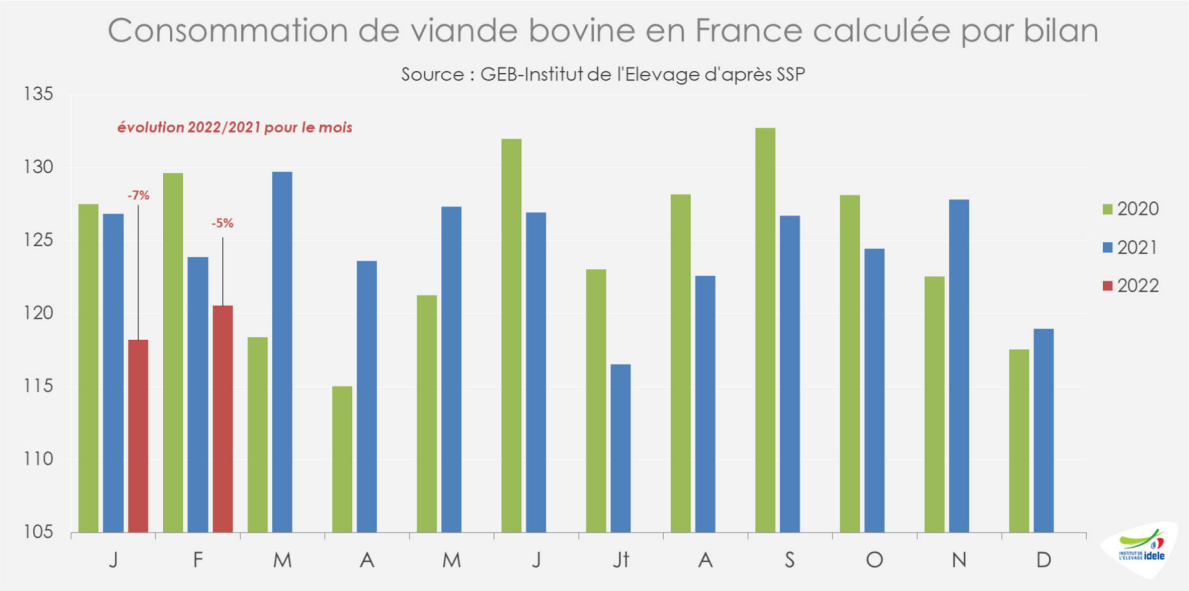


En cumul sur deux mois, le commerce extérieur français (importations et exportations) s'est rapproché du niveau d'avant pandémie. Parmi les 51 300 téc importées (+27% /2021 ; -8% /2020), 12 900 téc provenait des Pays-Bas (+38% /2021) et 8 300 téc d'Irlande (+12%). A noter la forte progression de fournisseurs secondaires comme les pays tiers et notamment le Royaume-Uni. Pour cette dernière origine, il s'agit notamment d'un effet indirect du *Brexit* : certains opérateurs européens préfèrent désormais dédouaner leurs importations en France avant de les faire transiter jusque dans leurs entreprises ou chez leurs clients. En parallèle, les exportations ont atteint 37 000 téc (+12% /2021 ; -2% /2020) avec une progression marquée vers les Pays-Bas (x3,6 /2021 à 6 000 téc). Le dédouanement en France des viandes britanniques participe sans aucun doute à cet essor.

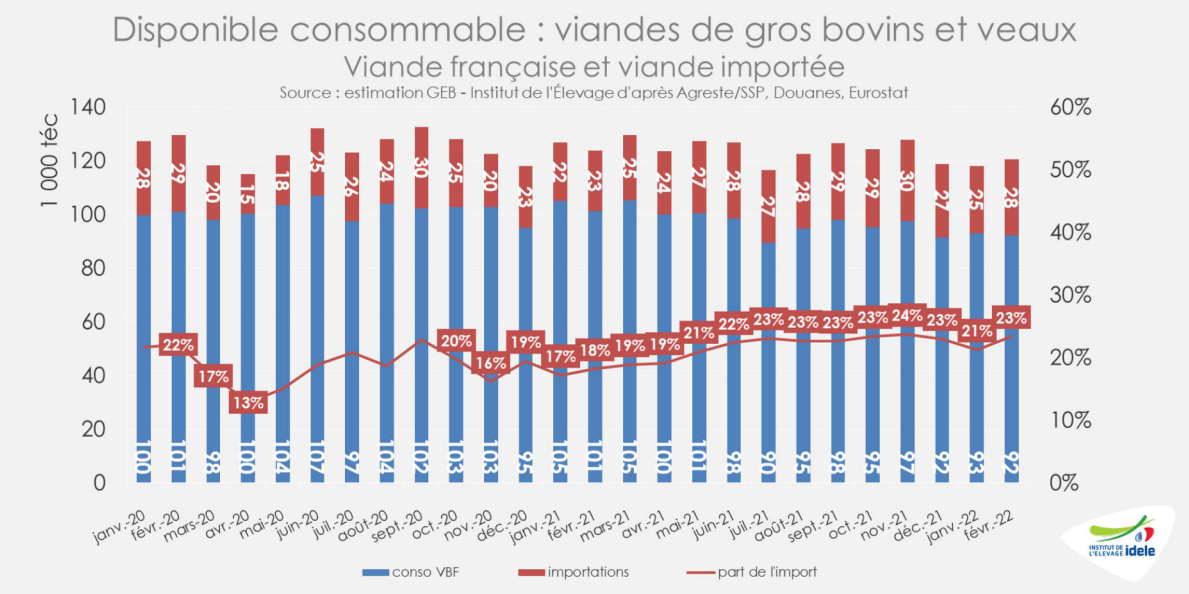


Consommation par bilan en retrait depuis le début de l'année

En février 2022, la consommation calculée par bilan était à nouveau inférieure aux deux années précédentes à 120 500 téc (-3% /2021 et 2020), principalement du fait d'une offre nettement en baisse (les abattages de bovins étaient en retrait de -7,7% sur les deux premiers mois). En cumul depuis le début de l'année, elle atteint 238 700 téc (-4% /2021 et -2% /2020).



La proportion d'import dans les disponibilités totales atteignait 23% en février 2022, niveau équivalent à l'avant pandémie et proche des niveaux observés depuis la levée des restrictions.



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

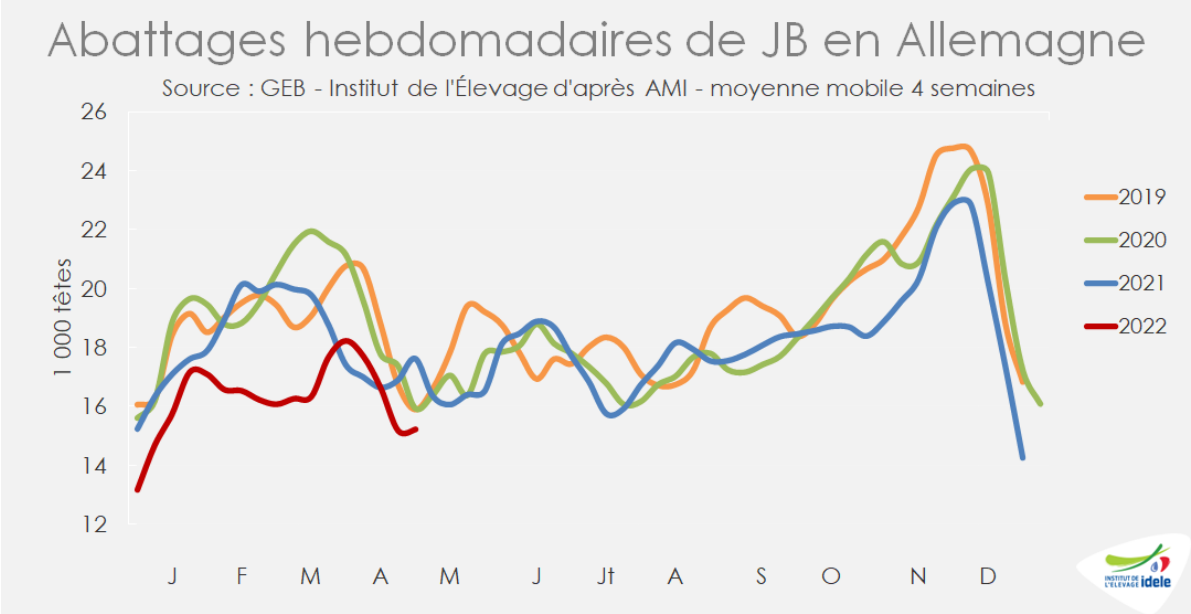
Des cours et des coûts très élevés

Dernière révision le 23 mai 2022

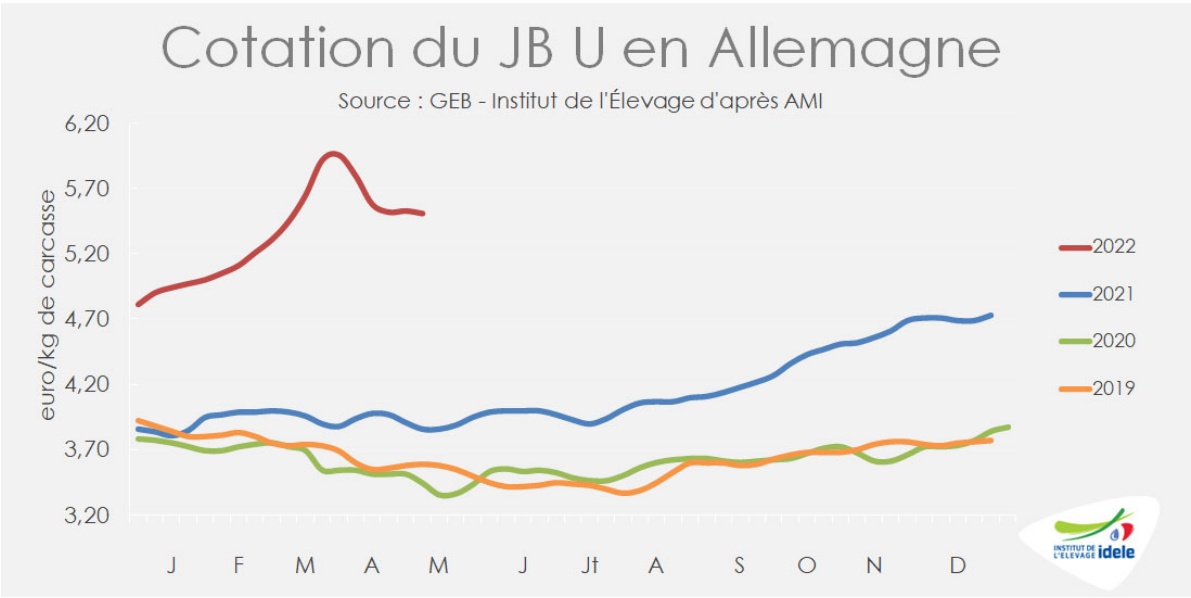
Les cours des JB restent très élevés partout en Europe. Ils augmentent encore dans la plupart des État membres, mais se sont toutefois réajustés de quelques centimes en Allemagne.

ALLEMAGNE : surplus momentané de sorties

En **Allemagne**, les rétentions en élevage pendant la phase de croissance très rapide des prix ont donné lieu à un afflux de JB fin mars et début avril, d'autant que la flambée du prix de l'aliment réduisait l'incitation à rajouter des kg. Ainsi, alors qu'ils étaient en baisse de -10% /2021 en moyenne sur les 10 premières semaines de l'année, les abattages de jeunes bovins sur les semaines 11 à 14 ont dépassé de +5% leur niveau de 2021. Puis ils sont revenus à un niveau relativement faible (-14% /2021 et -5% /2020 sur les semaines 15 à 18).

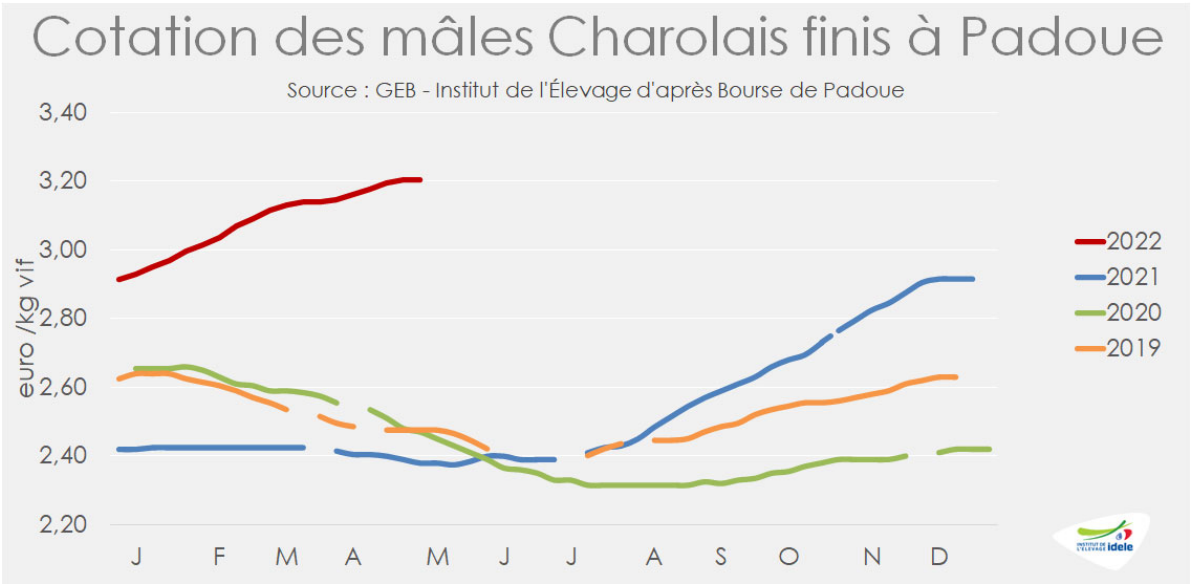


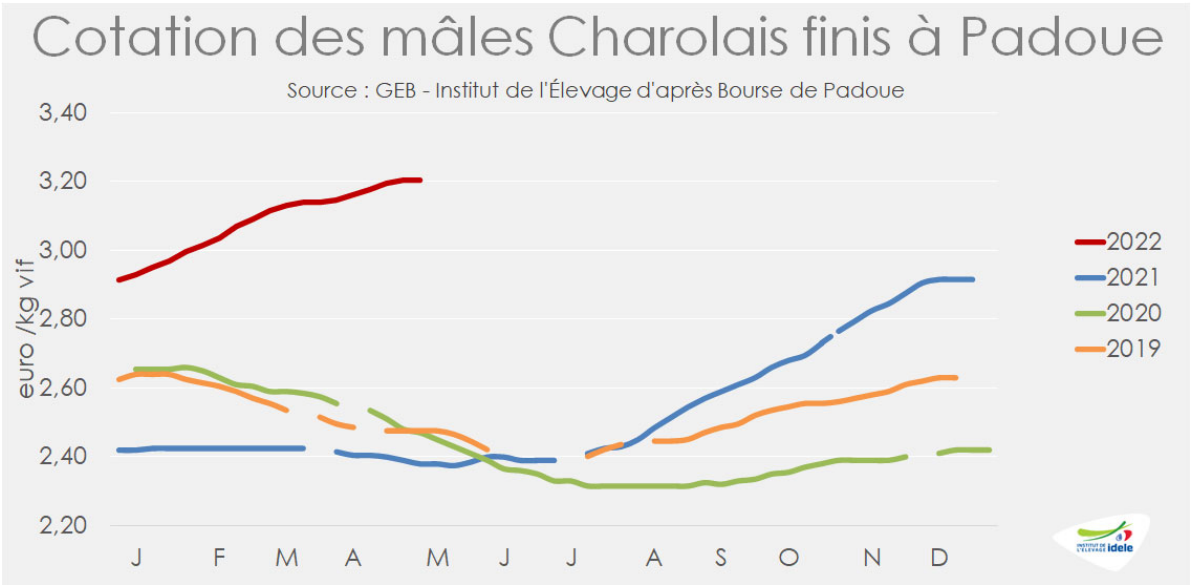
Les prix ont subi le contre-coup de ce décalage d'abattage, se réajustant à la baisse après la croissance vertigineuse de mars. Ils restent toutefois à des niveaux bien plus élevés qu'en France. Le JB U cotait 5,51 €/kg de carcasse en semaine 18 (+43% /2021 et +60% /2020), le JB R 5,45 €/kg (+43% /2021 et +61% /2020) et le JB O 5,25 €/kg (+45% /2021 et +67%/2020).



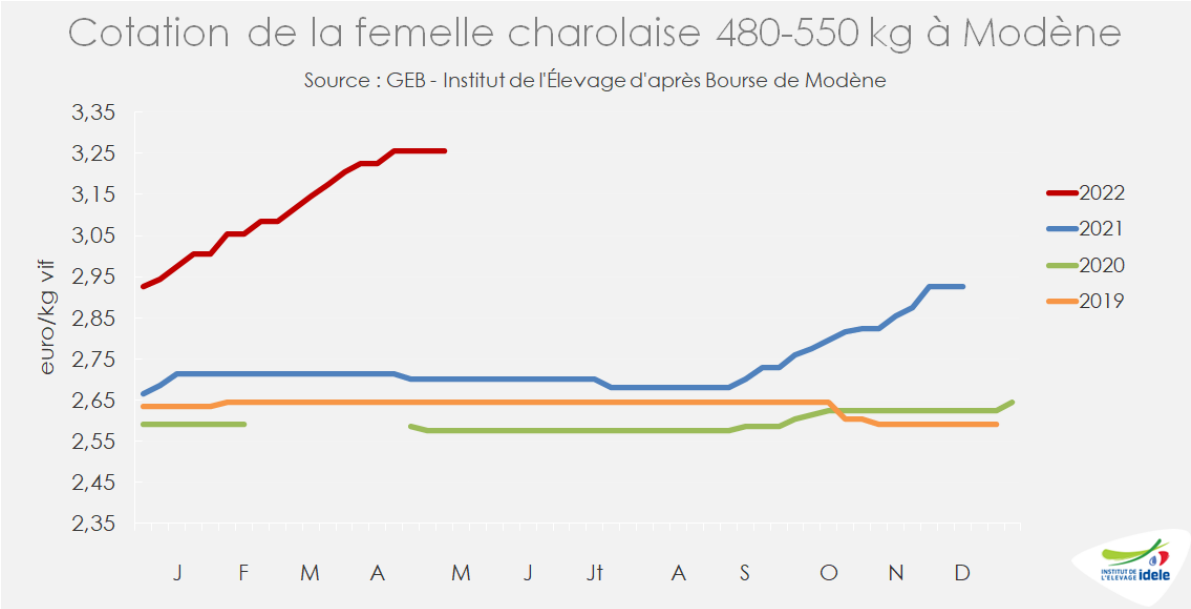
ITALIE : prix stationnaires à de très haut niveaux

En **Italie**, l'offre et la demande sont bien équilibrées, ce qui permet de maintenir les prix à un haut niveau. Comme chaque année, l'arrivée des chaleurs estivales limite les achats des consommateurs. Mais cette année, les faibles volumes de viande sur le marché permettent un maintien des prix au lieu de la baisse saisonnière habituelle. La cotation du JB mâle charolais à la bourse de Padoue s'est stabilisée à 3,21 €/kg vif (+29% /2021 et +21% /2020). Celle du mâle limousin à Modène s'est stabilisée à 3,38 €/kg vif entre les semaines 15 et 19 (+23% /2021 et +22% /2020).





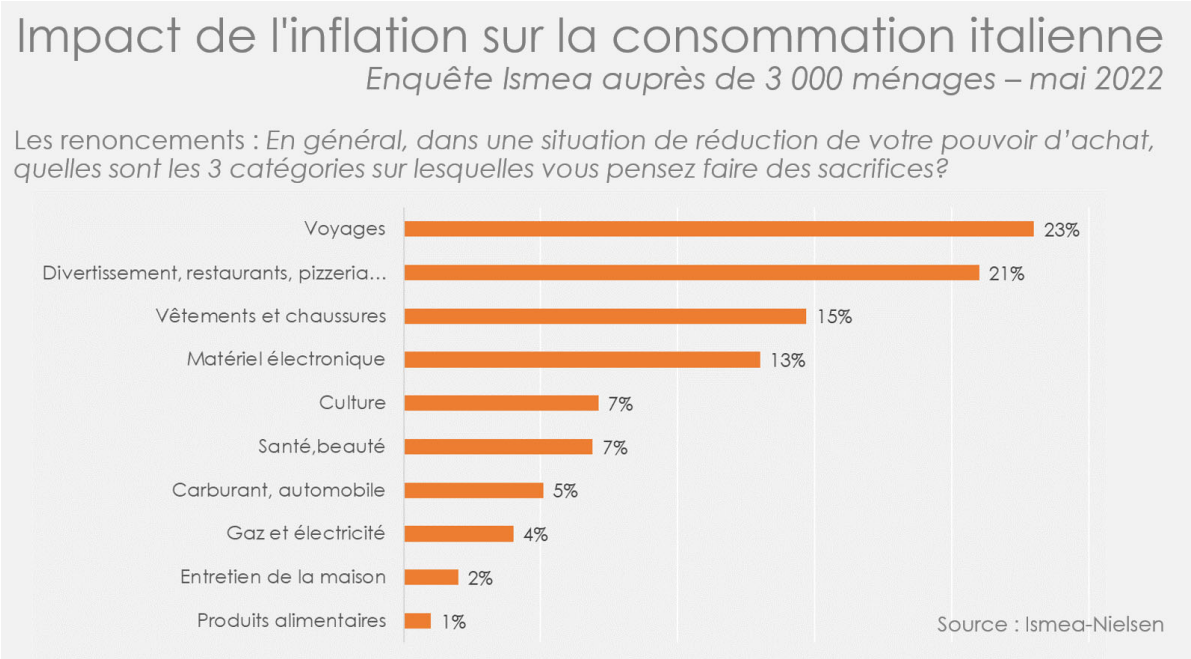
Les cotations des femelles sont également stationnaires depuis plusieurs semaines. A la bourse de Modène, la femelle charolaise cotait 3,26 €/kg vif début mai (+21% /2021 et +26% /2020) et la femelle limousine 3,45 €/kg (+18% /2021 et +20% /2020).



Toutefois, la guerre en Ukraine inquiète le secteur. Même si les céréales importées sont plutôt destinées à l'alimentation des monogastriques, les craintes d'une spirale inflationniste sont largement partagées.

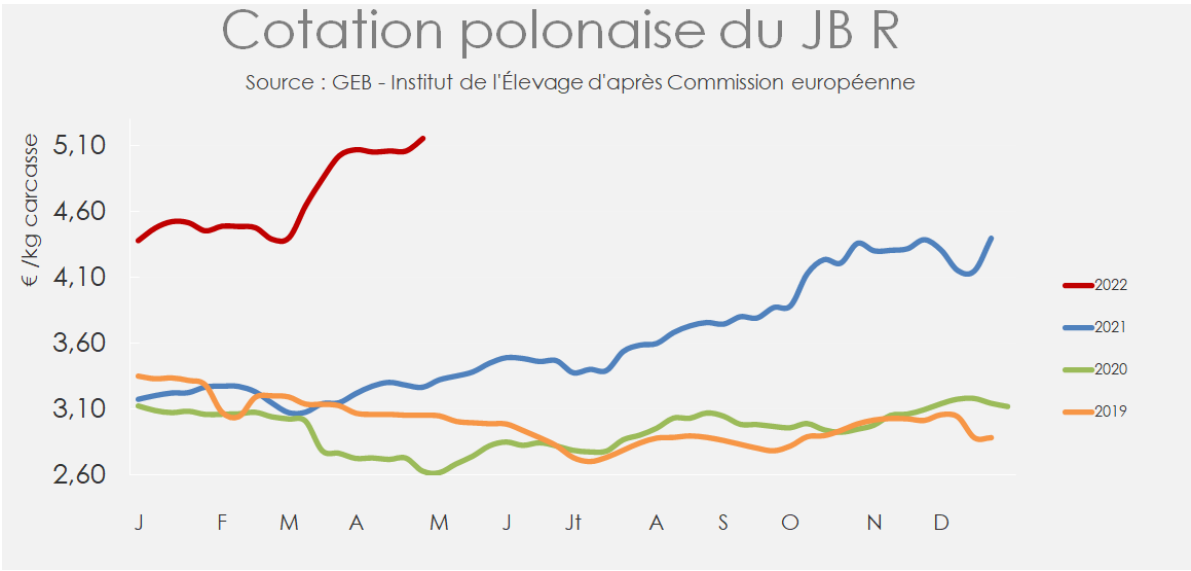
L'inflation est regardée de près par les distributeurs qui craignent une modification de la composition du panier des ménages. Elle était toutefois en baisse en avril par rapport à mars selon Istat (+6,0% /2021 contre +6,7% en mars) grâce à une moindre hausse des prix de l'énergie (+42% en avril contre +51% en mars).

D'après une récente enquête auprès de 3 000 familles italiennes conduite par l'ISMEA et Nielsen, seul 1% des familles cite les produits alimentaires parmi les 3 catégories de produits sur lesquels elles pourraient s'imposer des restrictions en cas de baisse de pouvoir d'achat. Les voyages arrivent en tête, cités par 23% des familles, les sorties au restaurant arrivent en 2ème position (21%) suivies des vêtements et chaussures (15%) et du matériel électronique (13%).



POLOGNE : hausse des cours

En **Pologne**, le JB R cotait 5,16 €/kg de carcasse en semaine 18 (+56% /2020 et +96% /2020) et le JB O 4,93 €/kg (+56% /2021 et +92% /2020).



La pénurie de jeunes bovins sur le marché européen et la forte demande de la restauration avec la sortie de la crise Covid stimulent la demande pour la viande polonaise. La production polonaise est par ailleurs relativement limitée. Les tonnages de jeunes bovins abattus sur les deux premiers mois de l'année ont égalé leur niveau de l'an dernier à 47 600 téc.

D'après les experts polonais, la production nationale de viande bovine pourrait être stable en 2022 par rapport à 2021, à 556 000 téc.

La Pologne exporte 85% de sa production de viande bovine. La demande alimentaire interne pourrait croître en 2022 en raison du grand nombre de réfugiés ukrainiens accueillis dans le pays (2,6 millions d'Ukrainiens sont entrés en Pologne entre le 24 février et le 11 avril d'après le HCR, représentant une hausse de 7% de la population nationale, elle-même estimée à 37,8 millions au 1er janvier). Une hausse de la consommation nationale diminuerait le disponible exportable, même si le bœuf reste loin d'être la viande préférée des Polonais et des Ukrainiens.

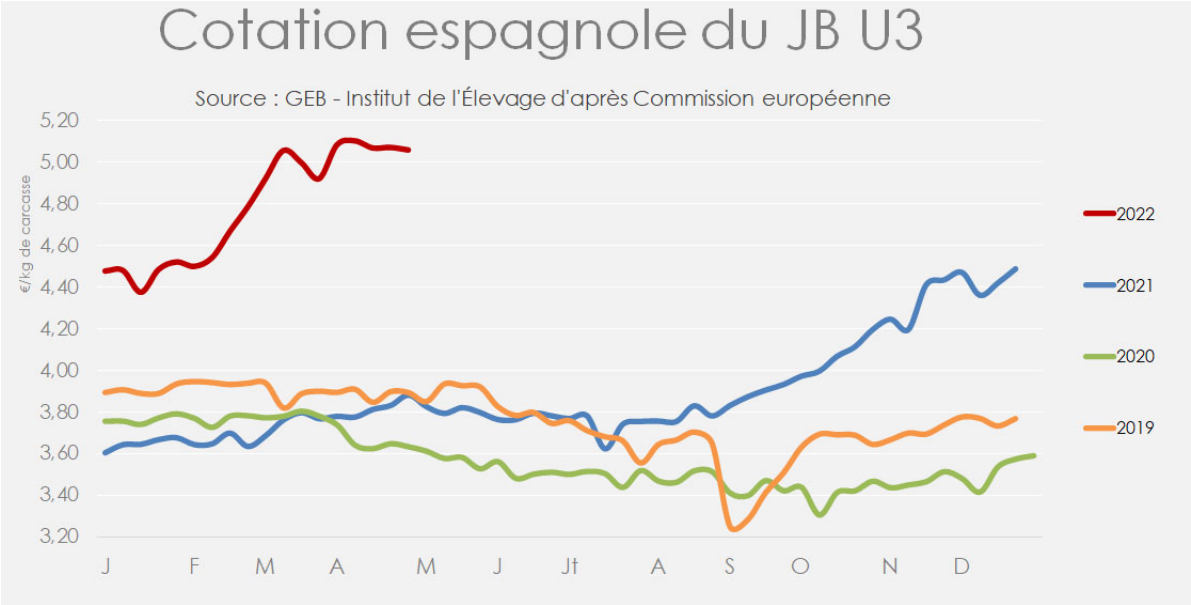
ESPAGNE : l'inflation inquiète

En **Espagne**, la hausse du prix de l'alimentation du bétail inquiète. L'Espagne est en effet très dépendante de l'importation pour la fabrication d'aliments et les systèmes d'engraissement de bovins sont basés principalement sur des rations sèches.

Mais ce qui semble préoccuper encore plus la filière espagnole ce sont les difficultés à pouvoir passer des hausses sur les prix à la consommation. En effet, le pouvoir d'achat des Espagnols est confronté à une très forte inflation des dépenses contraintes et notamment de l'énergie. Même si elle a ralenti en avril après de le pic de mars (+8,3% en avril contre +9,6% le mois précédent), l'inflation reste forte. Les familles espagnoles se tournent donc vers les viandes les moins chères, le porc ou la viande hachée de bœuf. Les industriels espèrent que le retour du tourisme permettra de mieux valoriser les pièces nobles.

Le Ramadan est à présent terminé depuis le 2 mai et la demande des pays méditerranéens est moins présente. Heureusement le marché européen reste très en demande de viande de jeune bovin.

Les prix entrée abattoir sont restés stationnaires ces dernières semaines, à des niveaux élevés. Le JB U espagnol cotait 5,06 en semaine 18 (+30% /2021 et +39% /2020). Le JB R cotait 4,98 €/kg (+32% /2021 et +41%/2020).

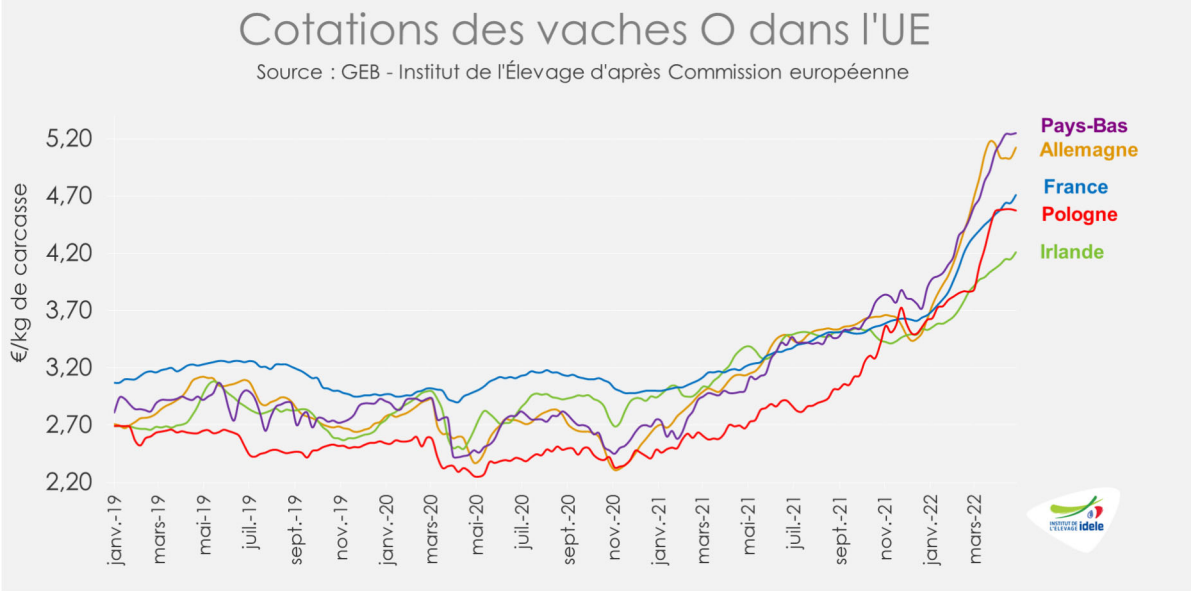


Viandes bovines » Femelles » Europe »

Les cotations à haut niveau

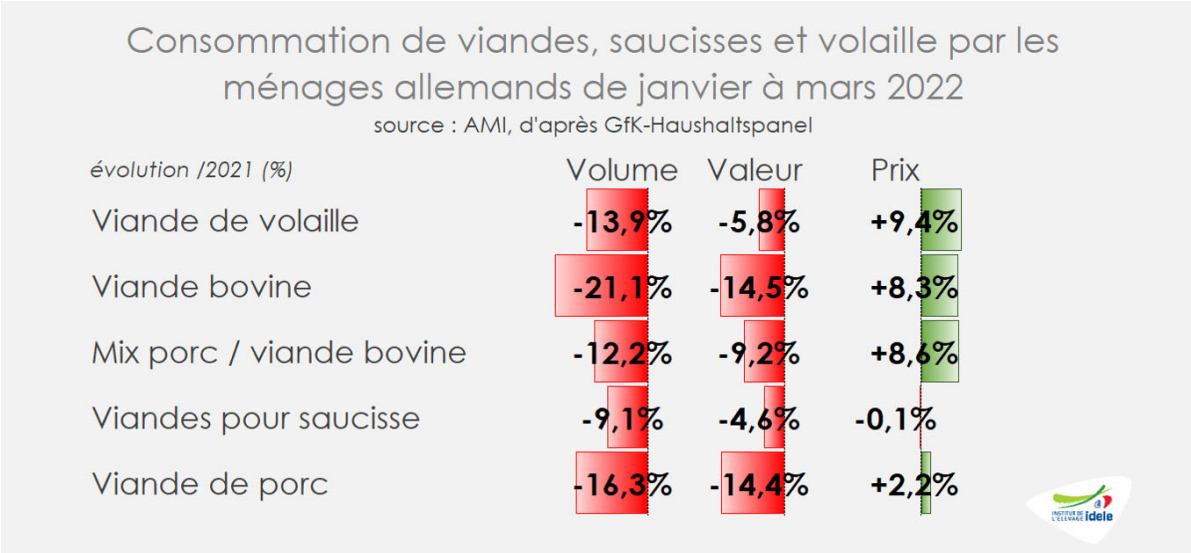
Dernière révision le 23 mai 2022

Les cotations des femelles restent soutenues à des niveaux jamais atteints. L'offre en vaches de réforme est toujours limitée en Europe continentale alors que les abattages redeviennent plus importants en Irlande. La hausse des prix des intrants pèse toujours sur les coûts de production en élevage quand l'inflation commence à dégarder le pouvoir d'achat des ménages.

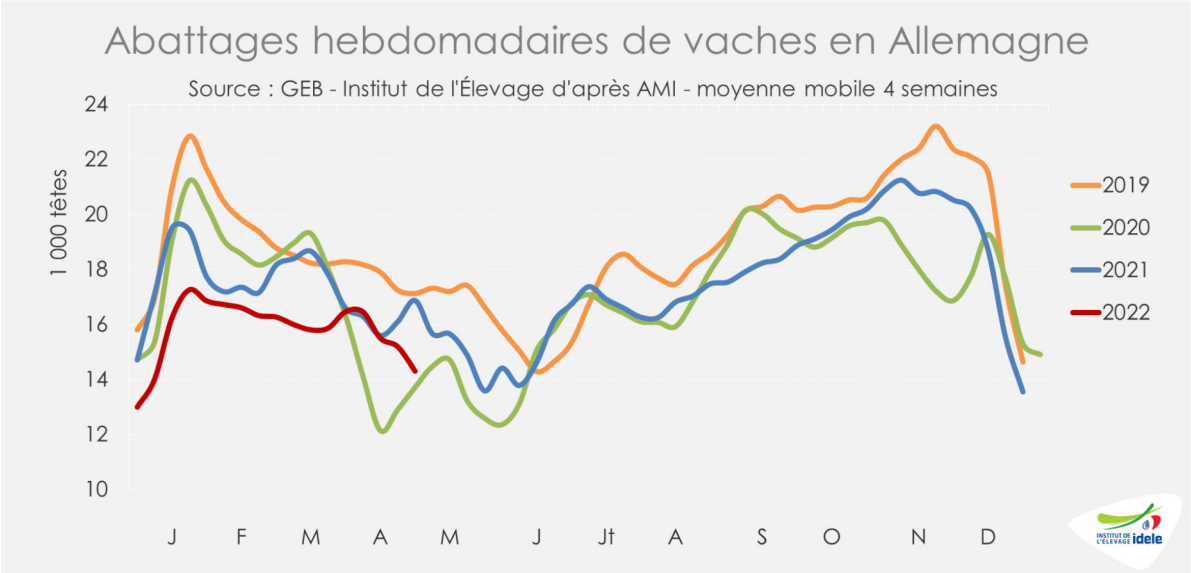


ALLEMAGNE : abattages et demande limités. Cours stables à un niveau élevé

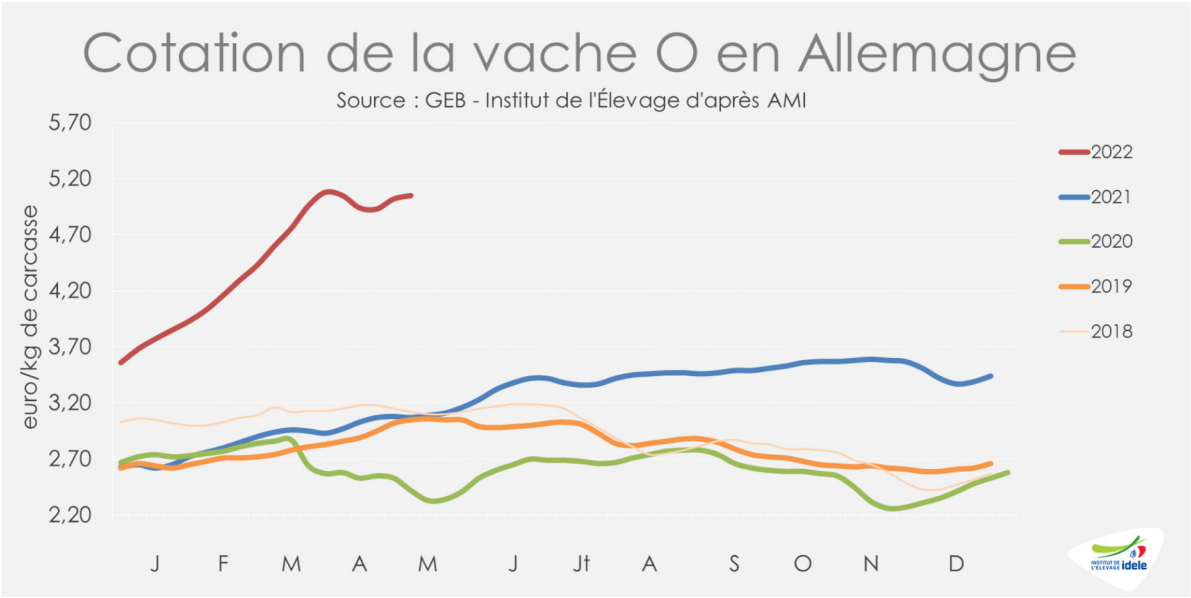
En **Allemagne**, les achats au détail de viande bovine de janvier à mars 2022 (-21% /2021) ont fortement reculé alors que les mesures de restrictions sanitaires liées au covid-19 étaient fortes en 2021 : tous les restaurants et cantines étaient notamment fermés. Mais la pandémie n'est pas la seule source d'explication de cette variation. La pénurie d'offre et la hausse des prix participent également au recul des achats en volume.



D'après AMI, les faibles disponibilités en réformes rencontrent désormais une attente des abattoirs plus limitée, permettant un équilibre relatif entre l'offre et la demande. Sur les semaines 15 à 18, les abattages de vaches étaient à nouveau contenus (-15% /2021 et +4% /2020).



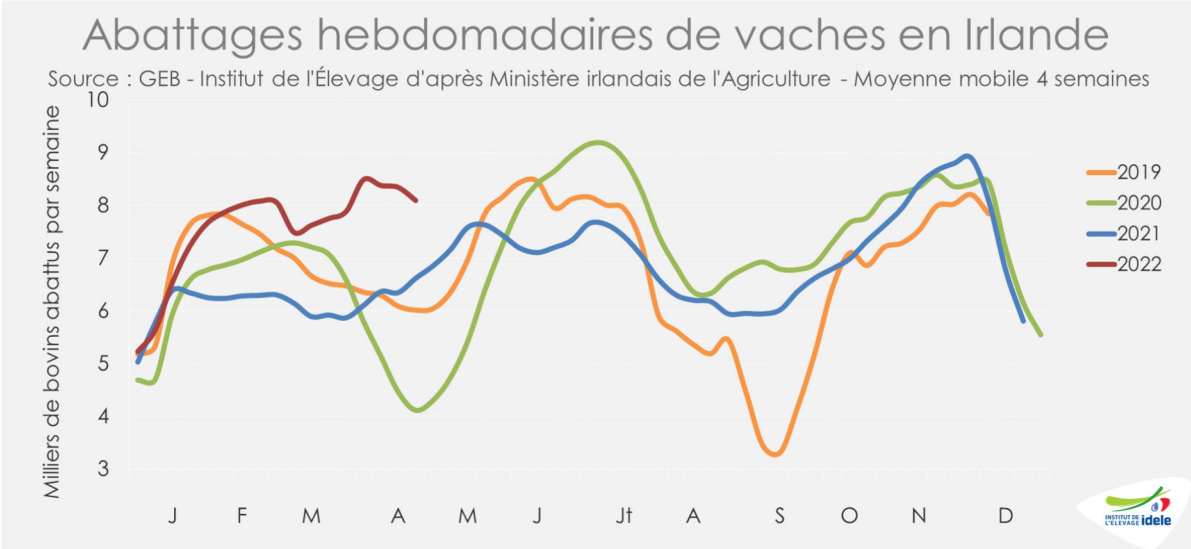
Dans un marché qui a retrouvé un équilibre relatif, les cours des réformes ne progressent plus vraiment, mais demeurent à un niveau très élevé. En semaine 18, la cotation de la vache O atteignait ainsi 5,05 €/kgéc (+64% /2021 et +109% /2020).



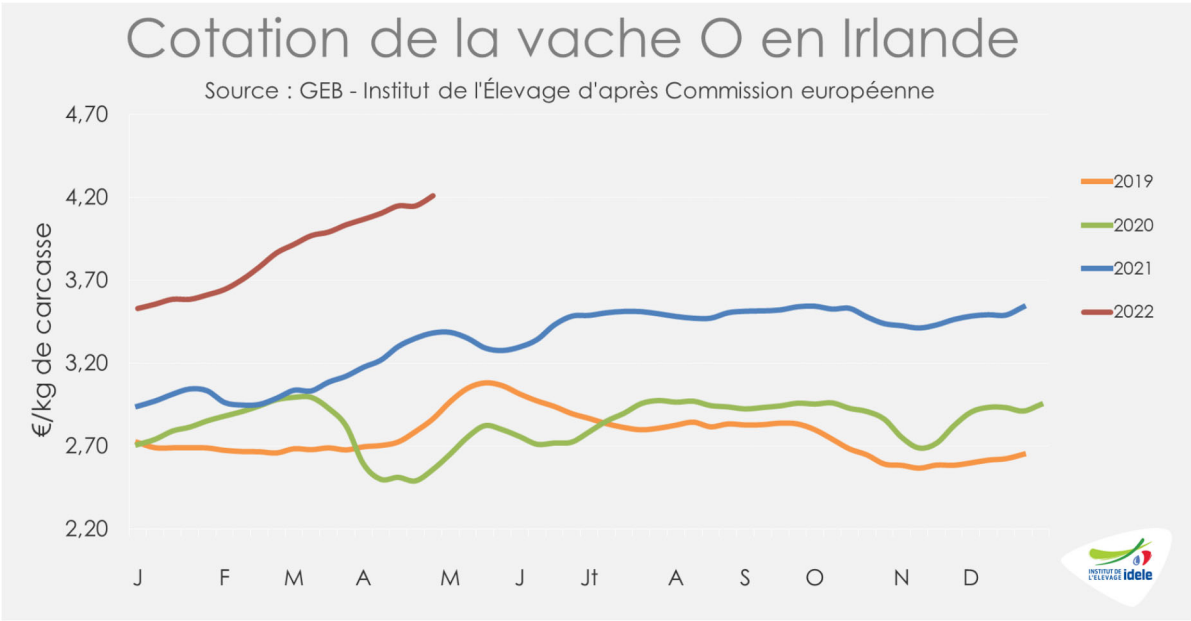
IRLANDE : abattages de réformes et exports en hausse

En **Irlande**, les abattages de réformes restent soutenus. Les opérateurs étaient toujours à l'achat pour fournir le marché européen et la RHD notamment. D'après *Bord Bia*, la demande des consommateurs reste bonne dans l'ensemble en UE, même si la vente au détail subit l'inflation. Le secteur de la restauration et celui de la transformation soutiennent la demande en viande irlandaise dans toute l'Europe.

D'après l'indicateur hebdomadaire du Ministère de l'agriculture irlandais, les abattages de vaches de réforme sur les quatre dernières semaines (s15 à s18) restaient élevés (+22% /2021 et +97% /2020), dans une période où la pousse de l'herbe limite habituellement les sorties.

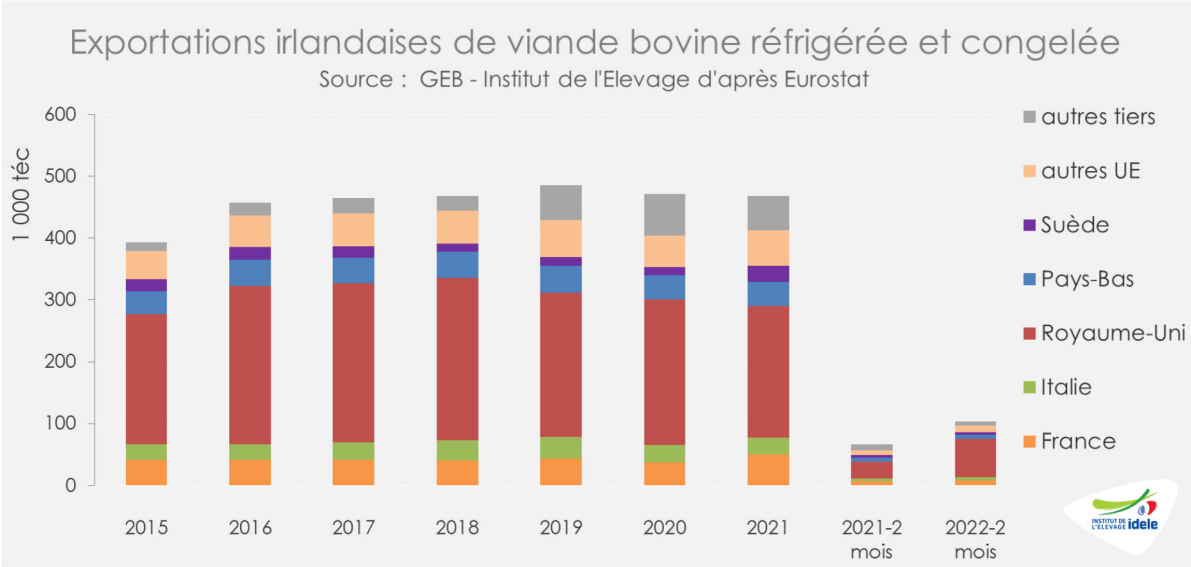


Cela n'a pas empêché les cotations de s'apprécier à nouveau. En semaine 18, celle de la vache O atteignait 4,21 €/kg (+29% /2021 et +64% /2020), soit +68 centimes depuis le début de l'année (+19%).



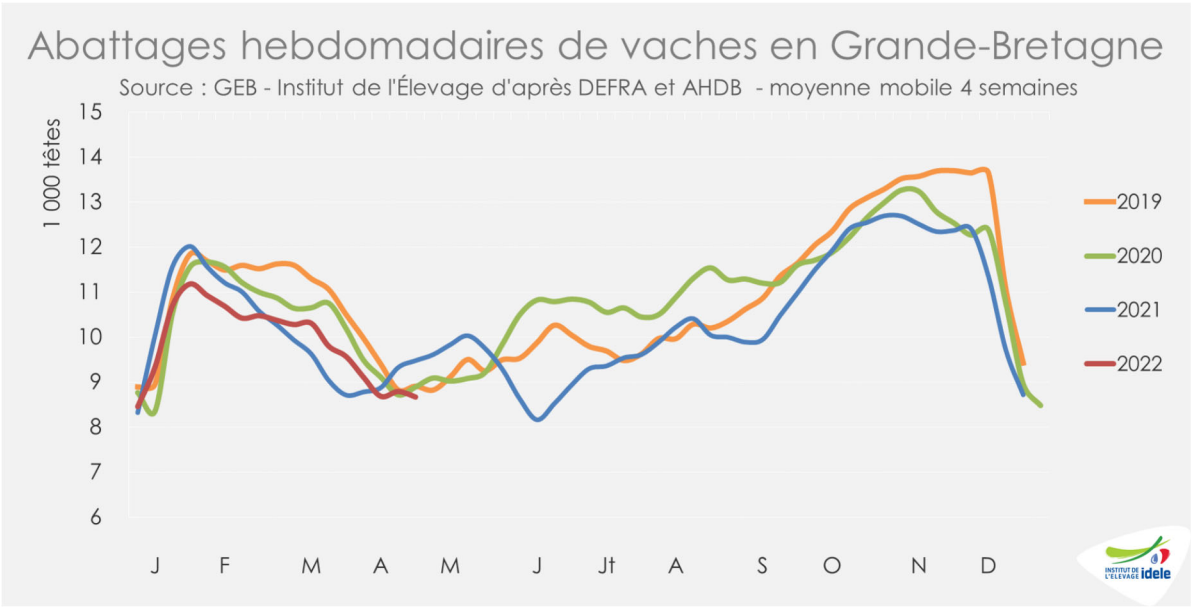
D'après *Bord Bia*, pour certains opérateurs irlandais, cette hausse de prix « *commence à poser des difficultés à de nombreux consommateurs en UE qui subissent des pressions inflationnistes sur leurs dépenses domestiques à tous les niveaux, ce qui conduit certains clients européens à modifier leurs achats vers d'autres protéines telles que le porc ou la volaille, qui restent pour le moment plus compétitifs en termes de prix* ». Cependant l'offre en ferme de bovins finis reste nettement inférieure à la demande des abattoirs, et l'inflation touche encore davantage les œufs et les volailles notamment.

En attendant, les exportations irlandaises de viande bovine réfrigérée et congelée ont énormément progressé en ce début d'année. Sur les deux premiers mois de 2022, elles ont atteint 104 000 téc (+56% /2021 et +35% /2020). Les envois vers le Royaume-Uni ont été particulièrement importants (x2 /2021 à 62 200 téc) après un début de 2021 marqué par la mise en œuvre définitive du *Brexit*. Ils représentaient alors près de 60% des exports totaux de l'Irlande.

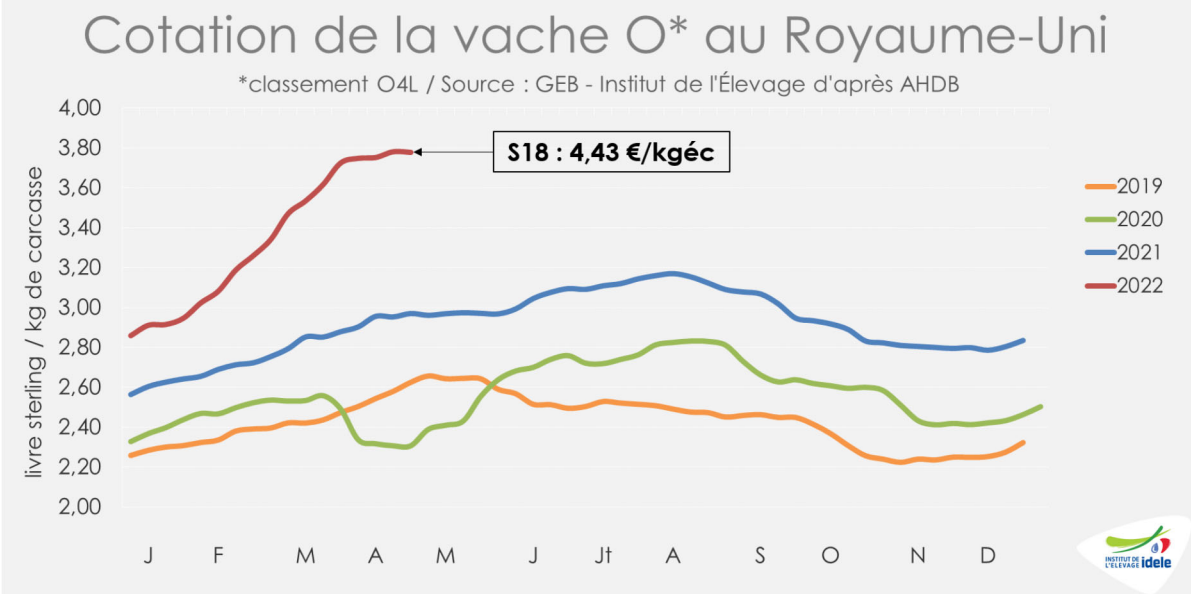


ROYAUME-UNI : des cotations à haut niveau

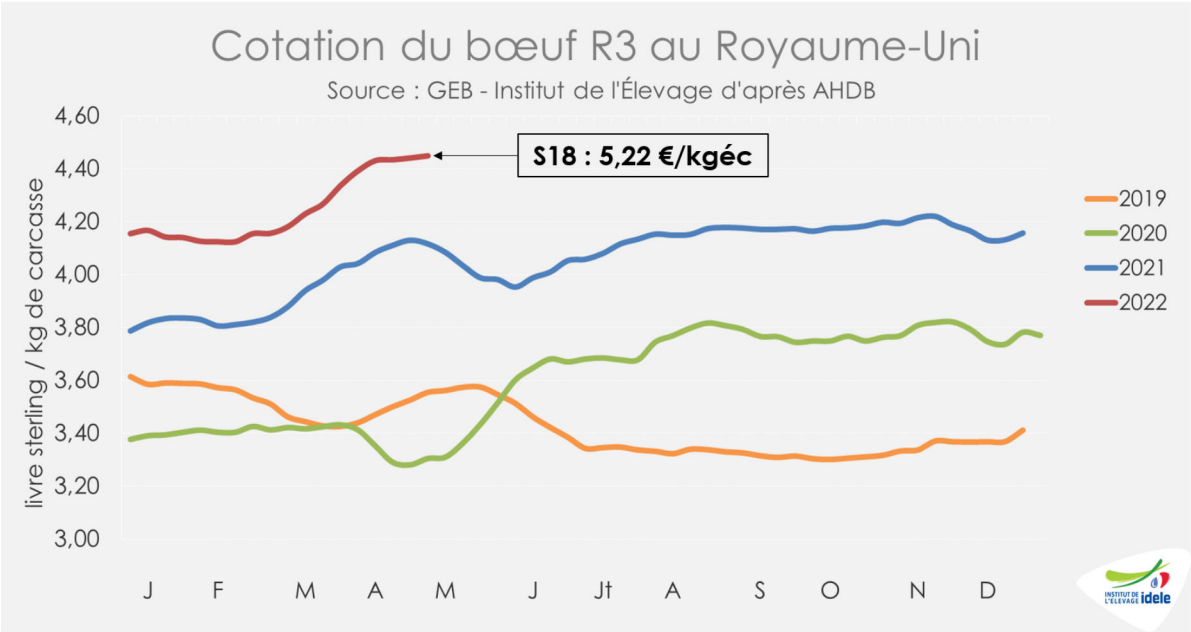
Au **Royaume-Uni**, les abattages de gros bovins sont restés limités. Entre les semaines 15 et 18, ils étaient en deçà des années précédentes (-7% /2021 et -5% /2020) d'après l'indicateur d'AHDB. Même constat pour les abattages de femelles (-9% /2021 et -3% /2020). L'offre en ferme reste globalement contrainte.



Les cotations des vaches de réforme progressent moins vite, de +1% en un mois, à un niveau toujours élevé. En semaine 18, le cours de la vache O atteignait ainsi 3,78 £/kg de carcasse soit 4,43 €/kg (+28% /2021 et +58% /2020),



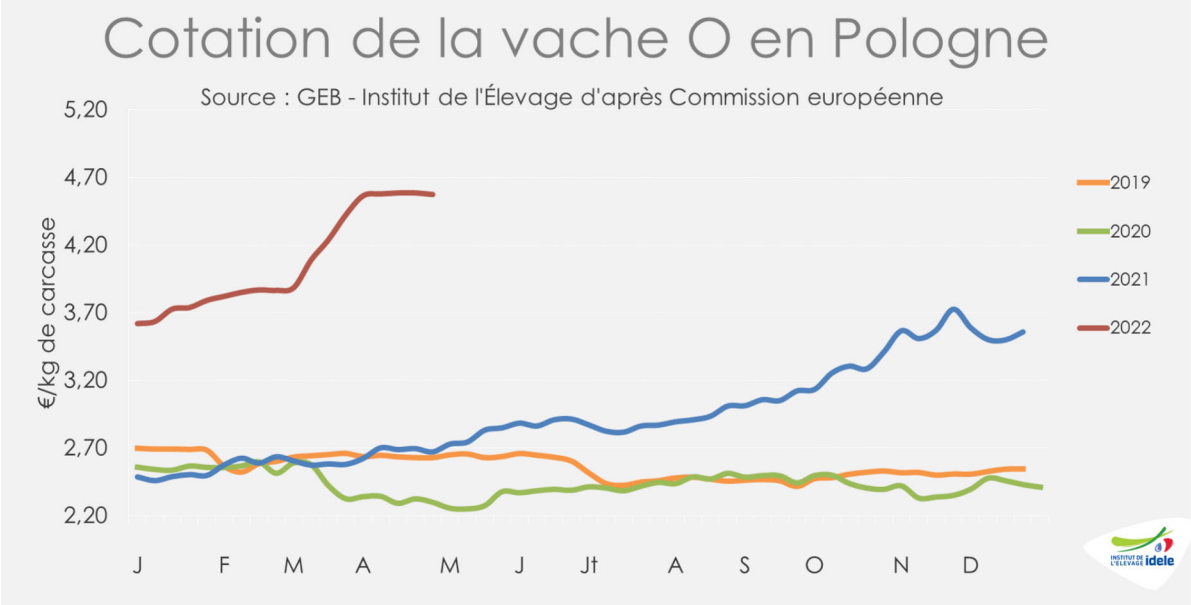
Même constat pour les animaux jeunes (« *prime cattle* »). Le cours de la génisse R3 s'établissait à 4,46 £/kg de carcasse (soit 5,23 €/kg de carcasse ; +8% /2021 et +36% /2020) et celui du bœuf R3 à 4,45 £/kg de carcasse (soit 5,22 €/kg de carcasse ; +8% /2021 et +35% /2020). Les cotations de ces deux catégories ont progressé également de +1% en un mois.



Depuis le début de 2022, les exportations britanniques de viande bovine se sont redressées par rapport à un début d'année 2021 grandement affecté par la mise en œuvre du *Brexit* et le retour de procédures douanières. En janvier et février 2022, le Royaume-Uni a exporté 17 700 t de viande bovine réfrigérée et congelée (+55% /2021). De même, les importations ont bondi à 55 800 t (x2 /2021).

POLOGNE : la demande européenne soutient les cours à un niveau élevé

En **Pologne**, la demande des opérateurs polonais en vaches de réforme reste soutenue pour fournir la transformation et la restauration rapide en Europe. Les prix se sont cependant stabilisés, mais à un niveau exceptionnel pour le pays. En semaine 18, le cours de la vache O atteignait 4,58 €/kg de carcasse (+71% /2021 et +99% /2020), niveau stable depuis quatre semaines.



Viandes bovines » Maigre »

Le manque de disponibilités affecte les exports

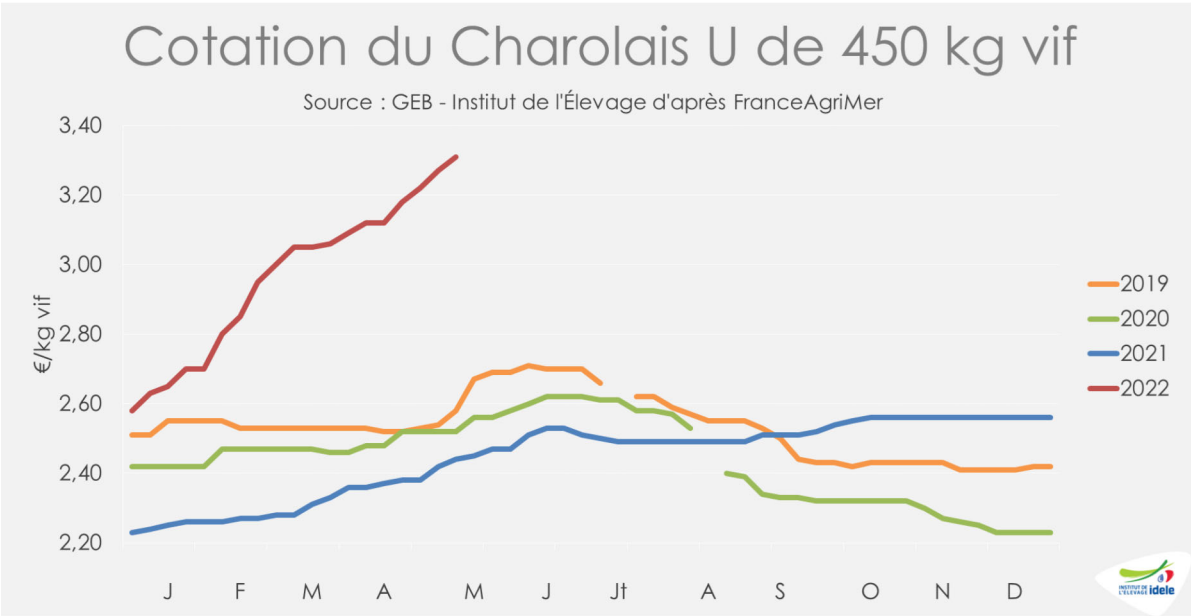
Dernière révision le 23 mai 2022

L'accélération de la décapitalisation allaitante ces derniers mois a entrainé un recul du nombre de broutards disponibles. Face à cette baisse de l'offre, la demande est restée ferme, à l'export comme en France. Les prix ont poursuivi leur hausse inédite.

Les cours des Charolais ont poursuivi leur hausse

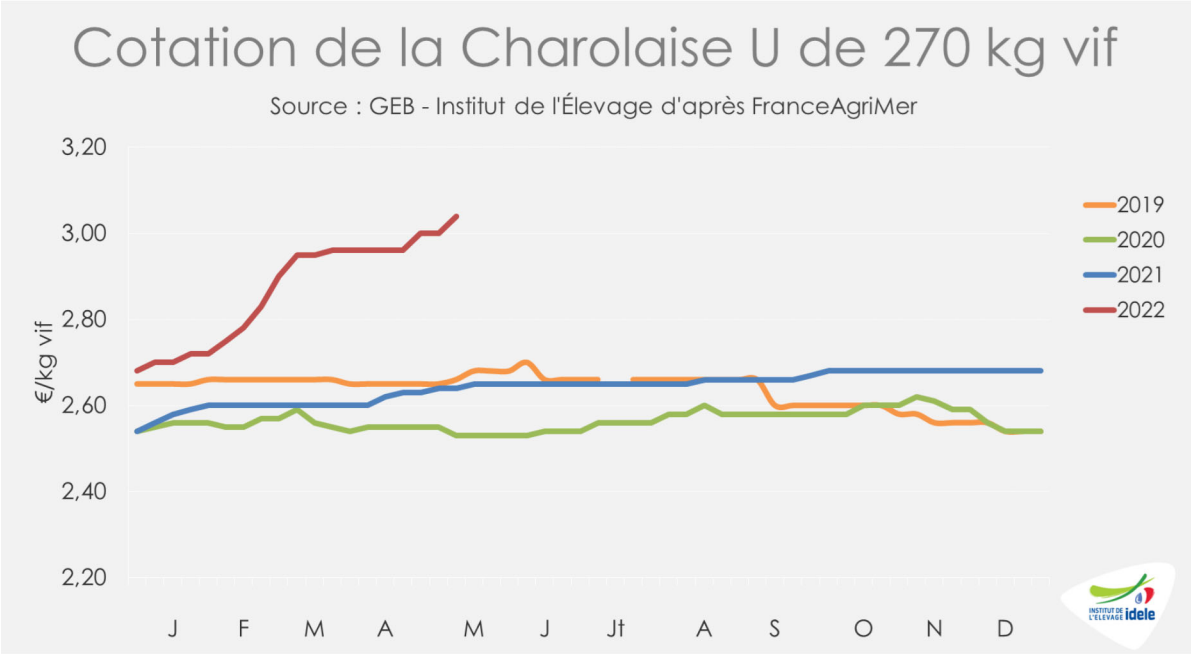
Après un léger ralentissement en mars, les cours des Charolais ont repris leur rapide hausse ces dernières semaines. L'offre manque, car, aux effets de la décapitalisation s'ajoute la baisse saisonnière des sorties au moment de la mise à l'herbe. Le **Charolais U de 350 kg** a dépassé les 3,40 € : il cotait 3,44 €/kg vif en semaine 19. Il a gagné +13 centimes en cinq semaines, et +80 centimes en un an (+30% /2021).

La hausse a été encore plus marquée pour les mâles charolais U de 450 kg grâce à la fermeté de la demande, notamment en Italie. Dans un contexte de forte hausse du prix de l'alimentation, les engraisseurs ont davantage intérêt à acheter des animaux lourds plus rapides à finir afin de limiter les coûts d'engraissement. A 3,31 €/kg, le cours du **Charolais U de 450 kg** a progressé de +19 centimes en cinq semaines (+87 cts ou +36% /2021).



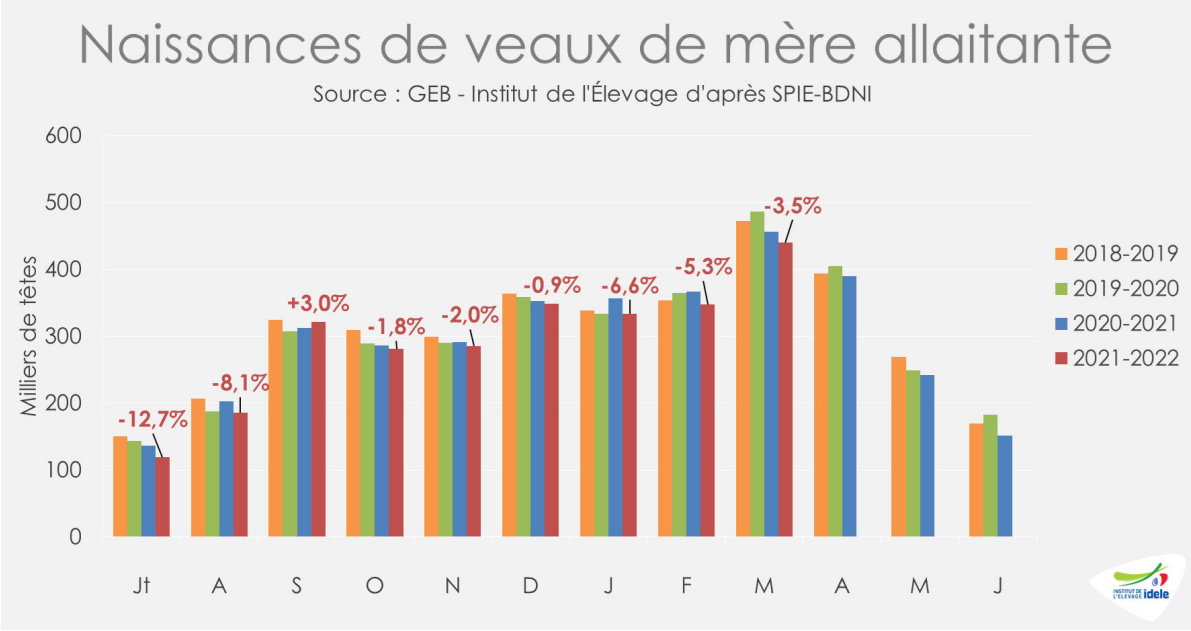
Le marché des broutards limousins était plus équilibré ces dernières semaines avec davantage de sorties. Le cours du **Limousin E de 350 kg** s'est stabilisé à 3,32 €/kg en semaine 19, il reste largement supérieur à son niveau des années précédentes (+19% /2021, +18% /2020). Le mâle **Croisé R de 300 kg** cotait 3,00 €/kg soit +63 cts /2021 (+27%).

La progression des cours des femelles a été moins fulgurante que pour les mâles. Dans un contexte de forte hausse du prix de l'alimentation, le coût d'engraissement des femelles est d'autant plus élevé que leurs performances à l'engraissement sont inférieures à celles des mâles. La cotation de la **Charolaise U de 270 kg** a gagné +4 cts en cinq semaines pour atteindre 3,04 €/kg en semaine 19 (+40 cts /2021). La **Limousine E de 270 kg** s'établissait à 3,21 €/kg vif, soit +39 cts /2021 (+14%).



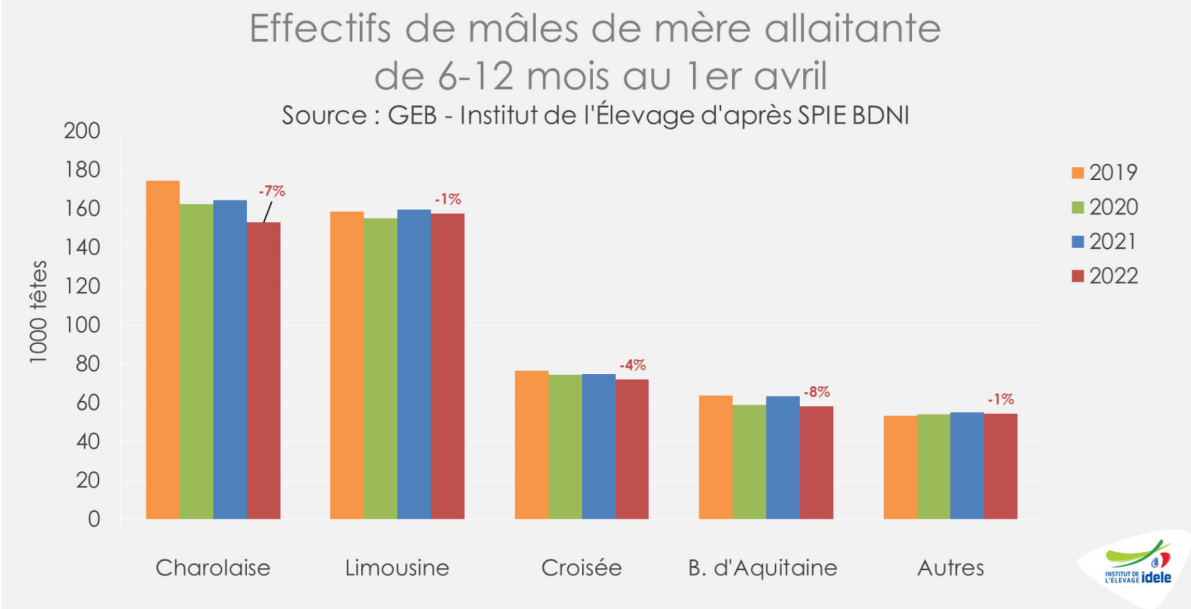
-97 000 naissances depuis juillet 2021

En mars 2022, au pic saisonnier des naissances allaitantes, 441 000 veaux sont nés selon SPIE-BDNI soit 16 000 naissances de moins qu'en mars 2021 (-3,5%), conséquence de la décapitalisation. En effet, au 1er avril la France comptait 3,69 millions de vaches allaitantes, en recul de -2,9% /2021 (-110 000 têtes).



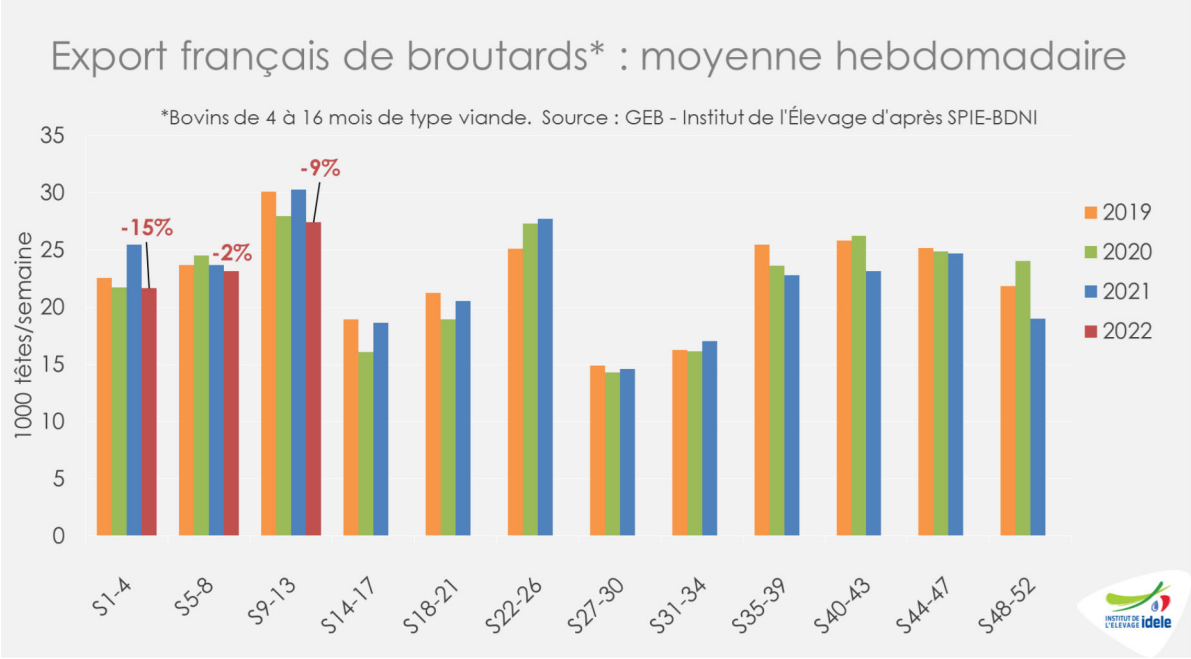
En cumul de juillet 2021 à mars 2022, 2 665 000 veaux sont nés de mère allaitante soit une baisse de -97 000 têtes par rapport à la campagne précédente (-3,5%). La baisse est un plus marquée pour les Charolais (989 000 naissances ; -3,9% /2021) que pour les Limousins (746 000 naissances ; -3,0%).

La baisse des naissances allaitantes a fortement réduit les disponibilités en broutards. Au 1er avril étaient présents dans les élevages 945 000 mâles allaitants de 0 à 6 mois, en recul de -3% /2021 (-4% /2020). Les effectifs de 6 à 12 mois totalisaient 495 000 têtes, en baisse de -4% /2021. Le manque de disponibilités pèse d'abord sur les exportations d'animaux maigres.



Les envois s'effondrent

Selon SPIE-BDNI, la France a exporté 110 000 broutards en mars (semaines 9 à 13), en recul de -9% par rapport aux envois particulièrement dynamiques de l'année dernière.



En cumul depuis le début de l'année jusqu'à la semaine 16 (fin avril), les envois se sont effondrés de -10% /2021. La baisse est plus marquée pour les femelles (-12%) dont la part a baissé de 2 points (36,5% des envois), que pour les mâles (-9%). Malgré le maintien de la demande, le recul des disponibilités affecte les envois. Le disponible exportable est d'autant plus faible qu'à la décapitalisation allaitante s'ajoute la réorientation d'une partie des animaux vers les ateliers français.

D'après les données de janvier-février des Douanes françaises, 142 000 broutards ont été exportés **vers l'Italie**, en repli de -7% /2021. La baisse avait alors été très marquée pour les femelles > 300kg dont les envois se sont contractés de -12%.

La baisse des envois **vers l'Espagne** est bien plus prononcée : -34% /2021 sur les deux premiers mois de l'année avec seulement 15 000 têtes. Dans un contexte de manque de disponibilités de broutards, les animaux sont avant tout orientés vers les marchés français et italien, plus rémunérateurs. D'autant que la hausse du prix de l'alimentation du bétail inquiète les engraisseurs espagnols, très dépendants des importations de céréales.

Après plusieurs semaines de limitation des échanges à cause de tensions géopolitiques entre l'Algérie et la France, les engraisseurs algériens sont revenus aux achats au début de l'année 2022. 10 000 broutards ont ainsi été exportés **vers l'Algérie** en janvier-février, en hausse de +21% par rapport aux faibles envois de 2021 et de +5% /2020. Le marché algérien reste difficile à prévoir.

Ces dernières semaines le Gouvernement a allongé les durées de quarantaine de façon à freiner les importations, alors même que l'offre en viande bovine manque sur le marché intérieur. Les envois français vers les pays tiers ne devraient pas progresser dans les prochains mois. Mais l'offre étant restreinte, l'impact reste limité.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

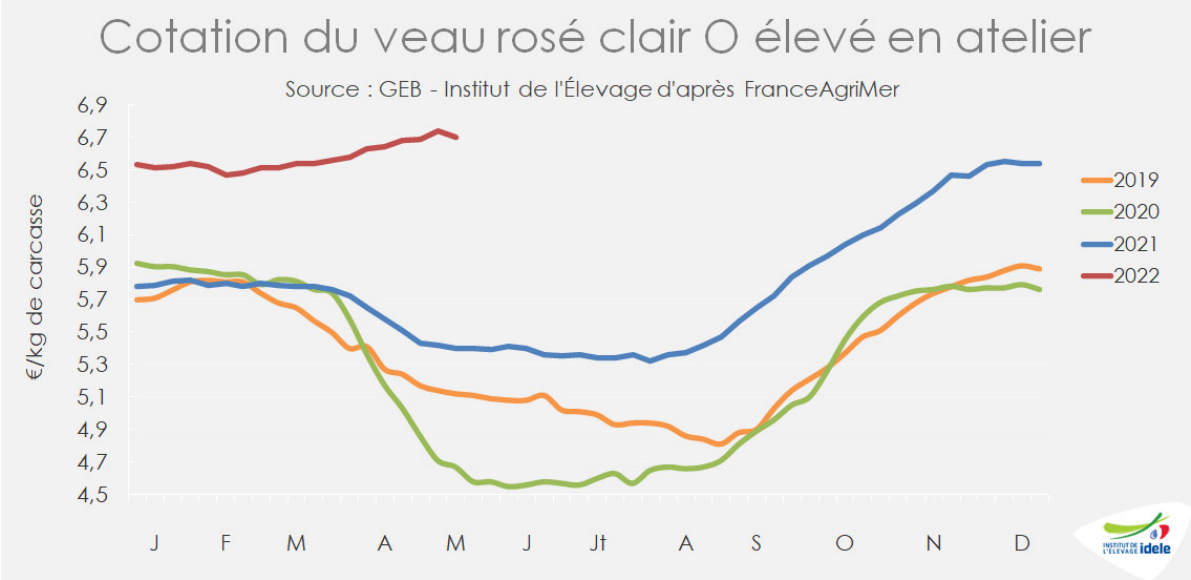
Des coûts de production à très haut niveau

Dernière révision le 23 mai 2022

Le prix des veaux de boucherie a continué de s'apprécier ces dernières semaines, contrairement à ce qui est d'habitude constaté en fin de printemps. Les disponibilités manquent, les abattages se sont contractés. En effet, les mise en place ont été limitées face à des coûts de production qui n'avaient cessé d'augmenter depuis début 2021. Aux Pays-Bas, le prix du veau gras pie-noir s'est stabilisé à un niveau historiquement élevé.

La cotation du veau gras a progressé régulièrement

La cotation du veau rosé clair O élevé en atelier s'est appréciée régulièrement depuis mi-février (+27 cts entre les semaines 6 et 18) pour atteindre 6,70 € /kg éc en semaine 19 (+24% /2021 soit +1,30 € et +43% /2020 soit +2,03 €). Elle n'a pour l'instant pas connu la baisse saisonnière habituelle, soutenue par de faibles disponibilités et face à des coûts de production élevés. Les intégrateurs espèrent que les prix se maintiendront dans les prochains mois afin de couvrir la hausse actuelle du coût de l'aliment fibreux et des différents ingrédients des aliments lactés lorsque les veaux sortiront dans 6 mois.

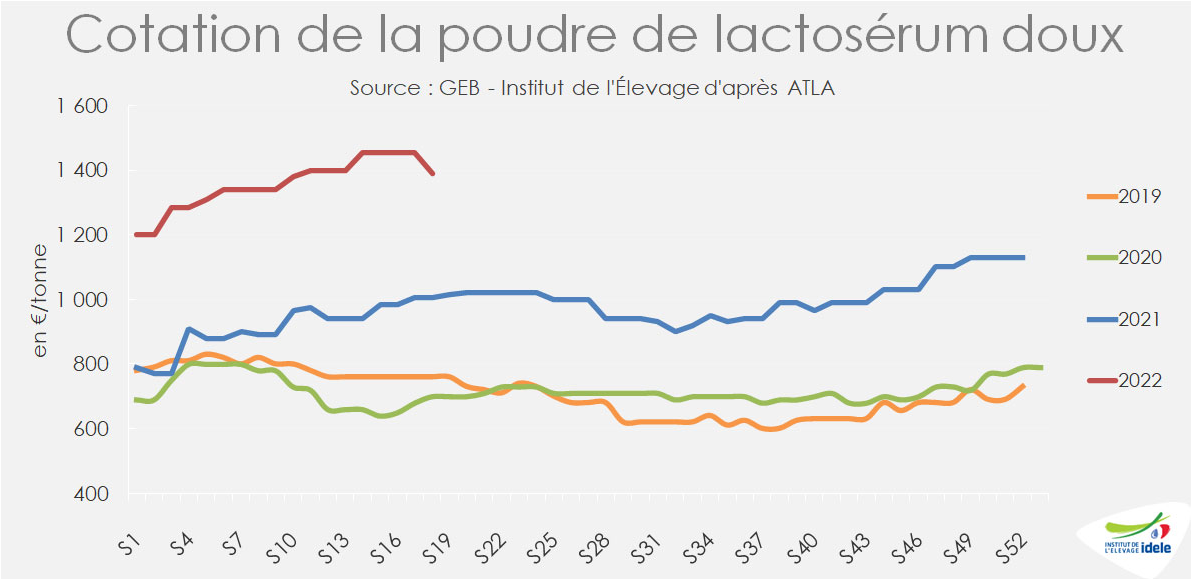


Le prix du veau gras rosé clair R élevé en atelier s'était légèrement érodé en début d'année jusqu'en semaine 10, puis a gagné à nouveau quelques centimes régulièrement (+5 centimes en 5 semaines) pour atteindre 7,05 € /kg éc en semaine 19 (+14% /2021 soit +88 cts et +30% /2020 soit+ 1,61 €).

En veau sous la mère, la cotation du veau rosé clair U élevé au pis s'est établie à 8,58 € /kg éc en moyenne de mi-avril à mi-mai (-1,4% /2021 soit -12 cts, mais +4,1% /2020 soit +34 cts).

Les matières premières restent très chères

Mi-mai en semaine 18, la poudre de lait écrémé cotait 4 140 €/tonne (+61% /2021 et +21% depuis le début de l'année). Après avoir brutalement bondi en mars, le prix de la poudre maigre s'est érodé de 200 € en 4 semaines jusque début mai. **En semaine 18, le prix du lactosérum doux** a reculé légèrement à 1 390 €/t, soit tout de même +38% /2021 et +16% depuis le début de 2022. Avec une collecte laitière mondiale en baisse, les ingrédients lactés resteront sans doute chers dans les prochains mois, même si les cours peuvent connaître une évolution chaotique d'une semaine à l'autre.

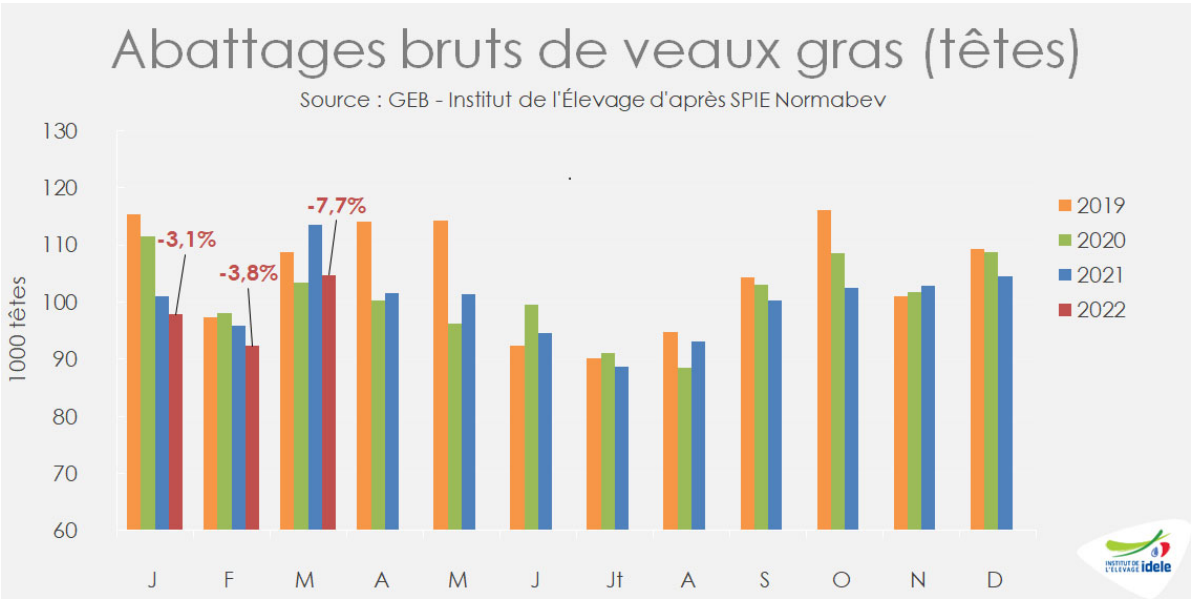


En mars, l'IPAMPA des autres aliments pour veaux (partie fibreuse de l'aliment) a encore progressé de +5 points en un mois, à 129,1 points (+18% /2021 et +28% /2020), affecté par les impacts de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

En mars l'indice du prix du gaz consommé par les éleveurs (IPAMPA) pour chauffer l'eau a augmenté de +3,8 points en un mois, atteignant 139,9 points (+23% /2021 et +27% /2020). En avril, selon la Banque Mondiale, le cours moyen du gaz en Europe s'est légèrement détendu à 0,110 US$/kWh (0,102 €/kWh, soit +19% /2021 en €), mais il reste extrêmement volatile et suspendu aux décisions politiques de limiter les importations de gaz russe.

Les abattages du mois de mars en recul

Les abattages de veaux gras ont reculé en mars, comme depuis le début d'année, à 105 000 têtes (-7,7% par rapport à un mois de mars 2021 très dynamique). La production abattue a subi la même évolution, -7,6% /2021 pour atteindre 15 000 téc (+2,4% /2020 lors du 1er confinement). Le poids carcasse moyen était équivalent à celui de 2021 (147,4 kg ; +0,1 kg) et en hausse de +1,5 kg /2020.



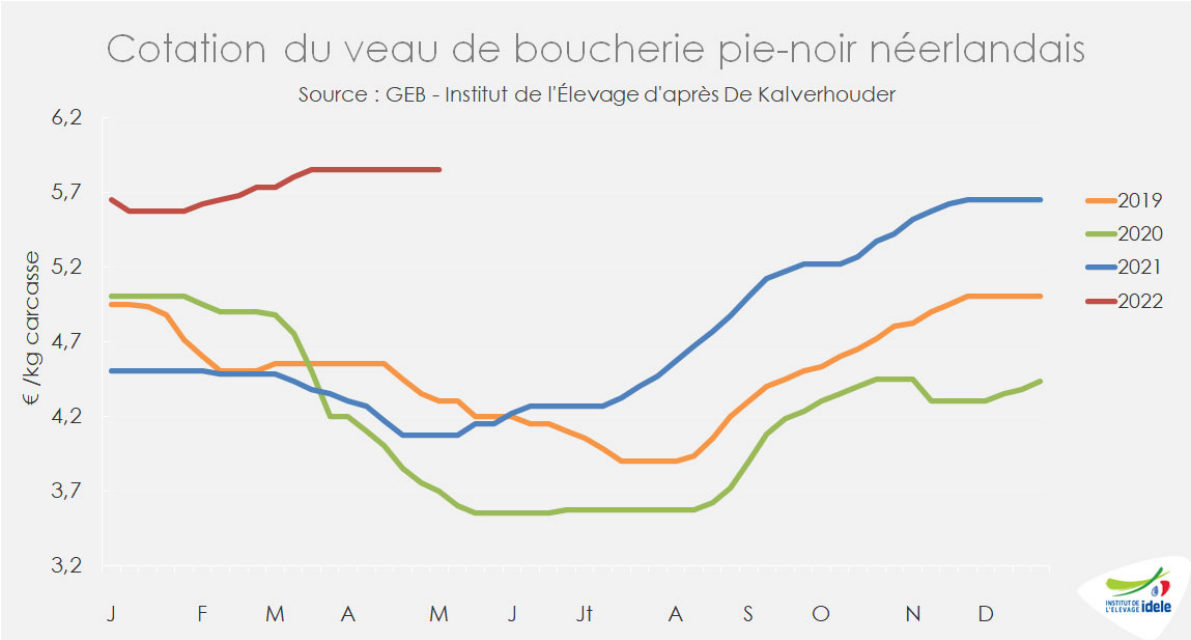
L'âge à l'abattage était légèrement en recul (185,5 jours soit -0,6 jour /2021) traduisant une offre juste suffisante pour couvrir la consommation, les mises en place ayant été prudentes.

En cumulant les trois premiers mois de l'année, 295 000 têtes ont été abattues, en net recul de -5,0% /2021 (-15 000 têtes) et -5,7% /2020.

Du côté de la consommation, la progression des prix alimentaires a été forte en avril, notamment pour les viandes de bœuf et de veau (+6,5% sur un an).

Aux Pays-Bas, le prix du veau gras semble plafonner à un haut niveau

Aux Pays-Bas, la cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais s'est stabilisée depuis huit semaines à un niveau historiquement élevé, à 5,85 €/kg éc (+44% /2021 et +58% /2020). Elle n'a toutefois toujours pas atteint les 6,0 €/kg éc attendus par la filière pour compenser la hausse du prix des aliments et des veaux laitiers, devenus plus rares en Europe.



Les abattages de veaux néerlandais en janvier-février ont atteint 215 000 têtes, en forte hausse (+12%) par rapport au début d'année 2021, période encore marquée par la restauration commerciale fermée dans de nombreux pays pour cause de confinement, sans toutefois atteindre les niveaux pré-pandémie (-9% /2020).

En Italie, la cotation du veau gras pie-noir à Modène était montée jusqu'à 6,50 €/kg éc en semaine 13, avant de s'éroder jusqu'à 6,35 €/kg éc en semaine 20. La cotation est cependant à un niveau très élevé (+30% /2021 soit +1,45 € et +69% /2020 soit +2,6 €).

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

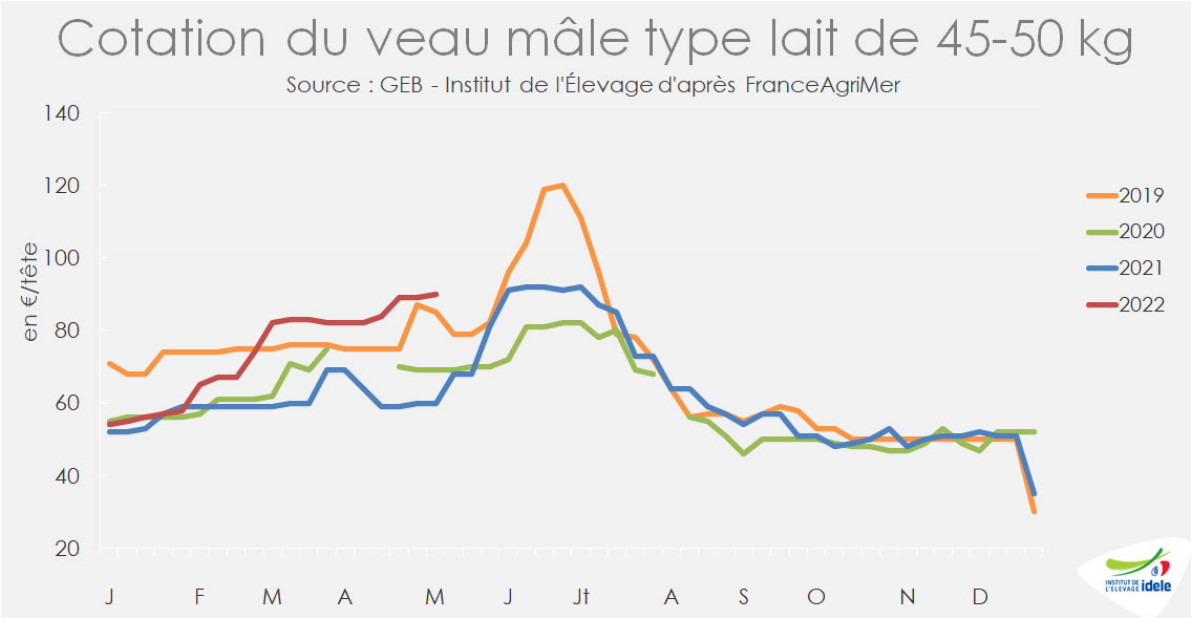
Les exports de veaux se sont réduits depuis mi-avril

Dernière révision le 23 mai 2022

Le prix du veau laitier mâle de 45-50 kg a progressé par paliers durant le printemps, stimulé par le recul des naissances laitières. Les exportations françaises de jeunes veaux de moins de 2 mois ont continué à croître jusque mi-avril, avant de marquer le pas.

Hausse de la cotation du veau laitier

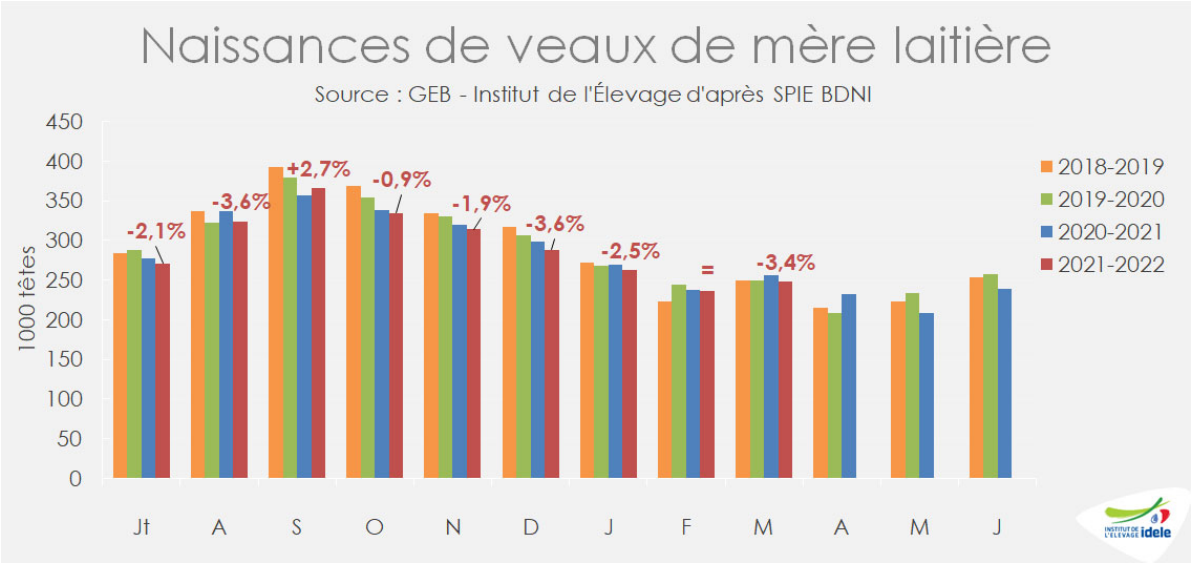
La cotation du veau mâle de type lait de 45-50 kg s'était stabilisée de mi-mars à mi-avril avant de repartir à la hausse. Elle a atteint 90 €/tête en semaine 19, un niveau nettement plus élevé que les deux années passées (+30 €/tête ou +50% /2021 et +21 €/tête ou +30% /2020). La baisse des naissances de veaux laitiers réduit l'offre et soutient la hausse progressive du prix du jeune veau.



Depuis le début de l'année, le prix du veau mâle type viande (races mixtes, croisés lait-viande et races à viande) est supérieur au niveau des trois années passées. Il a augmenté tout au long de l'année pour arriver en semaine 19 à 230 €/tête (+35 € /2021 et +48 € /2020). Ces veaux sont notamment commercialisés en Espagne.

Recul des naissances en mars

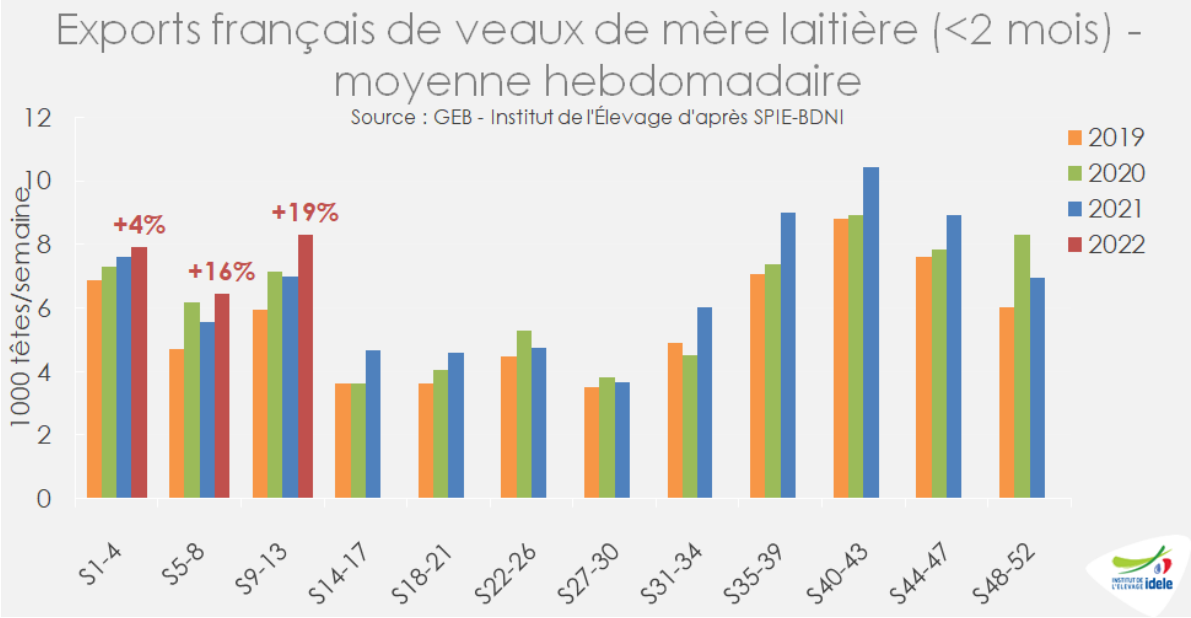
En mars, les naissances de veaux de mère laitière étaient de nouveau en nette baisse, avec 248 000 veaux (-3,4% /2021 ou -8 600 têtes et -0,6% /2020). Depuis le début de la campagne en juillet 2021, 2 645 000 veaux sont nés de mère laitière (-1,7 % soit -48 000 veaux /2020-2021 et -3,5% /2019-2020) ; soit un recul de même ampleur que du cheptel de mères.



En effet, au 1er avril, le cheptel laitier français était à nouveau en retrait de -1,5% /2021, à 3,46 millions de vaches laitières.

Recul des exports de veaux laitiers en semaines 15 et 16

Alors que durant les semaines 9 à 13 (mars) les envois de veaux de mère laitière de moins de deux mois progressaient (33 000 têtes, +19% /2021 et +16% /2020), ces expéditions ont reculé mi-avril de -15% en semaine 15 et -20% en semaine 16 par rapport à l'année passée, selon SPIE-BDNI.



La hausse fulgurante du prix des céréales sur les marchés mondiaux entraîne l'inquiétude des engraisseurs espagnols qui semblent réduire leurs importations de jeunes veaux depuis quelques semaines. L'inflation est l'une des plus fortes de l'OCDE, mais la filière espère une bonne saison touristique. L'Europe manquant globalement de viande, le prix du JB espagnol reste cependant très élevé.

La flambée des intrants plus forte que celle du prix du lait

Dernière révision le 23 mai 2022

Malgré la forte remontée du prix du lait, la production laitière demeure ralentie dans les les principaux pays exportateurs sous l'effet de la flambée du prix des intrants et d'une météo adverse dans certains bassins. La production recule de nouveau dans l'UE-27 après un sursaut en février.

Elle demeure ralentie en France où les éleveurs semblent privilégier la valorisation des fourrages et le levier des effectifs de vache à celui de la productivité plus exigeant en aliments concentrés.

La pénurie de lait se répercute sur le marché de la poudre maigre, même si la Nouvelle-Zélande a relancé ses fabrications suite à l'effondrement de la demande chinoise en poudres grasses.

Lait de vache » Collecte laitière »

La guerre en Ukraine pèse sur la production laitière européenne

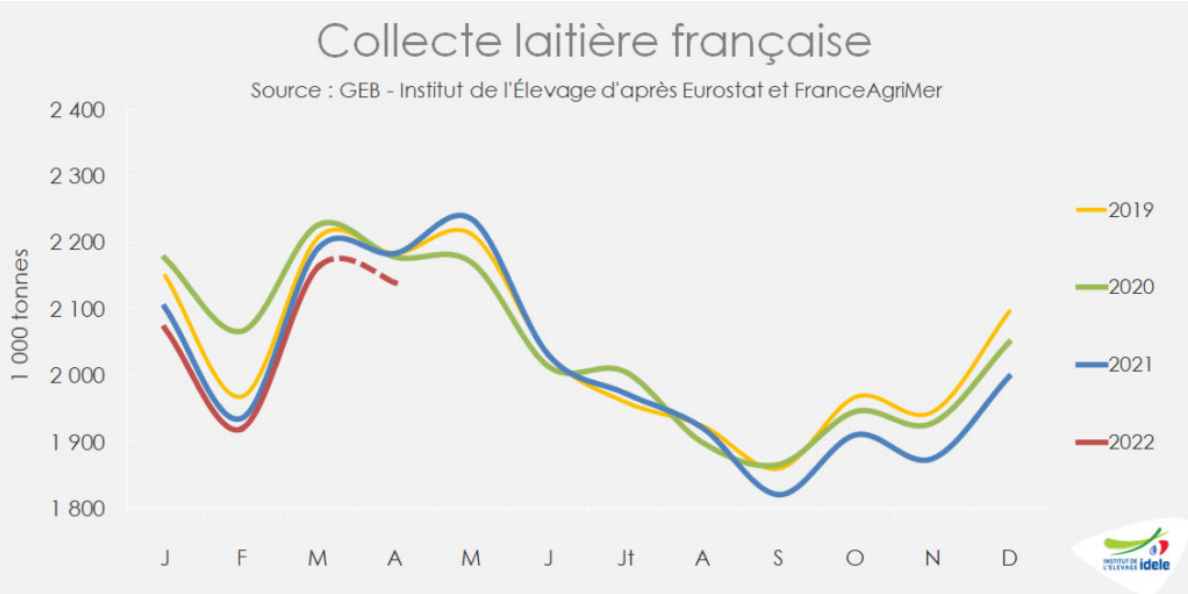
Dernière révision le 23 mai 2022

Alors que la collecte de l'UE-27 s'était redressée en février, avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les livraisons ont de nouveau sensiblement reculé en mars, dans un contexte de flambée des charges et d'incertitude économique. Pourtant, cette flambée des charges est plus que compensée par la hausse tout aussi spectaculaire du prix du lait, qui continue de s'envoler, dans le sillage du cours des commodités laitières.

En France, la collecte est toujours en retrait

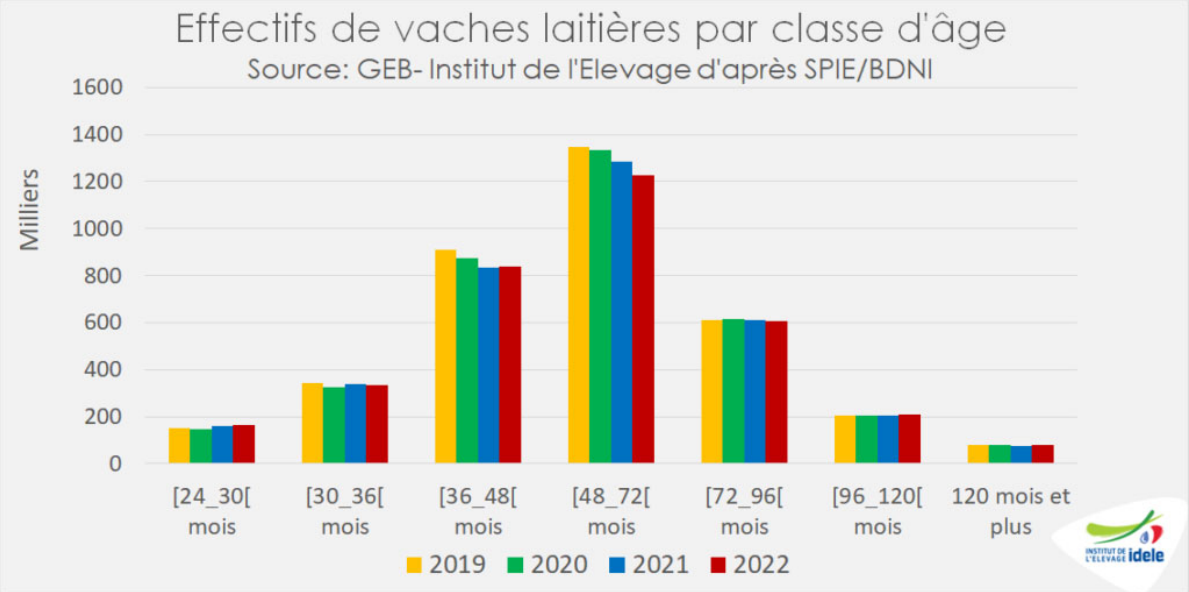
En mars, la collecte française s'est établie à 2,61 Mt, en baisse de -1,2% /2021, soit -27 000 t. Les livraisons demeurent 2,8% en dessous de leur niveau de février 2020. Il s'agit du 7ème mois consécutif de repli. Pour le 2ème mois de suite, la collecte a toutefois moins reculé que le cheptel (-1,5% /2021). Le repli est plus prononcé en Matière Sèche Utile (MSU) (-1,8% /2021) en raison de la baisse des taux de MG (42,15 g/l, -0,7% /2021) et de MP (33,58 g/l, -0,5% /2021). Le recul des livraisons concerne l'ensemble des régions, à l'exception des Pays de la Loire (+2%) et du Centre-Val de Loire (+1% /2021).

D'après les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer, ce repli des livraisons sur un an se serait accentué en avril (proche de -2 % /2020), malgré une pousse de l'herbe qui était encore excédentaire en cumulé au 20 avril (d'après le bulletin ISOP d'Agreste) dans la quasi-totalité du croissant laitier, le déficit hydrique ayant commencé à impacter sévèrement la pousse de l'herbe fin avril/début mai.



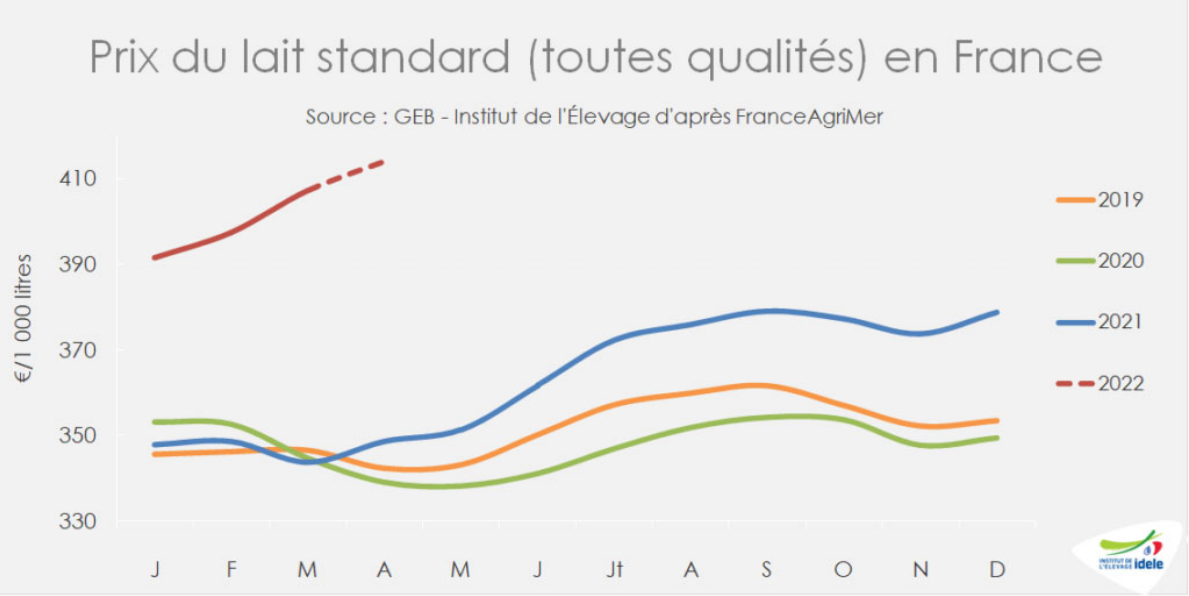
Les éleveurs semblent pourtant réagir à la hausse du prix du lait. En mars, les sorties (réformes) se sont certes stabilisées, mais devraient être reparties à la baisse à partir d'avril, au regard des statistiques extraites de la base Normabev qui rapportent une chute spectaculaire des abattages (-11% /2021 entre les semaines 14 et 19). Cette rétention n'a pour l'instant qu'un faible impact sur le cheptel, car le recul des vêlages de primipares limite son redressement (-5% en mars). Cette baisse des entrées devrait en plus se poursuivre dans les prochains mois, au regard des faibles effectifs de génisses de la catégorie d'âge 24-36 mois, inférieurs de -6% à leur niveau de l'an dernier. Au 1er avril 2022, le cheptel demeurait en baisse de -1,5% par rapport à son niveau de l'an dernier.

Ce report des réformes renforce la tendance (légère) au vieillissement du cheptel français, visible depuis quelques années, qui se matérialise par une proportion plus importante de vaches de plus de 72 mois (passée de 24 à 26%). Les effectifs de vaches de plus de 6 ans sont stables depuis 2019 pendant que ceux des 36 à 72 mois ont dans le même temps diminué de -9% /2019.



Flambée des charges accélérée par la guerre en Ukraine, mais compensée par la hausse des produits

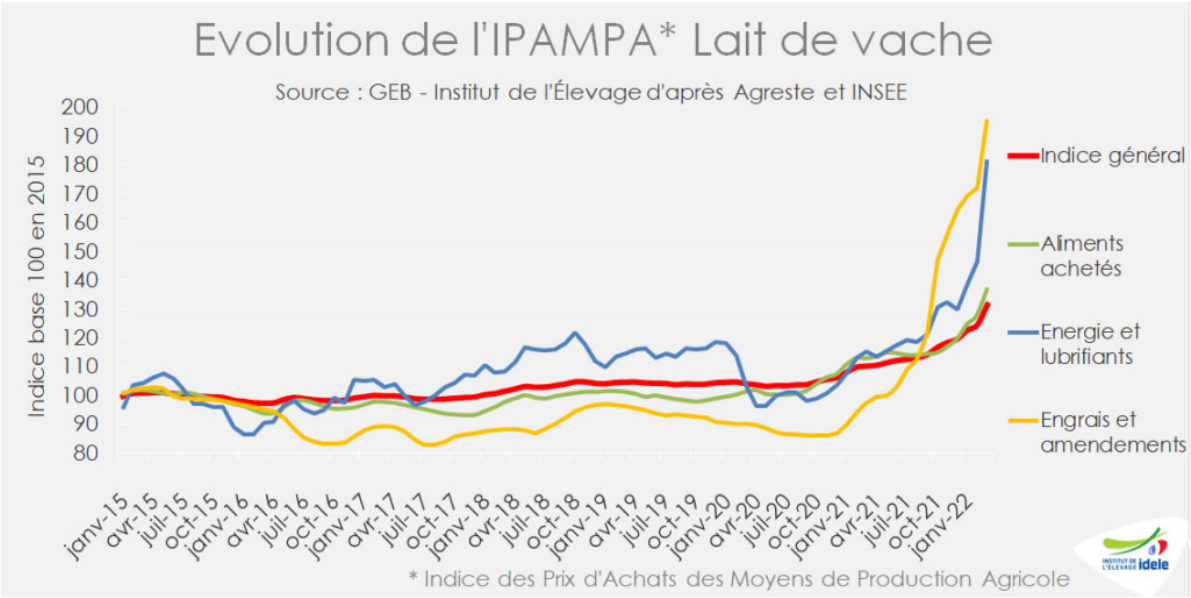
En mars, le prix du lait standard (toutes qualités) a gagné +10 € d'un mois sur l'autre, dépassant pour la première fois la barre des 400 € (407 €/1 000 l). Il culmine +64 € au-dessus de son niveau de l'an dernier à pareille époque, soit une hausse de +19%. Le prix réel s'établit à 434 €/1 000 l (421 €/1 000l pour le seul lait conventionnel). Cette progression du prix se serait poursuivie en avril (entre +5 € et +10 € d'après l'observatoire des prix de *l'Éleveur laitier*), et ce malgré la demande par certains transformateurs que la hausse de leurs coûts de séchage soit prise en compte pour la valorisation beurre/poudre, ce qui a parfois conduit à l'intégration d'une valeur rabotée de l'indicateur.



Alors qu'il atteignait déjà des niveaux records en février, l'indice général IPAMPA lait de vache a logiquement crû plus rapidement en mars, à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine le 26 février. Il a bondi de 7 points d'un mois sur l'autre, s'établissant à 131,5 points en mars (+19% /2021). C'est le poste engrais et lubrifiants qui a connu la hausse la plus spectaculaire (+13% sur un mois et +100% sur un an).

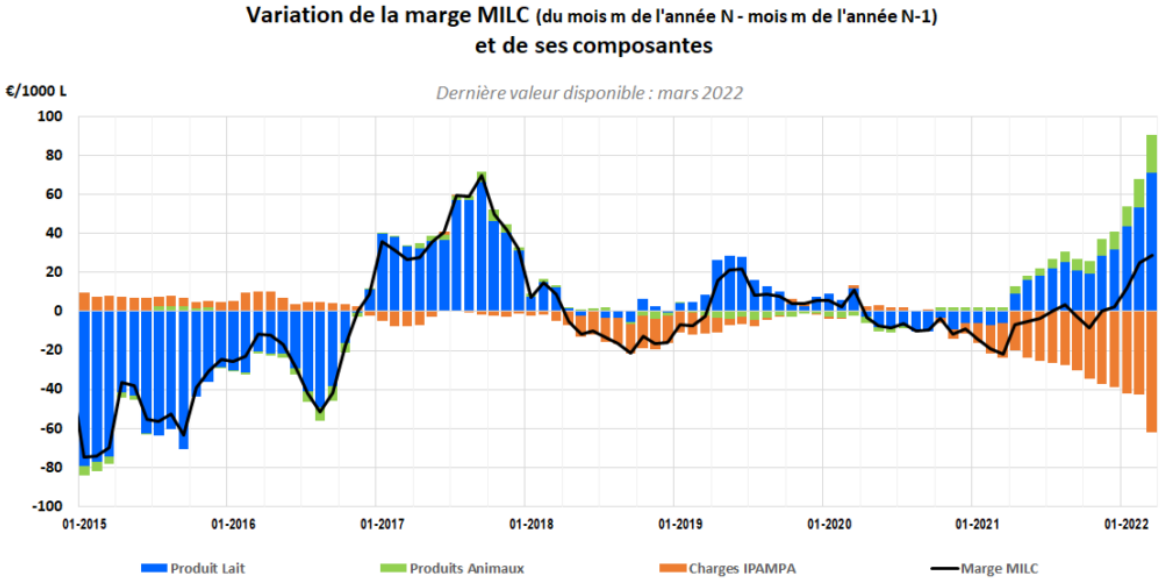
Le prix des énergies et lubrifiants a également bondi de +57%, en raison de la flambée du coût du carburant (+24% sur un mois, +107% / 2021). Bien que moins spectaculaire (+21% / 2021), la hausse du prix de l'aliment est celle qui pèse le plus sur le compte des exploitations, expliquant à elle seule près du tiers de la hausse de l'indice IPAMPA.

Si les cours de l'aliment, des engrais et de l'énergie se sont depuis légèrement détendus, l'indice IPAMPA aurait poursuivi sa progression en avril, le temps que les fournisseurs répercutent les hausses auxquelles ils sont confrontés.



La MILC se maintient en mars d'un mois sur l'autre

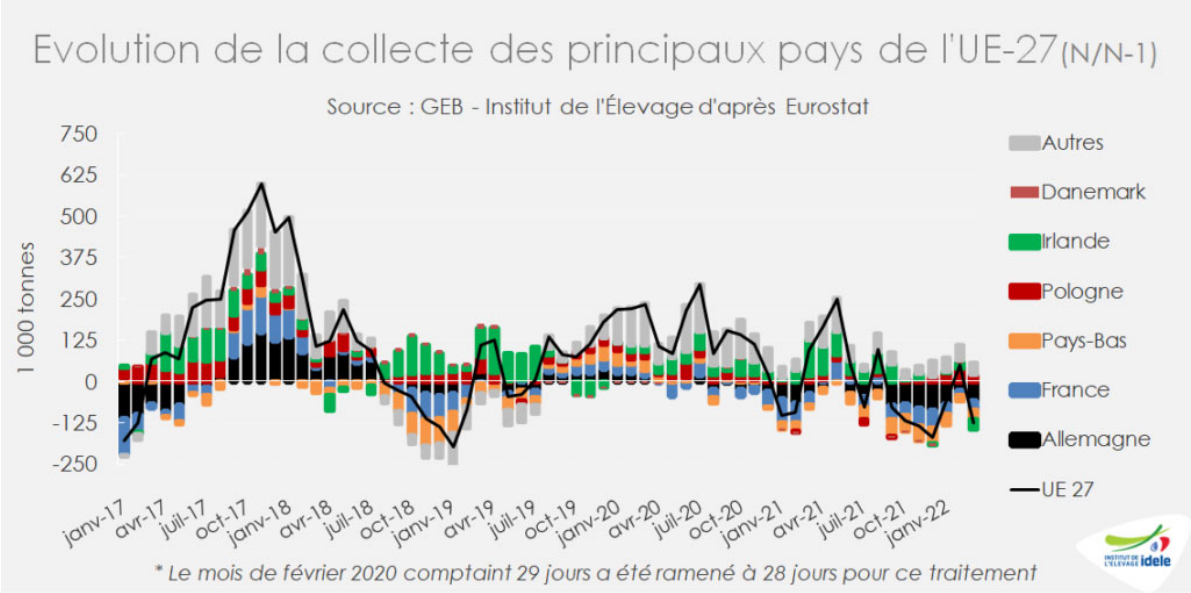
D'après l'indicateur MILC, resté stable entre février et mars, la flambée des charges de +20 €/ 2021, à 381 €/1 000 l aurait été compensée par la hausse des prix du lait (+13€), et celle du prix de ventes des réformes (+7€).



En mars, la MILC se situait sensiblement au-dessus de son niveau de l'an dernier à pareille époque (+29 €/1 000 l, sachant qu'elle avait atteint un point bas en mars 2021) : la hausse du prix du lait (+71 € /2021 en prix réel) combinée à la progression des cotations des vaches O et P (pour environ +20 € /1 000 l) excède l'envolée des charges (+62 € /2021) sur la même période. Rappelons toutefois qu'il existe de très fortes disparités entre les prix payés par les différents opérateurs (près de 90 € entre le prix le plus haut et le plus bas en avril d'après l'observatoire des prix de la revue *l'Éleveur laitier*).

Dans l'UE-27, rechute de la collecte en mars…

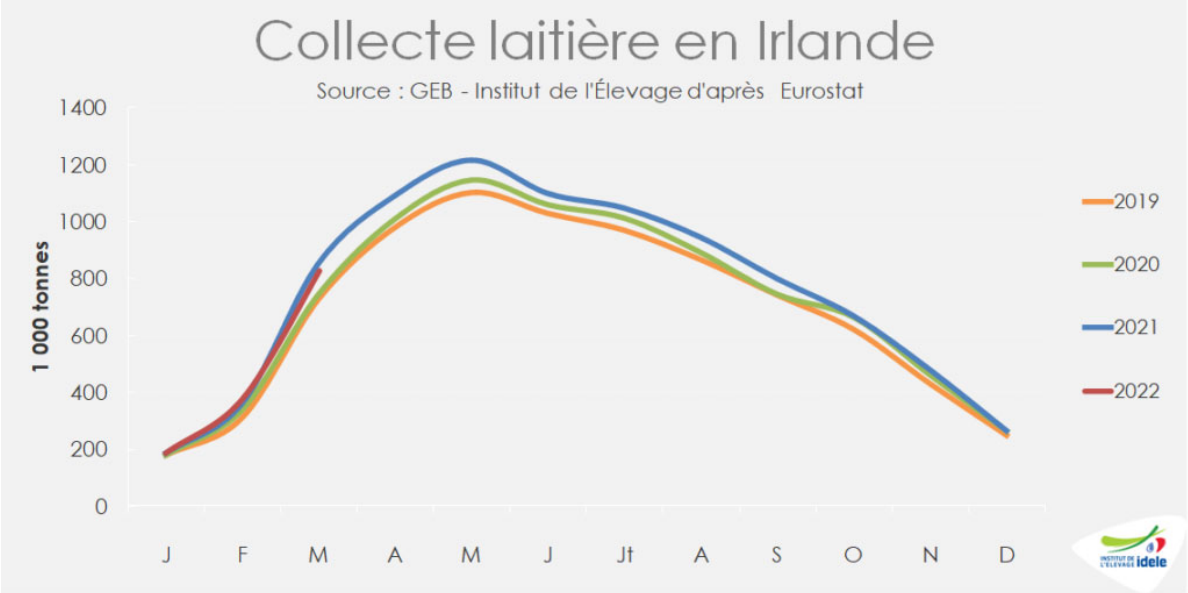
Dans l'UE, l'accélération de la flambée des charges liée à la guerre en Ukraine s'est traduite par une rechute de la collecte en mars (-1% /2021, soit -125 000 t), qui s'était pourtant redressée en février (+0,5%). Les livraisons ont poursuivi leur recul dans les grands pays producteurs (-1,2% en France, -2,1% en Allemagne, -2,5% aux Pays-Bas), mais ont également baissé dans des pays auparavant en croissance, comme l'Irlande (-3% /2021) et l'Espagne (-1,5%) où la collecte avait été perturbée par une grève des transporteurs.



En mars, d'après le MMO, le prix du lait en UE-27 a de nouveau progressé de +2%, pour atteindre 435 €/t (+24% /2021), un nouveau record. Selon les premières estimations, il aurait poursuivi sa progression au même rythme en avril (+2% à 445 € /t). Cette progression est bien-sûr liée à la flambée de la valorisation du lait transformé en beurre/poudre maigre qui a atteint 608 €/1 000 l en avril sur le marché européen. Le prix s'envole particulièrement dans les pays exportateurs de commodités. Il culmine à 439 €/t en Allemagne (+35% /2021), 465 €/t aux Pays-Bas (+32%) et 462 €/t au Danemark (+30%).

En Irlande, croissance stoppée malgré des signaux au vert

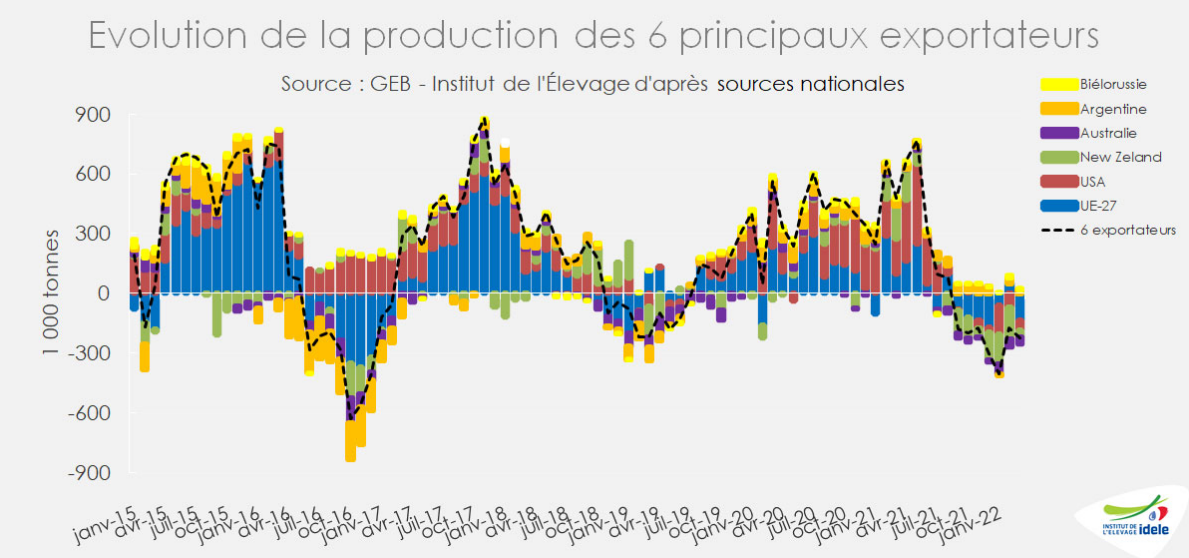
En Irlande, après une croissance ininterrompue depuis plusieurs années (+62% depuis 2013), la collecte a marqué le pas début 2022, et a même reculé en mars de -3% /2021. Certes elle avait été exceptionnellement haute l'an dernier à pareille époque (+11% /2020), mais ce recul est surprenant car le cheptel continue de s'étoffer (+1,5% /2021 d'après Teagasc), et le rythme de pousse de l'herbe s'inscrit dans la moyenne. Ce repli de la collecte s'expliquerait donc par une baisse de la productivité laitière. Pourtant le prix du lait payé aux livreurs semble plus incitatif que jamais. Il a dépassé pour la première fois la barre des 500 €/1 000 l (504 €/1 000 l en mars). Sa hausse surcompense allègrement celle des charges selon Teagasc (estimée à +30% /2020). Néanmoins, les éleveurs se montreraient particulièrement prudents dans l'achat et l'utilisation des intrants, aliments concentrés et engrais, faute de visibilité sur les évolutions de la conjoncture.



Monde : Production en repli chez les grands exportateurs

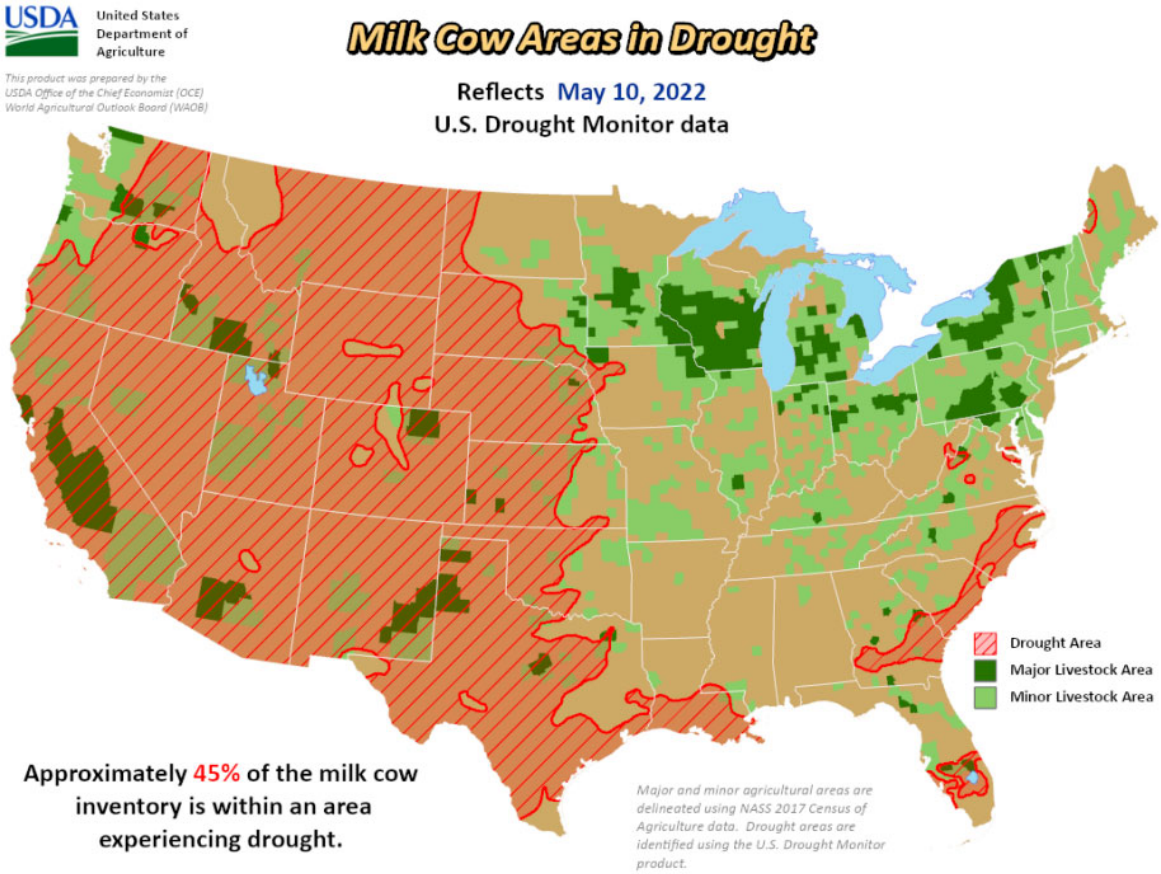
Dernière révision le 23 mai 2022

À part en Amérique du Sud, les productions de lait sont en repli chez les principaux pays exportateurs (-0,9% en mars /2021 et -1,1% en cumul sur les trois premiers mois de l'année). La conjoncture sur les prix des intrants est dissuasive et la météo adverse dans plusieurs bassins.



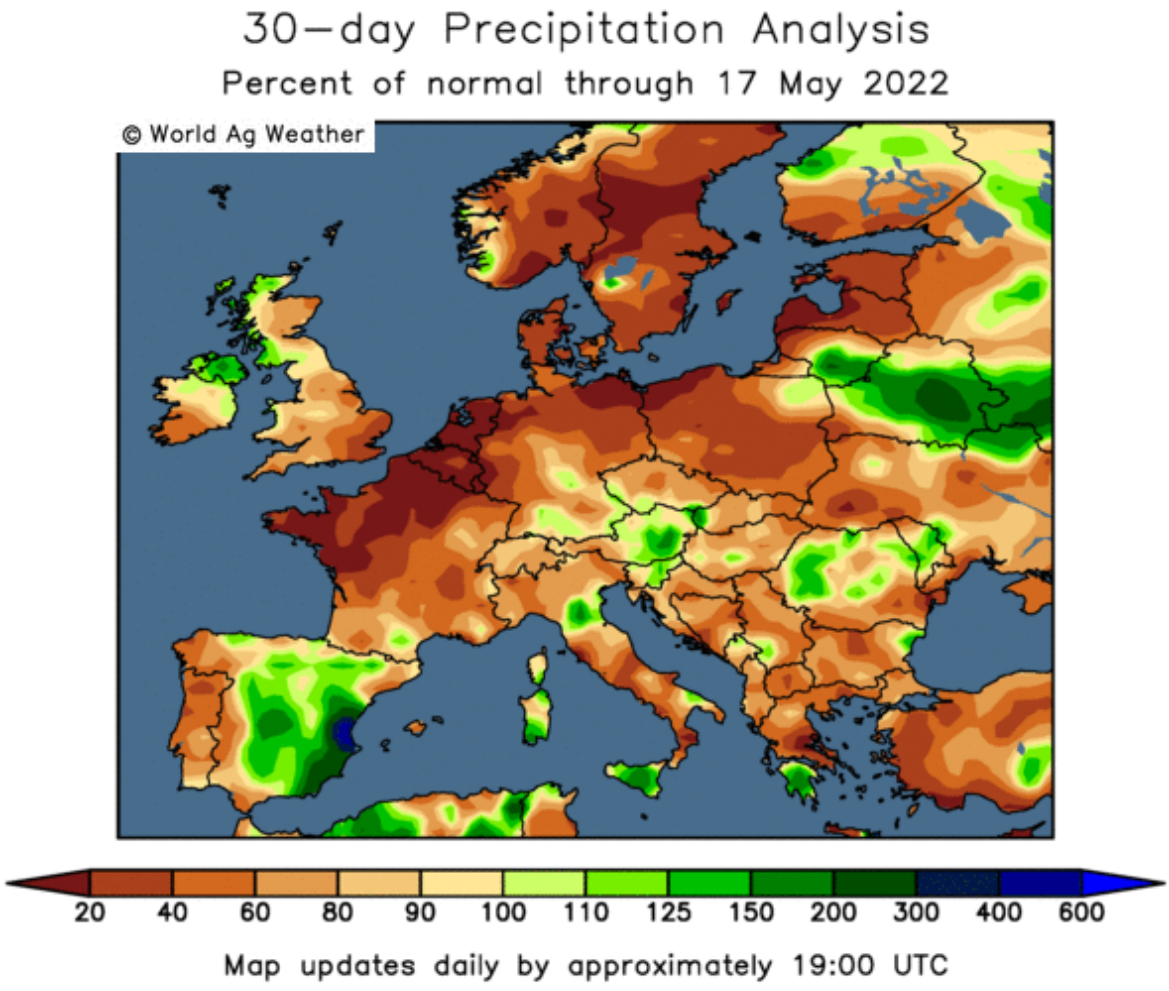
Aux **États-Unis**, les fabrications de fromages continuent d'être dynamiques (+3% sur janv-mars /2021) car elles répondent à une augmentation de la consommation nationale (+3% également sur la même période). Cela se répercute mécaniquement sur les fabrications de beurre et poudre maigre qui ont reculé respectivement de -5% et -13% /2021.

De plus, la météo amplifie ce repli des fabrications. En effet, la Californie fait face à une nouvelle très forte sécheresse qui touche également dans une moindre mesure les États du Sud comme le Texas. Ces zones, très fortement productrices de lait, ont un mix produit tourné davantage vers les fabrications de beurre/poudre que les zones autour des Grands Lacs. Les fabrications de poudre maigre à destination humaine sont ainsi en repli sur le mois de mars de -4,3% /2021 dans l'Ouest et -9% dans le Centre tandis qu'elles ont augmenté de +4% dans le secteur Est et de -4% à l'échelle nationale.



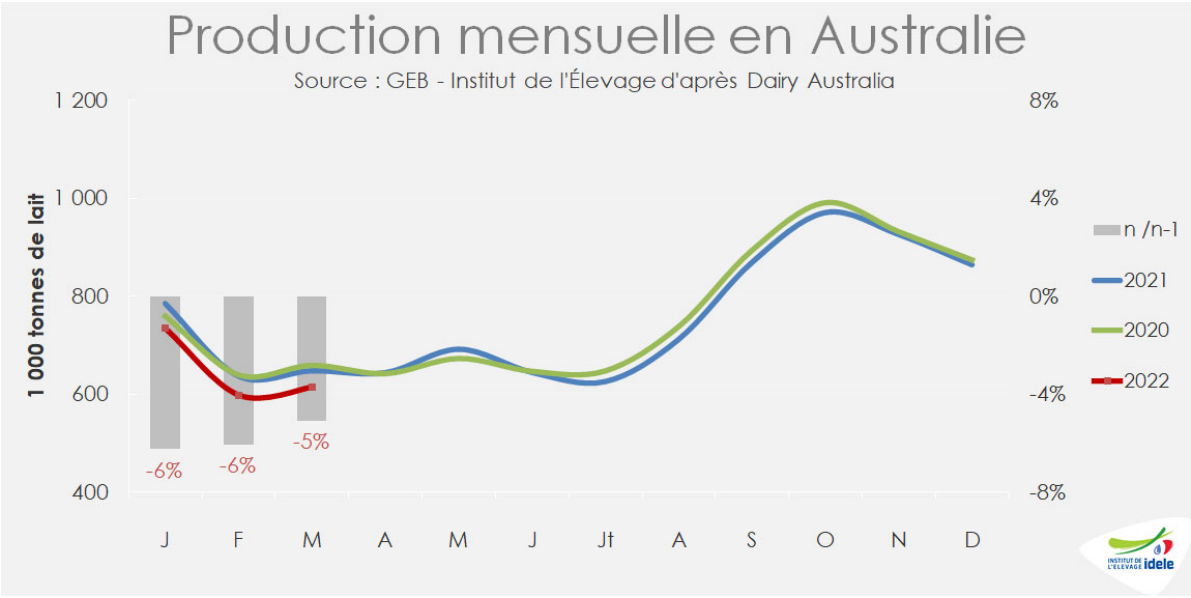
Carte des zones de sécheresse aux États-Unis (en rouge) par rapport à la production de lait (en vert)

En **Europe**, la sécheresse s'est aussi installée précocement à une période habituelle de forte pousse de l'herbe laissant craindre de mauvaises récoltes de fourrages dans les semaines à venir. Cette situation est préoccupante dans un contexte de forte tension sur les prix de l'alimentation, alors que la collecte est déjà en repli. Elle touche principalement l'Europe du Nord qui concentre la plus grande part de la production laitière.

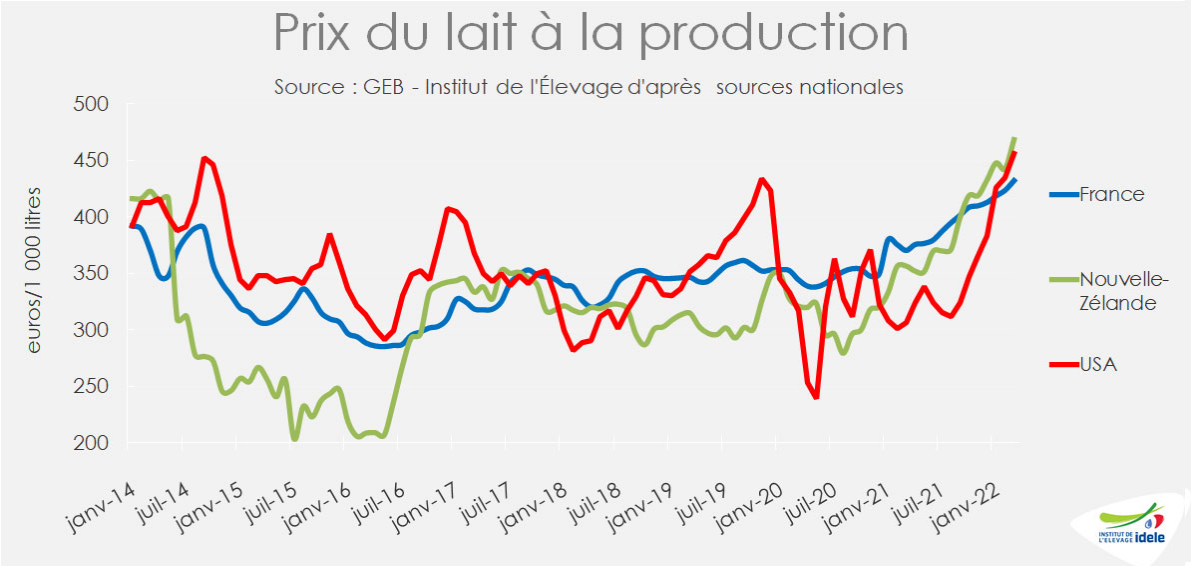


Carte du pourcentage de précipitations par rapport à la normale

A l'inverse, en **Australie**, les prévisions laissent entrevoir des précipitations nettement supérieures à la moyenne. L'hiver austral (juin-août) est attendu plus chaud et plus humide que la moyenne. Il semble toutefois difficile d'envisager un fort rattrapage de la production qui a décroché au 1er trimestre 2022 de -5,4% /2021.

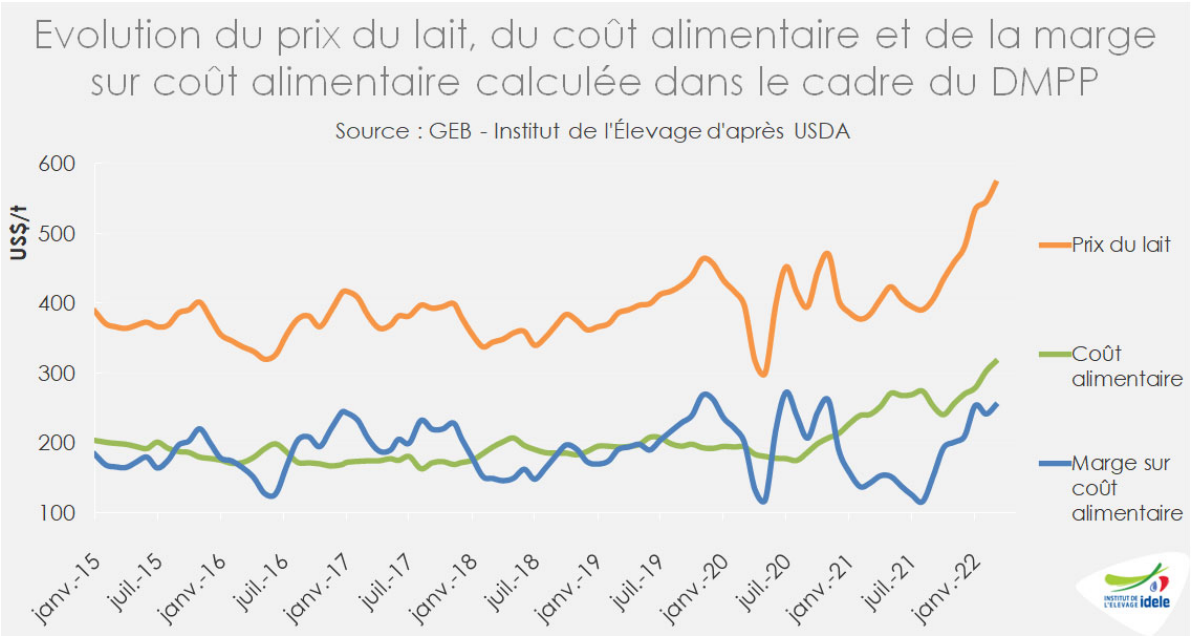


Dans ce contexte de réduction de l'offre, les prix du lait à la production augmentent. Si la hausse est douce en France (+17% /2021), elle s'est accélérée brutalement au second semestre en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis (respectivement de +112 € en un an à 468 €/1 000 l en mars, et de +150 € à 456 €/1000 l en mars également).



L'année 2022 sort des modèles habituels car jusqu'à présent, une hausse des prix du lait demeurait un critère incitatif à la production. La collecte états-unienne était d'ailleurs en générale assez réactive. Toutefois ce modèle ne semble plus d'actualité aujourd'hui où les marges sont dégradées par la très forte hausse du prix des intrants.

Aux **États-Unis**, la marge sur coût alimentaire est certes remontée, grâce au fort rebond du prix du lait, à des niveaux historiquement hauts. Néanmoins, cet indicateur très partiel, ne tient pas compte des autres intrants comme l'énergie, les engrais…



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

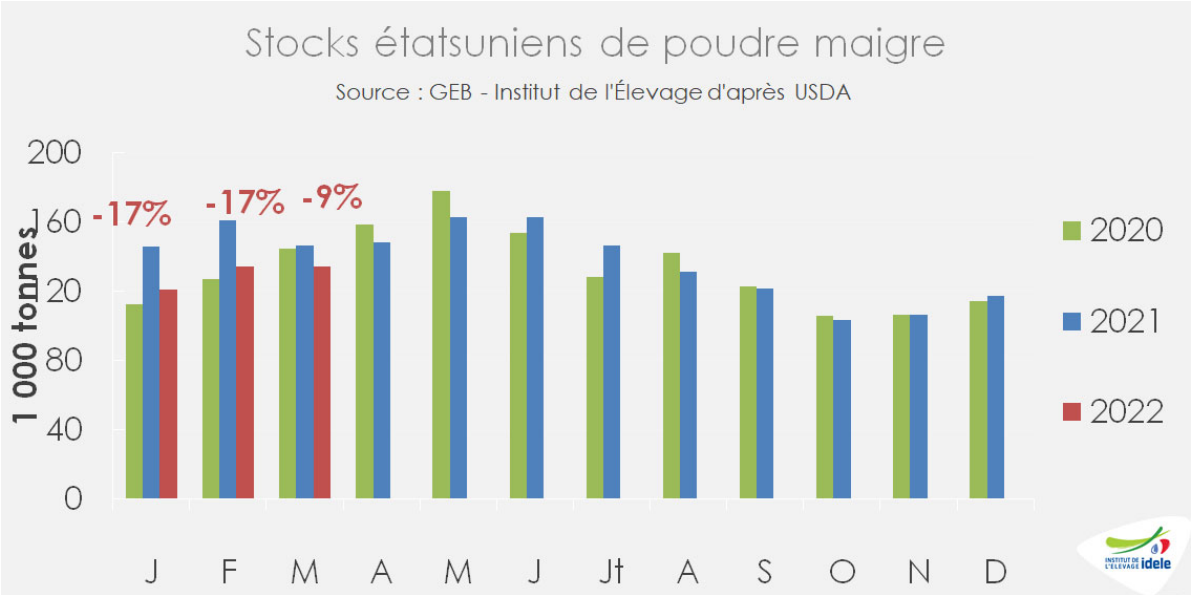
Poudre maigre : des disponibilités plutôt réduites chez les exportateurs.

Dernière révision le 23 mai 2022

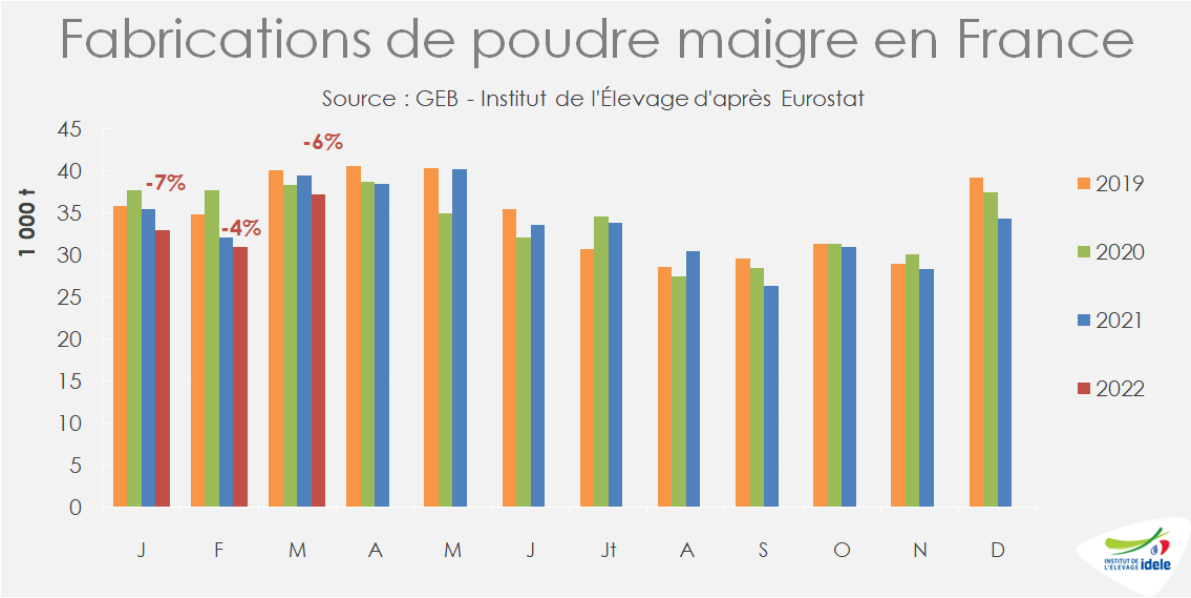
Le marché des poudres est actuellement chahuté. La demande en poudres grasses s'effondre en lien avec la moindre demande chinoise. En poudre maigre, les fabrications baissent fortement dans l'hémisphère Nord ce qui conduit à un repli des exportations. Enfin, les Etats-Unis font face à une crise sur la poudre de lait infantile.

Poudre de lait écrémé : baisse des exportations de l'hémisphère Nord

Aux **États-Unis**, les fabrications de poudre maigre ont baissé au 1er trimestre de plus de -13% /2021 (soit environ -44 000 t). La moitié de cette baisse s'est répercutée sur les exportations (-18 000 t, soit -8% /2021) notamment vers le Mexique, l'Indonésie, le Vietnam et le Maghreb et ce malgré une plus forte demande de l'Asie comme la Chine et les Philippines. La demande intérieure reflue également (de -31 000 t par l'USDA soit -30% /2021), ce qui entraine une baisse des stocks de -9%.



Dans l'**UE-27**, les fabrication sur la période janv-mars,ont baissé de -5% /2021, soit près de -20 000 t notamment liée à une forte baisse chez les principaux pays producteurs (-5,5% en France et -14% en Allemagne). Comme pour les Etats-Unis, la production de lait est inférieure tandis que le mix-produit va davantage vers les fromages.



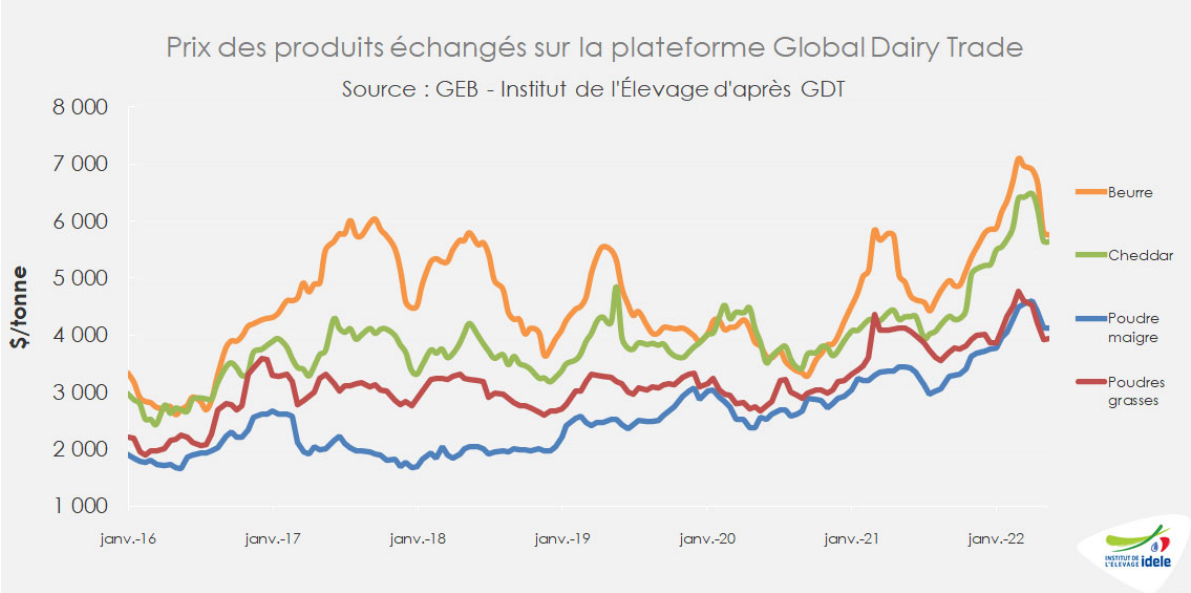
Les exportations européennes de poudre maigre ont en conséquence baissé (environ -50 000 t, soit -22% sur janv-mars /2021) notamment vers la Chine (-32%), vers l'Indonésie (-12%), ou en encore l'Algérie (-41%).

Le gaz est très majoritairement utilisé pour le séchage du lait et la transformation en poudre. Les tensions avec la Russie et la très forte augmentation des prix du gaz renchérissent fortement les coûts de fabrication des poudres actuellement. De plus, fin avril, le géant gazier russe Gazprom a décidé de couper la livraison de gaz à la Pologne et la Bulgarie. La Pologne, quatrième producteur de poudre maigre en 2021 de l'UE, derrière la France, l'Allemagne et la Belgique, va donc devoir arbitrer et probablement modifier son mix produit dans les mois à venir.

Il est donc à prévoir de plus amples baisses de fabrications en Europe et donc une moindre présence sur le marché international.

En **Nouvelle-Zélande**, à l'inverse des fabrications privilégiées à la suite du ralentissement de la demande chinoise. la collecte laitière est en repli depuis plusieurs mois tandis que la hausse du nombre de cas covid-19 au sein des laiteries perturbe la transformation. Les fabrications de poudre de lait entier ont donc pu être privilégiées dans un premier temps. Toutefois, ce produit, exporté pour près de moitié des volumes vers la Chine, est donc particulièrement dépendant de ce débouché. Les exportations néo-zélandaises se replient fortement (-90 000 t soit -19% sur janv-mars /2021), en premier lieu vers la Chine (-58 000 t, soit -30% sur la même période)

Le confinement strict de plusieurs grandes villes chinoises et les difficultés logistiques, notamment dans le port de Shanghai, ont réduit la demande notamment lors des enchères du *Global Dairy Trade*. Les prix des poudres grasses ont donc chuté ces dernières semaines sur la plateforme d'enchères physiques au point de passer sous les prix de la poudre maigre.



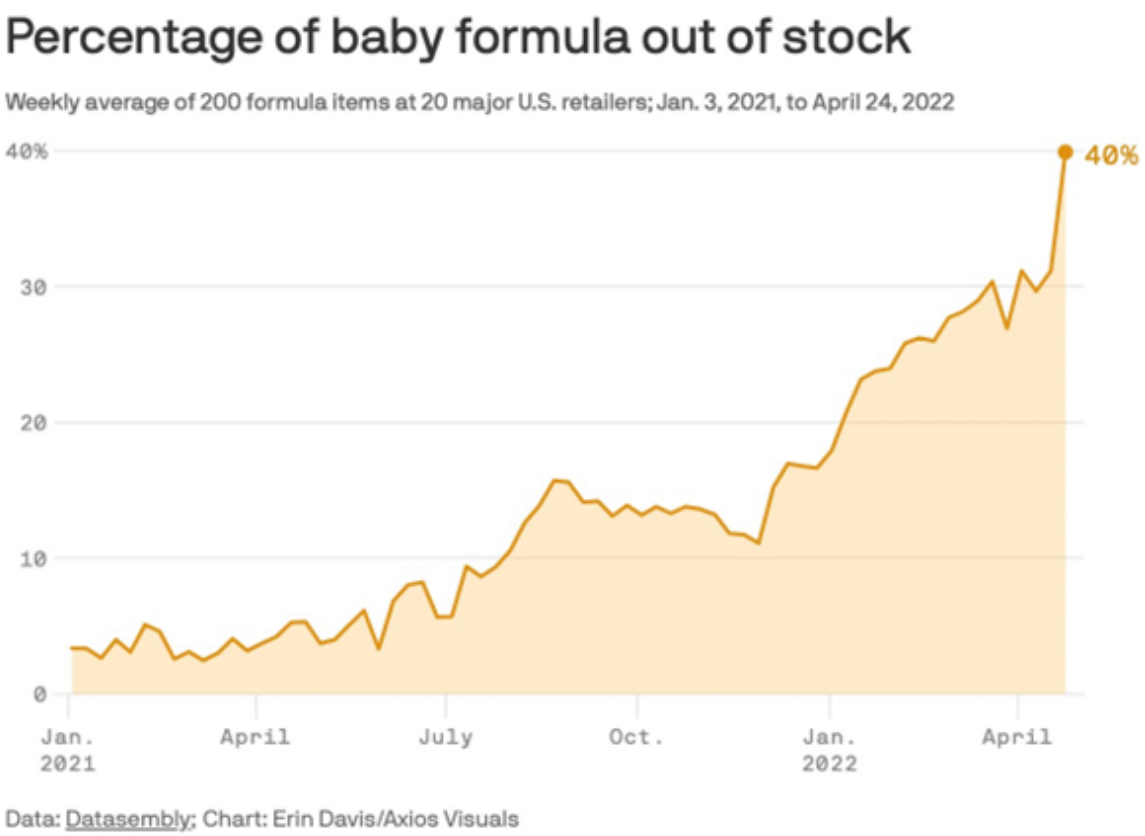
Il est donc fort probable qu'une partie des fabrications soit donc réorientée vers le beurre et la poudre maigre surtout dans un contexte de forte demande internationale, Chine exclue. Les exportations néo-zélandaises de poudre maigre sont haussières (+10 000 t sur janv-mars /2021, à 100 000 t). Les envois sont en très forte progression vers l'Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie ou encore les Philippines, raflant ainsi des parts de marché aux États-Unis et à l'Europe.

Poudres de laits infantiles : Pénurie et début de scandale aux États-Unis

Le marché des poudres de laits infantiles en poudre aux États-Unis est particulièrement concentré. En 2018, il était détenu à 89% par quatre entreprises selon David Dayen : Abbott (Similac), Reckitt Benckiser (Enfamil), Nestlé (Gerber), et Perrigo (store-brands).

A la suite du décès de deux bébés, l'usine Abbott Nutrition à Sturgis, située dans le Michigan, a été fermée et a dû rappeler le 17 février dernier l'ensemble de ces produits. Cette usine, qui produit environ 20% des poudres de laits infantiles du pays dont des spécialités « médicales » produites par aucune autre marque, a été autorisée à reprendre ses activités lundi 16 mai.

Cette fermeture a entrainé une chute des disponibilités, ce qui a accentué des problèmes notamment logistiques et de mains d'œuvre déjà existants auparavant liés à la crise sanitaire. Aussi, selon Datasembly, le taux de rupture de stock pour ces produits aurait dépassé les 40% depuis la fin du mois d'avril à l'échelle du pays et plus de 50% dans certains États (Iowa, South Dakota, North Dakota, Missouri, Texas, Tennessee).



Pourcentage de rupture de stocks de poudre de lait infantile selon Datasembly.

Le manque de marchandise dans les rayons rend les parents nerveux. Pris de panique, ils font des achats de précaution qui accentuent encore la pénurie. La situation est encore pire pour les laits infantiles spécialisés.

La crise sanitaire est devenue politique, car lors des confinements l'autorité sanitaire FDA a limité ses visites de contrôle et n'aurait pas réagi assez vite selon l'opposition républicaine.

Les importations de poudres de laits infantiles devraient augmenter dans les mois à venir et l'administration cherche à réduire les contraintes administratives très strictes imposées aux poudres importées. Abbott a même annoncé des importations par avion depuis son usine située en Irlande, mais les volumes acheminés sont encore insuffisants. Le 18 mai, Joe Biden a confié au ministère de la Défense la mission d'organiser un pont aérien, opération appelée « Fly Formula ».

Ces exportations vers les Etats-Unis permettront à l'Irlande à court terme de compenser en partie la chute des expéditions vers la Chine (-12% sur janv-fev /2021, après -38% entre 2020 et 2021).

Le covid-19 perturbe de nouveau les flux mondiaux

Dernière révision le 23 mai 2022

Depuis janvier, les abattages sont demeurés ralentis en France, tandis qu'ils ont repris en Irlande, au Royaume-Uni, et en Espagne. Après Pâques et le Ramadan, l'offre française est retombée, contrairement au cours des agneaux qui s'est stabilisé au-dessus des 8 €/kg. En Nouvelle-Zélande, le covid-19 perturbe toujours les envois et la filière des viandes rouges rencontre une volatilité qui pourrait mettre plusieurs années à se stabiliser.

Viande ovine » France »

La cotation reste haut perchée

Dernière révision le 23 mai 2022

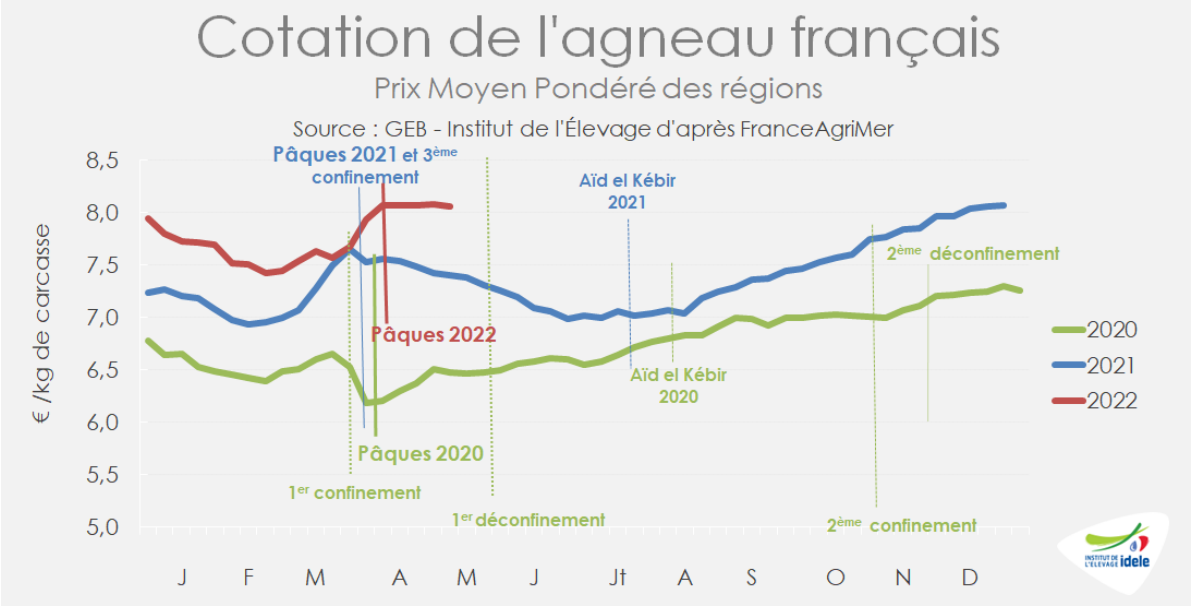
Après l'effervescence de Pâques, l'offre s'est repliée malgré un Ramadan qui s'est terminé deux semaines plus tard. La cotation de l'agneau français entrée abattoir est quant à elle restée haut perchée au lieu d'entamer sa baisse saisonnière. La demande se creuse traditionnellement après les fêtes, mais l'inflation pourrait accentuer le reflux saisonnier des achats d'agneau.

Quelques semaines après Pâques, le cours français se maintient

Après sa traditionnelle ascension pour Pâques, la **cotation** entrée abattoir s'est maintenue pour la 5ème semaine consécutive à 8,06 €/kg en semaine 19 (se terminant le 15 mai). L'écart était alors de +0,64 € /2021 et +1,59 € /2020.

Pâques terminé, **l'offre** s'est effondrée tandis que le cours de l'agneau s'est maintenu au-dessus des 8 €/kg durant quelques semaines.

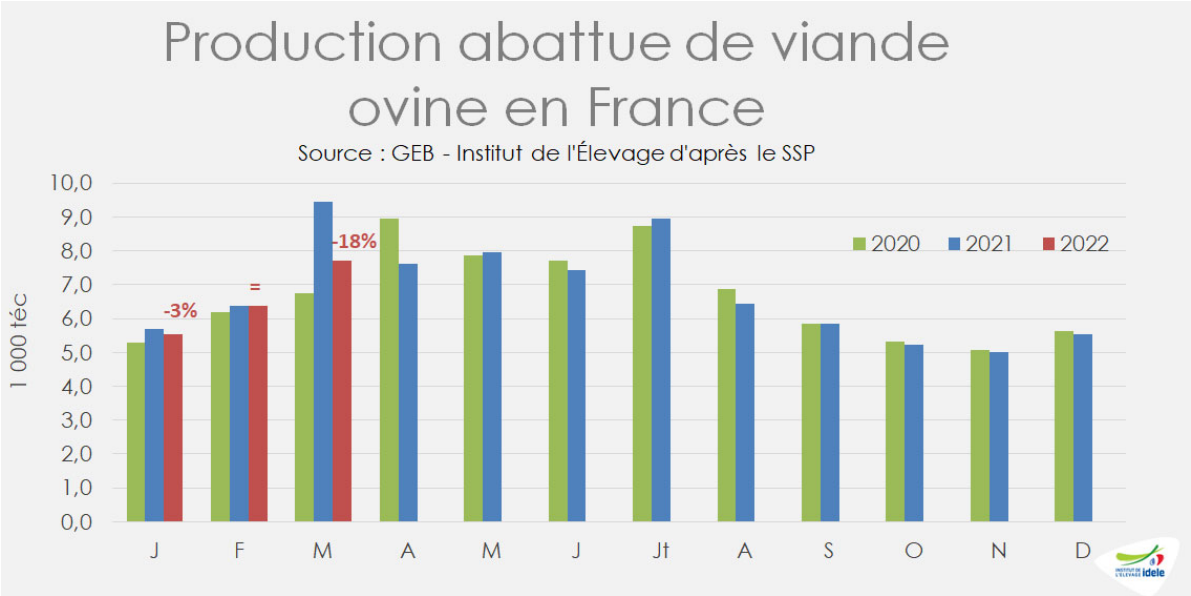
Ce niveau de prix est bénéfique pour les éleveurs confrontés à une hausse du coût des **intrants**. En mars 2022, l'IPAMPA ovin viande a atteint 131,7 points (+20% /2021). L'Indice énergie et lubrifiants a bondi de +84% /2021 et celui des aliments achetés a progressé plus modérément de +17%. Toutefois ce dernier devrait encore s'apprécier dans les prochains mois. La **sécheresse** qui sévit ce printemps en France devrait encore accroître la tension sur le marché des grains et des aliments concentrés.



Les abattages diminuent fortement après Pâques

Principalement du fait du décalage des dates de Pâques (le 4 avril en 2021 et le 18 avril en 2022) et selon *Agreste*, la **production** abattue au mois de mars a chuté de -18% d'une année sur l'autre, à 7 700 téc. 354 500 agneaux ont été abattus, en baisse de -24% / 2021, et 41 000 réformes, en hausse de +8%, à 41 000 têtes.

Selon Ovinfos, les abattages seraient passés largement sous leurs niveaux de 2021 une et deux semaines après Pâques (S16 et 17), alors qu'on s'attendait à des abattages toujours dynamiques après Pâques, grâce à la période du Ramadan (fin le 2 mai). La baisse enregistrée en semaine 16 s'est accentuée la semaine suivante sans explication claire sur ce fort mouvement de repli : les bergeries étaient-elles vides après Pâques ? La demande pour le Ramadan était-elle trop faible pour ralentir la chute de l'offre ?



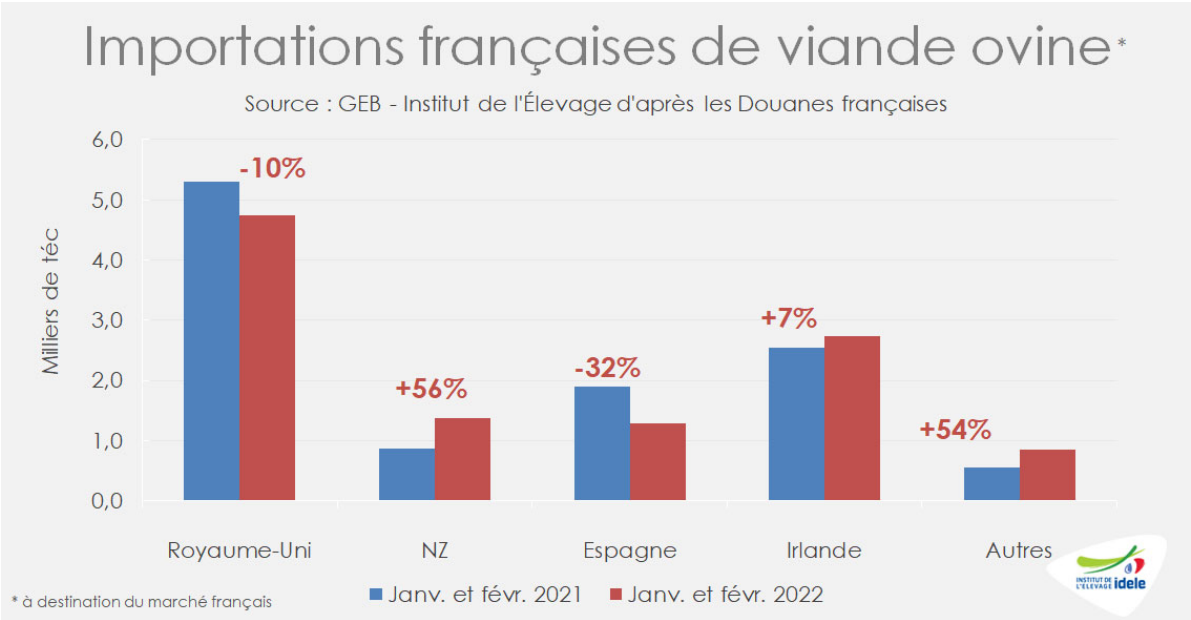
Rebond des importations de viande ovine néozélandaise en 2022

Les **importations** de viande ovine à destination du marché français ont légèrement reculé début 2022. Sur les deux premiers mois, la baisse est de -2% /2021, soit -190 téc.

Malgré une production britannique en légère progression, les importations de viande britannique ont fortement fléchi (-10% /2020), tandis qu'elles se sont redressées en provenance de République d'Irlande (+7%).

Les importations de Nouvelle-Zélande se sont redynamisées, à hauteur de +56% /2021. Depuis septembre 2021, les envois néozélandais vers la Chine reculent d'une année sur l'autre au profit de l'UE à 27 et de l'Amérique du Nord. La politique « zéro covid-19 » restreint l'accès au marché chinois.

La ville industrielle chinoise de Ningbo, qui abrite le 3ème plus grand port commercial du monde, a été confinée en janvier 2022 ; deux mois après, ce fut au tour de Shanghai (1er port de commerce mondial).



Reconfiguration des flux mondiaux sur fond de pandémie

Dernière révision le 23 mai 2022

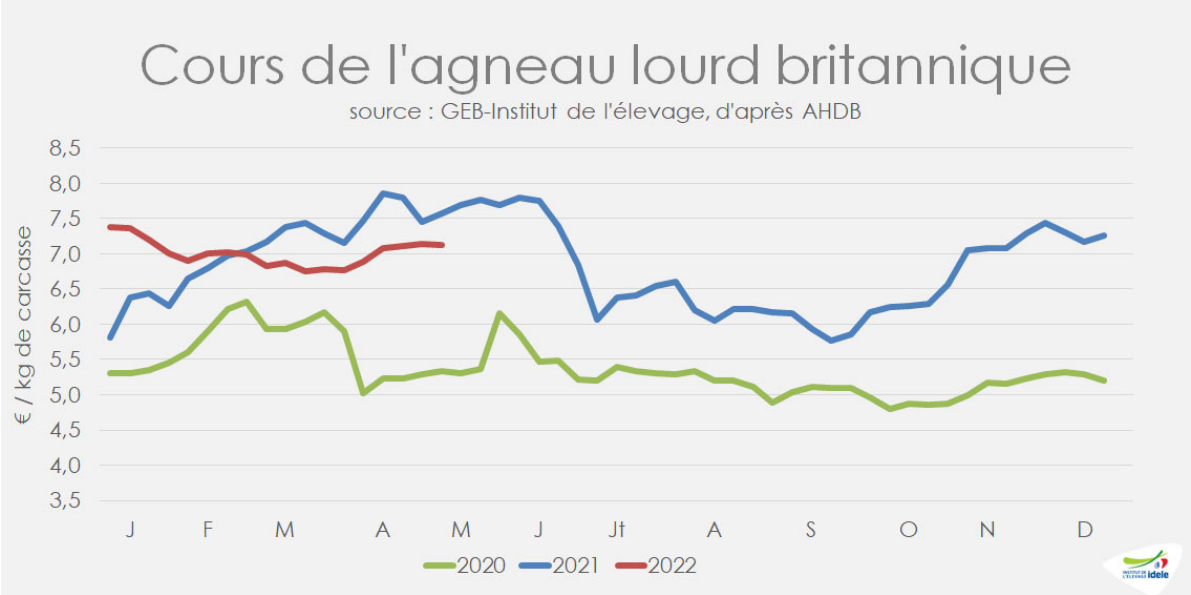
Au Royaume-Uni comme en Irlande les abattages se redressent, permettant une hausse des exportations de viande ovine. En Espagne, l'augmentation des abattages fait face à une consommation intérieure très volatile : l'export en vif permet de dégager des volumes, ceux en viande étant limités. Le covid-19 continue de perturber les flux de viande ovine de la Nouvelle-Zélande vers la Chine.

Royaume-Uni : L'offre et les envois britanniques se rétablissent

De janvier à avril, la **production** abattue au Royaume-Uni a atteint 91 000 téc, progressant de +14% /2021 (creux de production *post-Brexit* en 2021) et de +4% /2020. Elle reste toutefois 6% sous son bon niveau de 2019.

De janvier à mars, les **importations** de viande ovine ont gagné +33% /2021, augmentant d'autant le disponible et libérant des volumes pour l'export, qui ont ainsi progressé de +26% au 1er trimestre.

La hausse des disponibilités début 2022 pèse sur le **cours** britannique de la viande d'agneau qui a chuté de -0,31 € /2021, à 7,13 €/kg en semaine 18 (trois semaines après Pâques et une après le Ramadan). La vigueur du marché mondial soutient tout de même le prix de l'agneau britannique qui s'établissait encore +1,79 € au-dessus de son niveau de 2020.



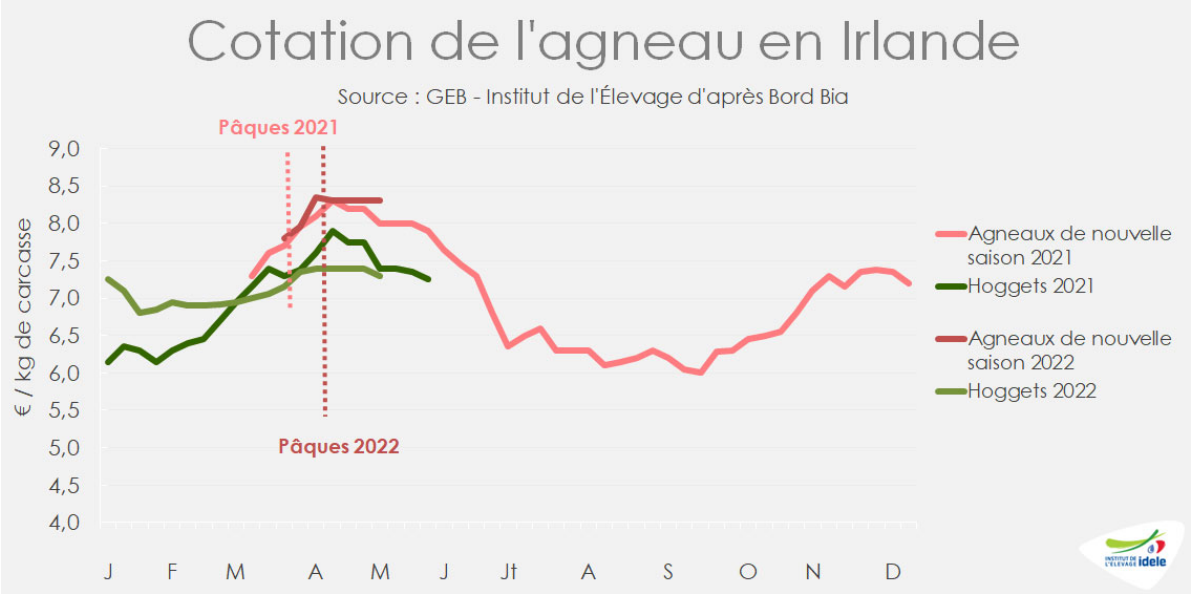
Irlande : les agneaux de nouvelle saison ont remplacé les *Hoggets*

Le pourcentage *d'Hoggets* dans les effectifs abattus est aujourd'hui minimum, face à l'arrivée des agneaux de nouvelle saison, qui ne sont pour autant pas aussi nombreux que prévu face à une demande plutôt ferme.

En semaine 18, à 8,30 €/kg, la **cotation** de l'agneau de nouvelle saison était proche de son niveau de Pâques 2021 (+ 0,30 €/kg), toujours très élevée par rapport au creux de 2020 (+2,08 €/kg).

Sur les 18 premières semaines de 2022 (janvier à début mai), les **abattages** d'agneaux ont progressé de +20% /2021, à 854 000 têtes, grâce à de bonnes sorties *d'Hoggets* (agneaux de report) à partir du dernier trimestre 2021. Les abattages de réformes ont conjointement reculé, de -7% à 90 000 têtes.

Face à une offre en hausse, les **exportations** irlandaises de viande ovine ont aussi progressé : de +17% /2021, à 14 300 téc au 1ertrimestre, dont +60% vers le Royaume-Uni et +22% vers la France.



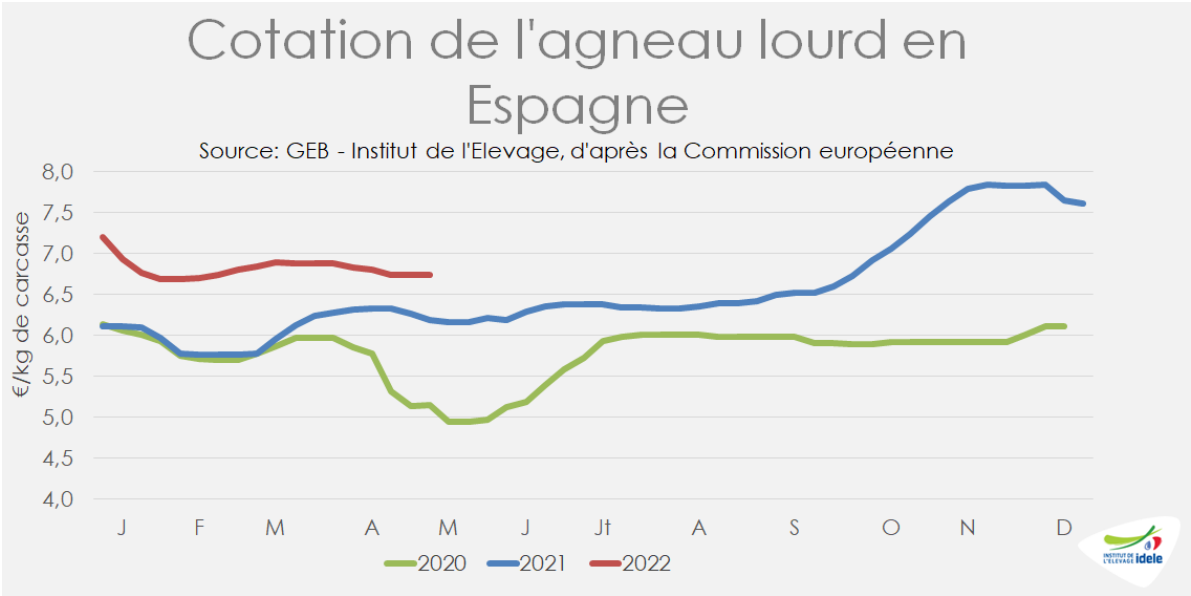
Espagne : des cours stables

A 6,74 €/kg en semaine 18, la **cotation** espagnole se situe nettement au-dessus de son niveau des années précédentes : +0,55 € /2021 et +1,60 € /2020. Elle est de plus relativement stable alors que l'offre augmente de façon saisonnière. Après avoir ralenti pour cause d'une météo peu propice aux barbecues, la demande intérieure s'est légèrement redressée en mai.

Le Ramadan passé, les **exportations de vifs** vers les pays tiers sont plus calmes, mais la France comme l'Italie continuent d'acheter des agneaux.

Sur le **marché de la viande ovine**, la demande est minimaliste : les envois espagnols ont régressé de -27% /2021 au 1er trimestre, dont- 33% vers la France. Depuis avril, ils reprendraient vers la France et les pays tiers, selon la presse spécialisée espagnole.

Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, les éleveurs espagnols connaissent des difficultés pour s'approvisionner en matières premières pour l'**alimentation du bétail**. L'Ukraine est en effet l'un des principaux exportateurs de blé, de maïs (2ème fournisseur de l'Espagne), de tournesol, de farine. Des surfaces conséquentes de luzerne auraient été retournées pour produire du tournesol, ce qui réduirait les disponibilités fourragères dans les prochains mois.

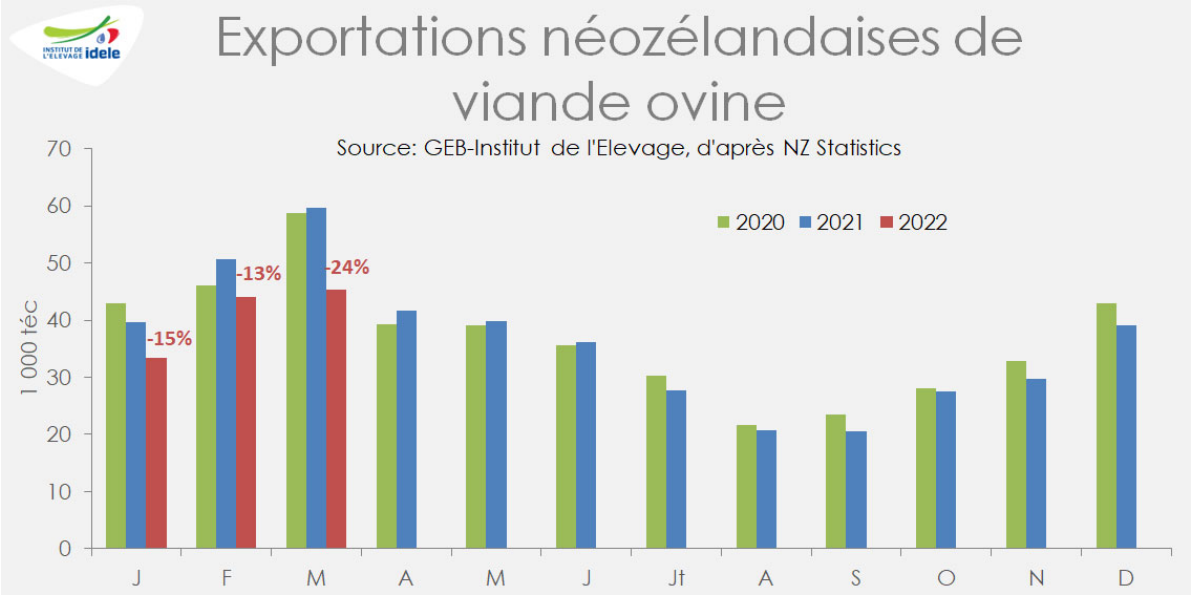


Nouvelle-Zélande : des envois vers la Chine de nouveau contraints

En Nouvelle-Zélande, les restrictions sanitaires liées au nouveau **variant (omicron)** ont ralenti les chaînes d'abattage et de découpe, si bien que la production abattue a chuté de -29% /2021 en mars 2022, à 44 000 téc. Au 1er trimestre, les abattages d'agneaux ont moins reculé, de -17% en effectifs et -19% en volume d'une année sur l'autre.

De plus, avec sa **politique « zéro covid-19 »** la Chine a de nouveau confiné une partie de sa population, ce qui perturbe le fonctionnement des ports chinois : la Nouvelle-Zélande s'en détourne alors ponctuellement en faveur de l'UE à 27 et de l'Amérique du Nord.

Les **exportations de viande ovine** ont en conséquence chuté de -24% /2021 en mars, pour tomber à 45 000 téc, dont – 46% vers la Chine, -1% vers le Royaume-Uni, +13% vers l'UE à 27 et +53% vers l'Amérique du Nord. Les envois de **laine** néozélandaise vers la Chine sont aussi freinés. En parallèle, les confinements diminuent la demande des consommateurs chinois en viande d'agneau. La filière espère que les restrictions sanitaires en Chine seront rapidement levées.



Les charges s’envolent, le prix du lait ne suit pas

Dernière révision le 23 mai 2022

Au 1er trimestre, le prix moyen français du lait de chèvre a évolué favorablement d’une année sur l’autre, sous l’effet de la hausse du prix de base. Cependant, les éleveurs doivent faire face à des hausses de prix des charges bien supérieures… ce qui rogne leurs marges.

La hausse du prix du lait se poursuit, alors que les charges s’envolent

Dernière révision le 23 mai 2022

Au 1er trimestre, le prix moyen français du lait de chèvre a évolué favorablement d’une année sur l’autre, sous l’effet de la hausse du prix de base. Cependant, les éleveurs doivent faire face à des hausses de prix des charges bien supérieures… ce qui rogne leurs marges.

Hausse modeste du prix de base

Le prix de base du lait de chèvre s’est établi à 701 € les 1 000 litres au 1er trimestre, une progression de +20 € d’une année sur l’autre (+3% /2021).

En effet, les transformateurs ont poursuivi la revalorisation du prix de base du lait français, un phénomène amorcé il y a deux ans avec la renationalisation de l’approvisionnement des industriels, et encouragé par les négociations entamées dans le cadre de la loi EGAlim.

Le prix de base demeure le plus élevé dans le bassin du Sud-Est, à 741 €/1 000 litres au 1er trimestre, (+2,2% /2021), devant le Sud-Ouest, à 707 €/1 000 litres (+2,8% /2021). Suivent de près les bassins du Centre et du Centre-Ouest, à respectivement 706 € et 693 €/1 000 litres (soit +3,2% et +3,0% en un an).

Légère dégradation de la composition du lait collecté

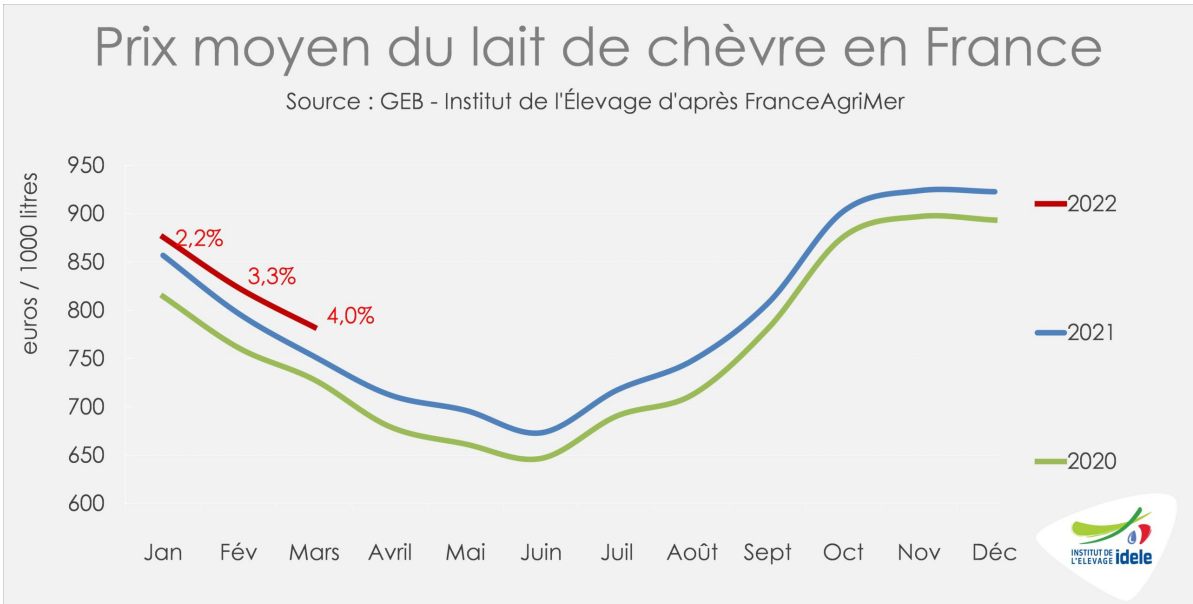
La composition du lait de chèvre s’est dégradée au 1er trimestre, après une année 2021 marquée par son amélioration presque ininterrompue.

Le **taux butyreux** s’est fortement dégradé en janvier, avant de se rétablir en février et mars. A 42,7 g/litre (moyenne nationale) au 1er trimestre, il est stable d’une année sur l’autre. Tous les bassins ont enregistré d’importants replis du TB, exception faite du Sud-Ouest où il a progressé de +2,5, à 41,8 g/l.

Le **taux protéique** a reculé de -0,4 g /2021 en un an, à 36,3 g /litre en moyenne nationale au 1er trimestre. Presque tous les bassins productifs ont enregistré cette érosion, à l’exception du Centre-Ouest où il est stable à 36,4 g/l.

Au final, au 1er trimestre, la teneur en MSU du lait de chèvre s’est repliée de -0,4 g/l, à 79 g par litre de lait.

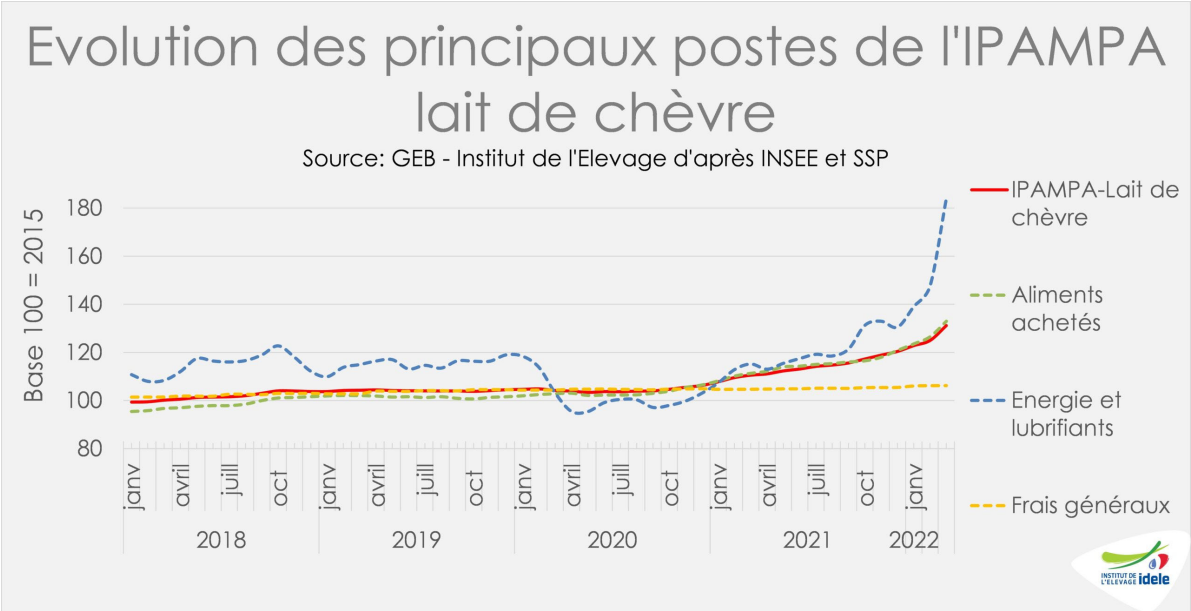
Le prix payé aux éleveurs progresse peu



Au 1er trimestre, le prix du lait de chèvre payé aux livreurs a progressé de +24 € d'une année sur l'autre, à 813 €/1 000 litres (+3% /2021).

Le lait de chèvre est mieux valorisé dans le bassin Sud-Est, à 857 €/1 000 litres, mais sa progression est la plus faible, de +2,7% d'une année sur l'autre. Le prix moyen dans le Centre suit de près, avec 843 €/1 000 litres, en hausse de +3,2% /2021. Enfin, les bassins du Centre-Ouest et du Sud-Ouest pratiquent des prix moyens similaires, avec respectivement 804 €/1 000 litres (+3,1%) et 803 €/1 000 litres (+3,5%, soit la progression la plus importante).

Mais le prix des charges flambe



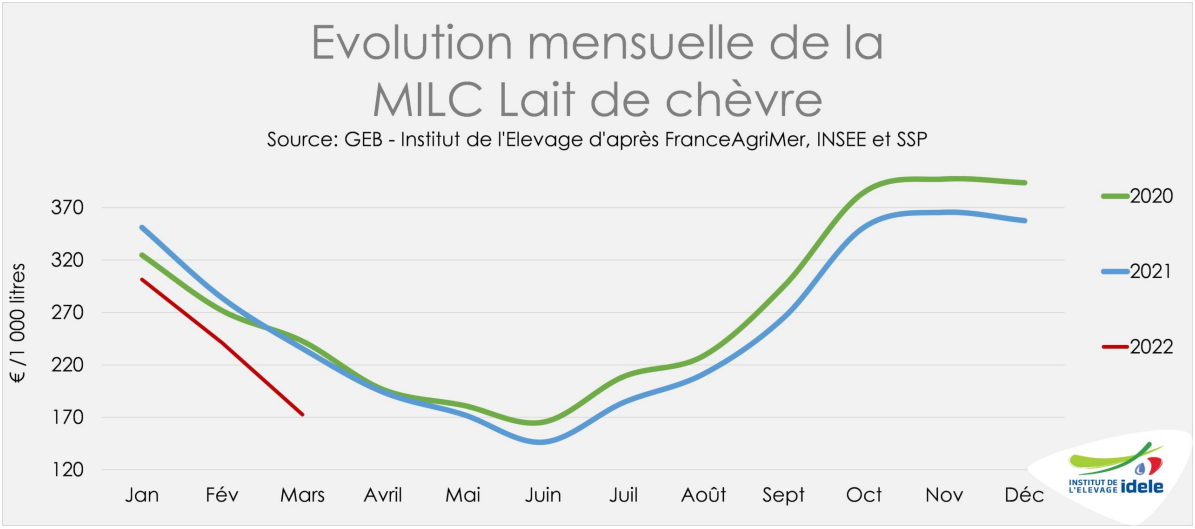
Simultanément, les charges en élevage caprin, déjà haussières en 2021, ont littéralement flambé, notamment depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie… et leur progression dépasse celle du prix français du lait de chèvre.

L'indice de l'aliment acheté (IPAMPA) s'est établi à 133 points en mars, une hausse de +5 points en un mois, et de 21,7 points en un an (+20% /2021). D'un autre côté, l'indice du prix de l'énergie consommée par les éleveurs (IPAMPA) a augmenté de +23 points en un mois, atteignant 195,3 (+60% /2021). Ainsi, sous l'effet de l'envolée du coût de l'aliment, qui représente la moitié des charges indicées, et de l'énergie, l'IPAMPA s'est établi à 123,6 en moyenne au 1er trimestre, en hausse de +15,6% en un an.

L'indice sur 12 mois glissants s'est quant à lui moins apprécié, de +11,8% /2021, à 118.

La MILC se dégrade fortement au 1er trimestre

Amorcée en mars 2020, la dégradation de la MILC Lait de chèvre s'est accélérée au 1er trimestre 2022, sous l'effet de l'envolée des charges.



En mars, elle s'établit à 173 €/1 000 litres, soit un décrochage de -40% d'une année sur l'autre. La MILC en moyenne trimestrielle s'élève quant à elle à 224 €/1 000 litres, soit -20% /2021.

Sa baisse sur 12 mois glissants est toutefois logiquement atténuée (de -30 € ou -11%), à 247 €/1 000 litres en mars. Elle retrouve ainsi le niveau enregistré en avril 2019.

Marchés des grains : les déficits hydriques tendent encore plus les prix

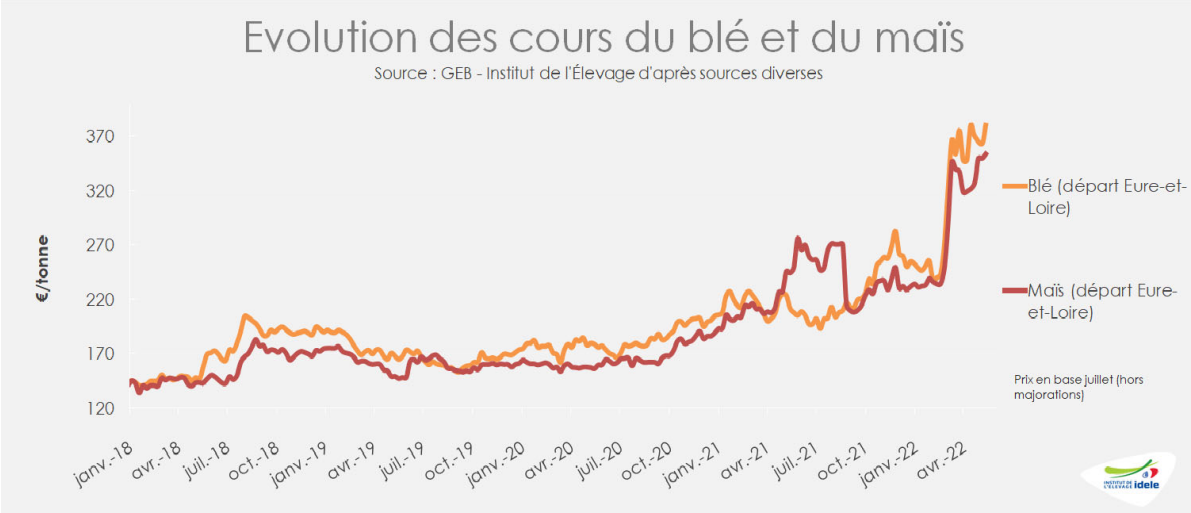
Dernière révision le 23 mai 2022

Les marchés semblent avoir intégré la guerre en Ukraine, les fondamentaux inquiètent et génèrent incertitude et volatilité sur les cours. Le déficit hydrique s'accroît dans les principaux bassins de production, l'absence de la production ukrainienne pour la prochaine campagne est source de tension. Le dernier rapport de l'USDA donne des prévisions de production sur la prochaine récolte à la baisse ce qui affole les marchés.

Céréales : Nouveaux records des cours sur les marchés à terme

En avril sur les marchés à terme, la tonne de blé a côtoyé les 400 €/t. Lors de la séance du 16 mai, la tonne de blé a atteint de nouveau record à 430 €/t. L'Inde, 2ème producteur mondial de blé, qui s'était d'abord engagé à augmenter ses exportations pour compenser la perte de l'approvisionnement mer Noire, s'est retracté à cause de la baisse de sa production due aux vagues de chaleur. Du côté de la mer Noire, la Russie annonce une récolte record cette année (+6% /2020-21, à 87 Mt) mais est encore frappée par des sanctions internationales. En Ukraine, certains exports sont acheminés par voie terrestre mais les volumes restent anecdotiques. Dans les bassins nord-américains et européens, le déficit hydrique inquiète et peut compromettre la récolte si la sécheresse perdure. Début mai seules 27% des surfaces aux Etats-Unis étaient considérés dans des conditions bonnes à excellentes contre 53% à la même période en 2021.

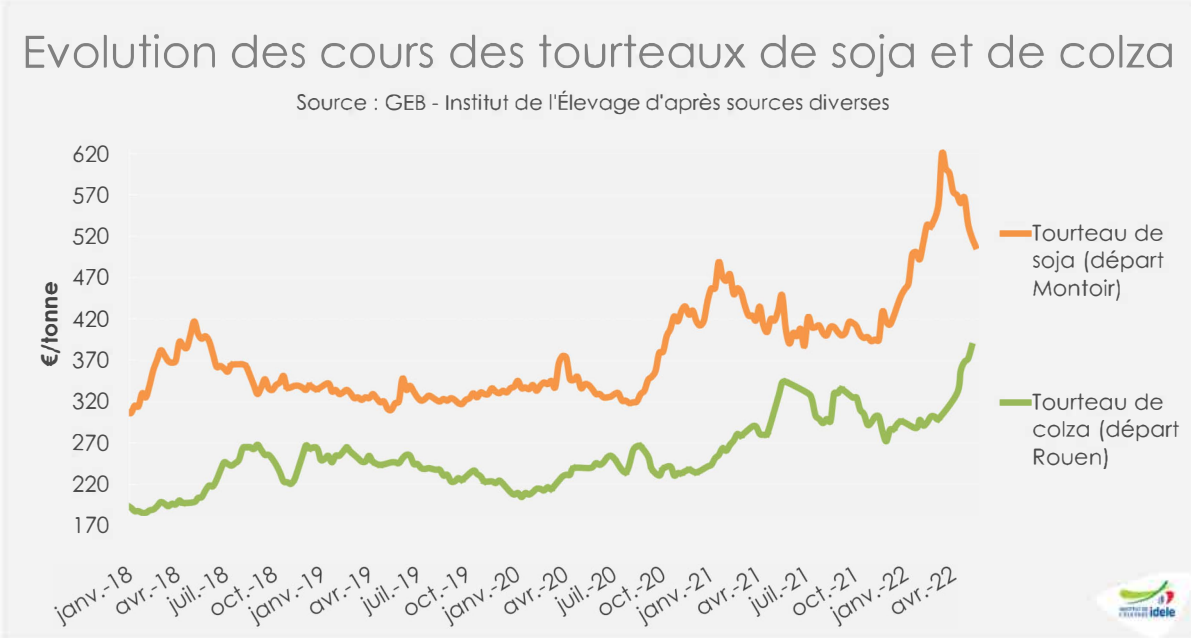
La guerre en Ukraine impacte aussi fortement la production de maïs. L'USDA estime à moins de 20 Mt la future récolte en Ukraine contre 43 Mt en 2021 (année historique), soit la plus faible depuis dix ans. Aux Etats-Unis, les semis ont du retard et la sole allouée est en baisse de 5% au profit du soja moins gourmand en intrants et dont les cours sont toujours très élevés. Le même phénomène de retard des semis est observé en Europe, mais la demande pour l'alimentation animale est revue à la baisse par FranceAgriMer à la suite de l'épisode de grippe aviaire. Pour la campagne actuelle, le manque de pluie en Amérique du Sud pourrait affecter les rendements du maïs de la Safrinha (la deuxième récolte du pays). En Argentine, la grève des chauffeurs routiers perturbe l'arrivée des maïs précoces sur les marchés. Les revendications sont en lien avec la hausse des prix du carburant.



Tourteaux : des cours plus hauts et convergents

L'annonce des suspensions des exportations d'huile de palme par l'Indonésie, premier producteur mondial avait soutenu les prix du complexe oléagineux fin avril. Pour autant l'augmentation des assolements aux Etats-Unis et les confinements en Chine qui pénalisent la demande, permettent une détente des cours du tourteau de soja. Les récoltes de soja avancent en Amérique latine, la récolte brésilienne est revue en légère hausse de +1 Mt en un mois, à 123 Mt en avril. Le tourteau de soja devient attractif en formulation et permet le retour aux achats des fabricants d'aliments du bétail.

La tendance est autre sur le marché du colza et du tournesol. Pour le premier, les disponibilités des précédentes récoltes sont épuisées. Les semis de canola au Canada prennent du retard du fait des pluies. De plus la superficie ensemencée est en baisse de 660 000 ha. Stratégie Grain a revu à la hausse son estimation de production de l'UE-27 en colza de +2,2 Mt /2021 à 18 Mt attendue cette année. En tournesol, l'écart de prix se creuse entre les qualités standard et oléique, cette dernière étant principalement produite en Ukraine. Enfin la première coupe de luzerne a débuté fin avril avec une météo sèche. Le manque d'eau pénalise les rendements.


Evolution des cours des tourteaux de soja et de colza
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après sources diverses
€/tonne
620
570
520
470
420
370
320
270
220
170
janv.-18
avr.-18
juil.-18
oct.-18
janv.-19
avr.-19
juil.-19
oct.-19
janv.-20
avr.-20
juil.-20
oct.-20
janv.-21
avr.-21
juil.-21
oct.-21
janv.-22
avr.-22
Tourteau de soja (départ Montoir)
Tourteau de colza (départ Rouen)